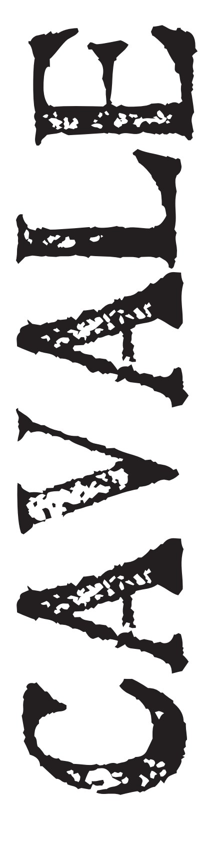
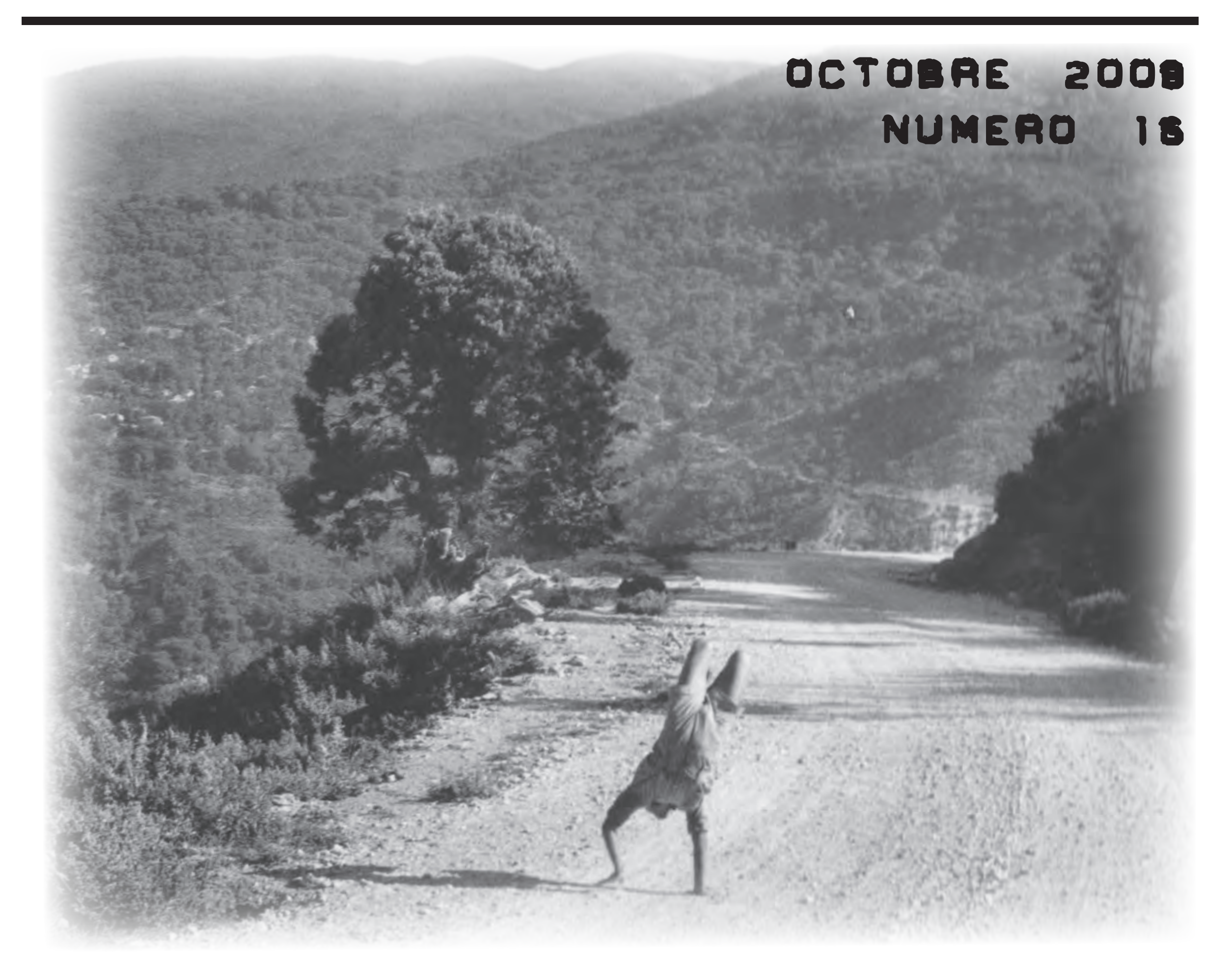


CORRESPONDANCE DE LA LUTTE CONTRE LA PRISON

OCTOBRE 2009
NUMERO 16



Parler d'idées. Parles des gestes, parcours et perspectives de celui qui veut vivre libre. Libre au milieu d'autres individus libres, dans le temps et dans l'espace de l'interminable lutte contre le cancer de l'autorité. Interminable, précisément, et pour cela en perpétuelle transformation, en un changement incessant de visages, de tensions, de panoramas et de possibilités.

Un tourbillon, et toi au milieu de ce cyclone, à quatre pattes, comme élancé en un puissant bond, cherchant à parer les coups et à tenir l'offensive, improvisant sur un fil qui pour beaucoup ne vaut même pas la peine d'être tenté. Improposable désormais, parce que trop s'y sont essayés... et où sont les résultats de tant d'épreuves et de tant d'efforts?

Peut-être le savaient-ils ceux qui ont essayé d'affronter le défi de la liberté, sur la trace qui tend à unir les pas de ceux qui ont été, sont ou seront les ennemis des normes imposées et des ordres constitués.

Ils conserveront dans leurs coffrets, on ne sait quel bijou, quelle victoire. Ou peut-être seulement le désir têtu d'aller de l'avant, de continuer de se jouer de soi-même et de tout le reste. Un encouragement pour se mettre en question, et de là avoir le courage de le proposer aussi à d'autres, se risquer dans cette lutte acharnée c'est de fait se renforcer et ainsi vivre déjà maintenant et non dans un glorieux futur attendu, vivre la liberté qui motive et anime ses pas.

Voilà où est aujourd'hui ma liberté dans un monde d'esclaves, de banques, de lois et de chaînes. Dans ce voyage sur le fil des expériences.

[Notes de voyages, dans *In Incognito,* Italie, 2003]

ADRESSES DES PRISONNIERS

BELGIQUE

Farid Bamouhammad
7 place Abbé Joseph André
5000 Namur

Jean Paul Depouhon
Rue de la Résistance 4
4500 Huy

PAYS-BAS

Nordin Benallal
P.I. Vught
Nieuw Vosseveld
Postbus 10055
5260 DH Vught

ALLEMAGNE

Sümmermann Christian
(libéré)

Natalja Liebich
(libérée)

Thomas Meyer-Falk
JVA - Zelle.3117
Schönbornstrasse 32
76646 Bruchsal

Gabriël Pombo Da Silva
JVA Aachen
Krefelder Strasse 251
52070 Aachen

José Fernandez Delgado
JVA Rheinbach
Aachener Strasse 47
53359 Rheinbach

Alexandra Remus
JVA fûr Frauen
Arkonastrasse 56
13189 Berlin

Lukas Winkler
Marktplatz 1
96157 Ebrach

Stephanie Träger
Am Neudeck 10
81541 München

Sven Maurer
Stadelheimerstr. 12
81549 München

ITALIE

Gregorian Garagin
via Raffaele Majetti 70
00156 Roma Rebibbia (RM)

Francesco Gioia
Strada Casale 50/a,
15040 San Michele (AL).

Daniele Casalini
Strada Casale 50/a,
15040 San Michele (AL).

Mauro Rossetti Busa
via Nuova Poggioreale 177,
80143 Napoli

GRÈCE

Giorgos Voutsis-Vogiatzis
Dikastikes Fylakes Korydallos,
Pteryga E'
18121 Korydallos

Giannis Dimitrakis
Fylakes Alikarnassos
Iraklio, Crete

Polikarpos Georgiadis
Fylakes Komotini
69100 Komotini

Vagelis Pallis
Fylakes Xios
82100 Xios

Ilias Nikolaou
Tzamala 27
Fylakes Amfissas
T.K. 37100
Amfissa

Christos Stratigopoulos
Alfredo Bonnano
Tzamala 3
Fylakes Amfissas
T.K. 33100
Amfissa

PORTUGAL

António Ferreira de Jesus
n 191
E.P. Pinheiro de Cruz
7570 Grandola

Jaime Giménez Arbe
E.P. de Monsanto
Avda/24 De Janeiro, 10
1.500 - 624 Lisboa

ESPAGNE

Claudio Lavazza
C.P. Teixerio – Curtis
Mod. 11
Carretera de Paradela s/n
15310 A Coruña

Hamed Hamed Belaïd
C.P. Teixerio – Curtis
Mod. 11
Carretera de Paradela s/n
15310 A Coruña

Amadeu Casellas Ramon
C.P. Can Brians II
Apdo. 3000
08.760 Martorell
Barcelona

Gilbert Ghislain
C.P. Madrid-III
Carretera de Pinto a San Martín de la Vega, km. 5
28340 Valdemoro

Javier Calvo Morán
C.P. de San Sebastian
Paseo Martutene N°1
20014 Donostia
Guipúzcoa

Rafael Martinez Zea
C.P. Puerto de Santa Maria III
crtra Jerez-Rota, km 6
11500 Puerto de Santa Maria
Cadiz

Antonio Rubiales Puerto
CP Puerto I
Apdo 555
11.500 Puerto de Santa Maria
Cádiz

José Garcia Rodriguez
C.P. Algeciras M.10
Carretera El Cobre Km. 4.5
11.207 Algeciras
Cádiz

Alberto Jiménez Alba
C.P. Madrid-II
Carretera de Meco, km.5
28.805 Alcalá de Henares
Madrid

Daniel Ramirez Cordoba
C.P. de Córdoba (M-5)
Autovía Madrid-Cádiz km 391
14015 Córdoba

Rafael Tomás Gaspar
(libéré)

Joaquín Garcés Villacampa
(libéré)

Francisco Javier Caramel Guillén
C.P. Sevilla II
Crtra Mairea del Alcor km 3'5
41501 Sevilla

José Maria Pirla Olivan
CP de Albolote. Ctra.
Comarcal 220, Km. 6 – 18220
Albolote (Granada)

SUISSSE

Marco Camenisch
Postfach 3143
CH-8015 Regensdorf

ECOSSE

John Bowden
6729, HMP Noranside,
Fern By Forfar,
Angus, DD8 3QY

RUSSIE

Pavel Delidon
FGU IK-7 otryad 6
ul. Timiryazeva-1, g. Valuyki
Belgorodskaya oblast
309990 Russia



Sommaire

Octobre 2009

Numéro 16

Belgique

France

Espagne

Suisse

Allemagne

Italie

Grece

Discussion

La Cavale
(sans nom)
BOITE POSTALE 187
RUE DU PROGRES 80
1210 BRUXELLES
BELGIQUE

Adresse mail
uitbraak@gmail.com

http://la-cavale.blogspot.com

compte 000 - 3244460 -04

La Cavale est une publication de correspondance de la lutte contre la prison. Dans une perspective anarchiste nous nous battons pour la destruction de la prison et du monde qui en a besoin. Face à la répression et aux prisons, nous opposons la solidarité comme une arme. Face au monde de l'autorité et de la propriété nous opposons notre goût pour la liberté.

La Cavale sort environ tous les deux mois. Des contributions financières sont toujours bienvenues. Tu peux envoyer de l'argent dans une enveloppe bien fermée à la boîte postale ou verser un montant sur le compte 000-3244460-04.

La Cavale sort en deux langues: français et néerlandais.

Tu peux nous contacter en envoyant une lettre à la boîte postale ou par email.

Quelques brochures et livres

Vous pouvez commander les publications, livres et brochures ci-dessous via La Cavale en envoyant une lettre à l'adresse postale. Les publications sont gratuites pour des prisonniers. Pour recevoir une liste plus complète, contactez nous.

A Corps Perdu
revue anarchiste internationale
3 euros

Cette semaine
journal anarchiste français
prix libre

Tout doit partir
journal anti-autoritaire bruxellois
prix libre

Au-delà des murs
numéro unique pour la destruction des prisons - gratuit

La Cavale
tous les numéros précedents
1,5 euro par numéro

A couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques
Recueil de textes qui invitent à subvertir les fondements mêmes de ce monde
3 euros

Copel, tunnels et autres apports de groupes autonomes
Entre autre à propos de la lutte contre la prison en Espagne dans les années 70 -80 - 1,5 euro

Autour du procès des compagnons de Aachen
Recueil de textes, chronologies,... à propos de l'arrestation des anarchistes Gabriel Pombo da Silva, José Fernandez Delgado et Bart de Geeter en 2004
1,5 euros

Pourquoi j'ai cambriolé
Alexandre Marius Jacob - gratuit

Sabaté
Récit de la vie de cet anarchiste qui a continué le combat après la prise de pouvoir de Franco
6 euro

Dans le marécage
Limites et perspectives de la répression anti-anarchiste - prix libre

L'été passé, plusieurs détenus ont réussit, même si pour la plupart ce n'était que pour un bref moment, à s'évader de prison et du Palais de Justice de Bruxelles. Un lynchage médiatique s'en est suivi afin de préparer le moment où les flics allaient tuer les fugitifs. Quelques jours après l'évasion du Palais de justice de Bruxelles, la police de Schaerbeek a effectivement tiré une balle dans la jambe d'une personne qui tentait d'échapper à un contrôle de police…

Sans doute, beaucoup d'attention fût portée à l'évasion en hélicoptère depuis la prison de Bruges. Ci-contre, nous publions le tract qui a été diffusé à Malines d'où Ashraf Sekkaki, l'un des évadés, est originaire. Même s'il est toujours joyeux d'apprendre que quelqu'un s'est fait la malle, il nous importe de revenir sur le déroulement des événements. Les prisonniers évadés de Bruges ont crûment laissé l'un des deux complices qui était venu les chercher en hélicoptère, sur le préau de la prison. Conquérir ta liberté en consacrant celle d'un complice est pour le moins épineux - même si nous ne connaissons pas les circonstances précises et que nous ne voulons donc pas nous laisser aller dans l'une ou l'autre 'condamnation'. Néanmoins, ça nous semble inévitable d'aborder cette question.

Deux semaines après l'évasion, Ashraf Sekkaki a été arrêté au Maroc, à cause de la collaboration des quelques riverains du petit bourg où il séjournait. Pour l'instant, il est enfermé en isolement, suite à un 'incident' dans une prison au Maroc. Il lui est interdit d'avoir de contact avec d'autres prisonniers et de recevoir des visites. L'Etat marocain n'extrade en général pas ses 'ressortissants' et entamerait donc lui-même, selon toute probabilité, un procès contre Sekkaki pour l'évasion de Bruges.

Abattons les murs de la prison sociale !

Quelques remarques à propos de l'évasion récente de la prison de Bruges

Dans la cacophonie des opinions, tout sonne faux. Le seul son sincère ces derniers jours fût sans doute les acclamations de prisonniers quand l'hélicoptère a décollé du préau de la prison de Bruges. Aucun politicien, flic, journaliste, criminologue ou psychiatre ne réussira jamais à faire taire les cris de joie lors d'une reconquête audacieuse de liberté.

Depuis plusieurs années, la révolte et l'insubordination couvent dans les prisons belges. Ashraf Sekkaki, qui venait d'être transféré du nouveau module d'isolement à Bruges à la section « normale », est l'un de ces prisonniers qui se sont aventurés sur le chemin de la rébellion. Il n'a jamais voulu se résigner face à son enfermement, n'a jamais voulu faire la paix avec ceux qui l'enferment. L'évasion réussie la semaine dernière prouve une fois de plus que quatre murs et des uniformes ne suffisent pas à briser le désir de liberté.

Une réaction de panique a suivit chez des inspecteurs de police de Malines, chez le directeur général des prisons belges, Hans Meurisse, et chez les juges qui n'ont aucune envie se voir présenter l'addition. Depuis des années, ils tentent d'échapper grâce au jeu de rôles démocratique à leurs responsabilités dans l'humiliation, la dégradation et l'enfermement d'êtres humains. Mais il y en a encore des gens qui osent agir selon leurs convictions, qui ne veulent pas se retrouver désarmé face à l'autorité et qui ne se soucient guère des règles du jeu démocratique et de ces codes pénaux…

Ashraf ne regrette pas les braquages dont il est accusé. Voici la grande honte qu'ils ont voulu cacher en l'internant et en le livrant à l'arbitraire le plus absolu. Mais qu'aurait-il à regretter ? Qu'il est allé chercher l'argent là où il se trouve en abondance ? Qu'il est fier de n'avoir jamais accepté le salariat ou de devenir lui-même exploiteur ou capitaliste ? Il n'y a aucun sens à glorifier des braquages et des expropriations ou à dépeindre les braqueurs pour ce qu'ils sont ou ne sont pas. Mais ceci n'enlève rien au fait qui nous pouvons parfois reconnaître une partie de nos désirs



d'un monde sans exploitation dans les parcours de ceux qui choisissent ici et maintenant d'exproprier les riches, leurs banques et leurs magasins.

Ces derniers jours, nous avons été inondés par les opinions des chacals de la démocratie. Non seulement les politiciens se sont lâchés avec une série interminable d'insultes à l'adresse des évadés. Les journalistes ont joué leur rôle crucial en creusant un fossé entre les évadés et ceux qui pourraient peut-être se reconnaître dans cette conquête de liberté. Ils ont dépeint les évadés comme des barbares et des psychopathes ivres de sang ; ainsi ils ont contribué à évacuer d'autres questions qui auraient pu être mises sur la table (la question de l'enfermement, de la prison, de l'internement, de la justice, de l'exploitation, de la pauvreté…). En tant que mercenaires de la Justice, leur lynchage médiatique prépare celui de la répression. Une armée de charognards leur ont rejoints: des criminologues qui font des discours exigeant plus de modules d'isolement ; des psychiatres judiciaires qui disent tout et n'importe quoi pour nier aux évadés toute individualité et volonté ; des spécialistes en problèmes relationels qui réduisent la complice féminine à « une petite amie de gangster qui s'est laissé tromper » ; des porte-paroles des syndicats de matons qui prennent le premier pas dans l'élaboration de la répression ; des architectes et des entrepreneurs qui trépignent de pouvoir faire du fric avec plus de barreaux, plus de filets, plus de murs.

L'Etat est en train de préparer sa réponse à l'agitation à l'intérieur des murs. Après la construction de deux nouveaux modules d'isolement à Lantin et à Bruges – de véritables prisons dans la prison -, la construction d'un nouveau centre fermé (destiné avant tout aux clandestins réfractaires) a débuté à Steenokkerzeel, un accord a été conclu avec les Pays-Bas pour la « location » d'une prison à Tilburg pour enfermer 500 prisonniers de Belgique et les plans pour la construction de quatre nouvelles prisons se finalisent. En outre, les matons semblent avoir été remis au pas par leurs patrons et les conflits corporatistes résolus en lâchant du fric, des mesures de sécurité et en leur laissant les mains un peu plus libres.

Disons les choses clairement. La prison n'est pas « un monde à part » ; elle est simplement le produit de la société dans laquelle nous vivons. Cette société est elle-même une prison où tout le monde se retrouve d'une manière ou d'une autre enfermé dans l'engrenage de l'autorité, de l'exploitation et de l'oppression. Malheureusement il semble que de plus en plus de gens non seulement n'essayent plus de s'évader de cette société-prison, mais ne le désirent même plus. Alors faisons sentir en mots et en actes qu'aujourd'hui il y a encore des individus dont l'estomac ne peut supporter l'exploitation et l'humiliation ; dont le cœur continue à désirer la liberté ; dont le cerveau en a marre des idioties et des opinions de masse préfabriquées ; dont les mains deviennent des poings serrés face aux défenseurs de l'ordre établi.

Abattons les murs de la prison sociale !
Notre désir de liberté ne peut laisser debout aucun Etat, aucune institution, aucun patron, aucune frontière… !

Quelques individus en révolte contre la prison sociale
26 juillet 2009

« Je leur explique que j'ai fait le choix d'être un voleur, c'est aussi comme le garçon dans le texte à propos de l'évasion de Bruges. Je n'ai jamais voulu me soumettre au joug des patrons, ni être un patron ou un commerçant. Ce garçon a-t-il un discours libertaire ? Beaucoup de truands malheureusement refusent l'exploitation salariale, mais en fait n'ont comme idole que les riches. Si tu les écoutes, ça veut s'habiller de marque, avoir la montre de marque, la grosse bagnole, bref ! Etre comme les gros bourgeois sans jamais remettre en cause le système. Seulement,, ils savent qu'en étant salariés, ils n'auront jamais le Rolex, les chemises Armani, etc. Il y a une différence entre le truand libertaire qui est rare et les truands qui eux ne veulent que reproduire le système, sinon l'entretenir. »

Un détenu à propos du texte publié ci-dessus, août 2009

Brèves du monde des prisons

12/05 Gand – La voiture de campagne de Freya van den Bossche (sp.a, parti socialiste) est incendiée.

15/05 Bruxelles – Devant l'entrée de la prison de Saint-Gilles, quelques litres d'essence sont incendiés. Un tag sur la façade précise 'Prisons en feu'.

19/05 Gand – Une voiture du groupe de presse Cordelia Press (e.a. Het Nieuwsblad, journal flamand) et un véhicule de ISS Cleaning Services (qui, entre autres, collabore dans l'entretien des centres fermés) sont incendiés.

21/05 Gand – L'entrée du commissariat de police de Meulestede est incendiée. Il y a des dégâts dans le bâtiment dus à la suie et à la fumée.

04/06 Bruxelles – A Evere, trois voitures du Corps Diplomatique sont incendiées.

15/06 Bruxelles – A Molenbeek, un cocktail Molotov est jeté en plein jour sur une camionnette du sp.a.

15/06 Vottem – Des prisonniers boutent le feu dans deux ailes du centre fermé. Les dégâts sont limités.

1/07 Lantin – Un maton qui sort d'une discothèque est reconnu par un ex-détenu. Il est roué de coups.

7/07 Renaix – Un véhicule des Chemins de Fer belges (SNCB) est incendié. La SNCB collabore aux rafles contre des sans-papiers sur les voies ferrées et dans les gares.

7/07 Bruxelles – A Anderlecht, des jeunes recouvrent la route d'huile d'olive, boutent le feu à une poubelle et appellent les flics. Quand ils arrivent en quatrième vitesse, leur voiture dérape et rentre dans une autre voiture garée. Les jeunes décampent dans un éclat de rire.

12/07 Louvain – Les fenêtres de Groupe S sont brisées et le tag « Pas oublié l'expulsion. À bas toutes les frontières ! » est laissé sur la façade.

12/07 Bruxelles – Des dizaines de vitres de la Haute École Érasme sont fracassées. Un tag clarifie « 300 sans-papiers expulsés par Érasme ».

22/07 Geraardsbergen – Le local de la Garde Municipale est saccagé.

22/07 Rocourt – Une pile de pneus couverte d'essence, des feux de Bengale et une banderole qui disait 'Feu aux prisons' sont découverts près du parking d'un centre commercial. La zone est évacuée durant quelques heures avant que les démineurs ne fassent exploser le 'colis suspect'.

23/07 Bruges – Trois prisonniers s'évadent de la prison de Bruges. Un hélicoptère a atterri dans le préau et est reparti avec eux. Une personne qui a aidé à détourner l'hélico doit rester sur place.

23/07 Gand – Le Consulat italien est tagué, deux conteneurs de déchets en feu sont poussés contre la façade du VDAB (équivalent d'Actiris et du FOREM) et des bombes de peinture sont jetées contre une banque Argenta. Ces actions sont revendiquées à la mémoire du compagnon Carlo Giuliani qui a été assassiné par les flics en 2001 en Italie et contre la politique répressive de l'Etat italien.

27/07 Bruxelles – Suite à une altercation entre un prisonnier et un maton, une quarantaine de prisonniers de Saint-Gilles refusent de réintégrer les cellules après la promenade. Ils boutent le feu à un local de matons dans la cour et détruisent du mobilier.

28/07 Merksplas – Six prisonniers s'évadent en escaladant le mur à l'aide d'une échelle qu'ils utilisaient pour travailler pour un entrepreneur. Deux sont repris par les matons et deux par la police. Deux disparaissent dans la nature.

31/07 Saint-Hubert – Une personne s'évade de la prison. Elle est arrêtée quelques semaines après sous présomption d'avoir commis une dizaine de hold-up.

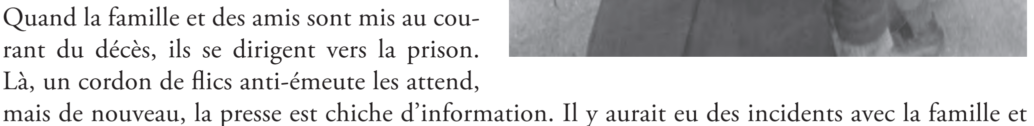
31/07 Bruxelles – Un bâtiment de Fortis qui avait été occupé par une centaine de sans papiers est expulsé par la police. Des dizaines de sans papiers jettent des pierres et des projectiles sur les flics.

Des gardiens assassinent Michael Tekin dans la prison de Jamioulx



La prison de Jamioulx. A un jet de pierre de Charleroi. Une petite prison de 267 places. En juin, il y avait encore 440 détenus. Régulièrement la tension monte à Jamioulx. En juin, les syndicats de matons, tout-puissants, y avaient entamé une grève. Un jour en août, le 8 pour être précis, un prisonnier, Michael Tekin, 31 ans, est charrié au cachot. Cellule d'apaisement. Or, pour Michael, il n'y a pas d'apaisement, il est frappé à mort.

Son corps est roué de coups et de traces de sang, mais, comme si de rien n'était, la direction déclare tout simplement que Michael est mort par étouffement à cause de déglutition. Les trois gardiens restent hors d'atteinte. Quand la rumeur du meurtre circule, et la dénégation de la direction, la tension monte à l'intérieur de la prison. Les autres détenus refusent de sortir du préau et de retourner calmement aux cellules. La presse ne révèle pas grande chose, elle parle de remous et de détenus récalcitrants et enragés.



Quand la famille et des amis sont mis au courant du décès, ils se dirigent vers la prison. Là, un cordon de flics anti-émeute les attend, mais de nouveau, la presse est chiche d'information. Il y aurait eu des incidents avec la famille et les amis révoltés.

Quelques jours plus tard, la version de la direction est démentie, Michael est mort suite aux coups de la part des gardiens. Les trois gardiens en question sont interrogés, aucune mesure n'est prise contre eux, aucune mise en accusation n'est décrétée, jusqu'au jour d'aujourd'hui. Ce seul interrogatoire suscite le mécontentement des autres gardiens. Car les informations diffusées « jettent le discrédit sur eux, et créent un climat d'insécurité tant pour eux que pour les leurs, à l'intérieur comme à l'extérieur de la prison de Jamioulx ». Ils entament une grève de 24 heures et se déclarent solidaires avec les trois gardiens qui viennent d'abattre le détenu.

L'enquête en cours porte sur la question de la violence que les gardiens ont utilisée. Etait-elle 'justifiée' et 'proportionnelle' ? Au départ de l'enquête, le Procureur du Roi a au moins voulu être clair : les gardiens peuvent exercer la contrainte quand cela est nécessaire. Le problème n'est certainement pas là. Ces dernières années, plusieurs détenus ont été assassinés par des gardiens, où l'affaire a aussi été traitée dans la presse. Une fois étranglé avec la matraque, une autre fois avec des injections d'Haldol ; un éventail de possibilités où une chose demeure la même, au final, la violence meurtrière des matons est justifiée.

Il ne s'agit pas de demander une enquête juste, ou d'exiger que les matons soient accusés. Parce que, dans leur logique, ce sera toujours justifié de tuer un détenu récalcitrant. Tant que c'est eux qui déterminent les règles du jeu, nous serons les perdants. Nous ne voulons pas entrer dans leur jeu en posant les limites à ne pas dépasser. Un maton qui tourne sa clé jour après jour est aussi répugnant que celui qui pousse les coups habituels jusqu'à la mort.

Au lieu de faire appel à un dialogue serein et au calme; la famille, les amis et soutiens ont pris la rue. Dix jours après le meurtre, ils sont 200 à parcourir les villes de Charleroi. Ils crient leurs rages et portent plusieurs banderoles et pancartes, '*Jamioulx=Midnight Express*', '*Inculpation pour les matons*', '*Et maintenant, à qui le tour ?*'

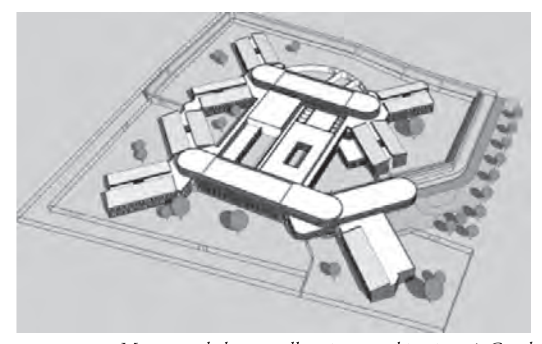
Depuis le palais de justice, ils partent vers la mairie et bloquent plusieurs carrefours et boulevards. L'atmosphère est tendue ; un moment donné, la police, qui se fait insulter pour les ordures de la rue, doit se replier. Au final, ils sont encerclés par la police et la manifestation est dissoute.

Face à cet énième meurtre d'Etat, nous opposons une lutte contre la prison dans son entièreté, une lutte où chaque maton, chaque directeur est placé face à sa responsabilité, qu'il soit habillé en chemise de fleurs ou en anti-émeute, qu'il abat un prisonnier ou l'étouffe de mots apaisants, qu'il porte l'abolition de la prison ou donne carte blanche pour tuer un détenu. Une lutte où la prison n'est pas seulement conçue de quatre murs gris, mais veut chercher et toucher ses fondements. Parce que ceux qui ne sont pas envoyés en prison, sont détenus dans les lieux de travail, vu que c'est l'esclavage du travail qui fait tourner ce monde. Ceux qui ne peuvent pas fonctionner dans cette société sont bourrés de médicaments, avec l'internement comme épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes, emprisonnement de l'esprit. Dans les écoles où on nous apprend comment être maîtres et esclaves. Emprisonné dans la maison, avec un bracelet électronique autour du pied, ou parce qu'en tant que femme, on ne peut pas faire sa propre vie. La prison c'est l'autorité, autorité dont tu souffres mais que tu vas exercer tout de même sur quelqu'un d'autre. La prison c'est toujours plus de la même chose.

Il s'agit de faire des brèches dans cette normalité. Dire non, donner des coups, riposter.

OU CA EN ETAIT ENCORE AVEC LEURS NOUVELLES PRISONS ?

A plusieurs reprises, les projets de construction de nouvelles prisons et d'expansion de prisons existantes ont été changés. Récemment, le gouvernement a présenté son 'Masterplan Prisons', dessein d'une expansion de grande envergure de la capacité existante.


Maquette de la nouvelle prison psychiatrique à Gand

Quatre nouvelles prisons seront construites : dans la province d'Anvers, près de Termonde, près de Charleroi et près de Mons. Pour aucune d'entre elles, la location exacte n'est encore fixée. Elles auront chacune une capacité se situant entre les 300 et les 450 'places'.

Les prisons seront construites dans par coopération publico-privée. Les entreprises se chargeront du planning, de l'ébauche, de la construction, de la mise en service et dans une certaine mesure l'entretien des prisons, alors que l'Etat en prendra en charge la gestion (et fournira évidemment les prisonniers). Pour ce faire, un calendrier a été dressé par le passeur de commande, la Régie des Bâtiments :

- Sélection des entreprises postulantes en juillet-septembre 2009
- Le 'gagnant' entame les négociations et le mandat est adjugé entre novembre 2009 et mars 2010
- L'ébauche de construction est dessinée, un schéma de construction est dressé entre avril-décembre 2010
- Les travaux de construction sont entamés en 2011 et devront être achevés en 2013.

Le 'groupe de travail prisons' de la Régie des Bâtiments, qui sélectionnera les postulants pour les quatre nouvelles prisons, est dirigé par Antoon Demuynck.
En outre de la construction des nouvelles prisons, de considérables travaux d'aménagement ont lieu pour l'instant dans plusieurs prisons comme à Saint-Gilles, Forest, Louvain, Mons,…Les prisons les plus récentes (Ittre, Bruges, Hasselt, Andenne…) seront probablement dotées de filets anti-hélicoptère, tandis qu'on explore les possibilités d'atterrissages pour les prisons plus anciennes (larges poteaux, arbres etc).
Finalement, l'Etat a entamé la construction d'un nouveau centre fermé pour sans-papiers à Steenokkerzeel. La mise en service de ce nouveau centre est prévue pour début 2011. Une requête de construction a également été déposée pour la prison psychiatrique qui sera construite près du Wondelgemse Meersen à Gand.

Pour une liste des entreprises qui collaborent à la construction de ces prisons, voir **http://theblackliststeenokkerzeel.blogspot.com**

4/08 Bruxelles – Trois prisonniers sont libérés par des complices armés et cagoulés au Palais de Justice.

6/08 Kessel-Lo – Toutes les vitres de la Banque de la Poste sont brisées. Un tag est laissé sur la façade « Vive les évasions ». La Banque de la Poste gère les comptes en banque des prisons et centres fermés en Belgique.

8/08 Jamioulx – Lors de son transfert au cachot, Mikael Tekin est roué de coups par les gardiens. Il trouve la mort suite aux blessures. Les proches de Mikael, rassemblés devant la prison, sont accueillis par des flics anti-émeute.

8/08 Lantin – Un prisonnier, avec avis d'expulsion, qui allait être transféré vers le centre fermé, se bat avec les gardiens qui l'avaient frappé. L'avis d'expulsion est suspendu temporairement.

9/08 Arlon – Six véhicules de la Poste sont incendiés. La Banque de La Poste gère notamment les comptes bancaires des prisons et des centres fermés.

10/08 Bruxelles – Trois véhicules de l'entreprise de sécurité privée Securitas et cinq véhicules appartenant à des agents de sécurité sont incendiés.

11/08 Bruxelles – Un distributeur de la Banque de la Poste est incendié. L'attaque est dédiée aux prisonniers de Saint-Gilles qui ont brûlé un local des matons et aux prisonniers qui ont refusé de réintégrer leurs cellules en protestation contre le meurtre de Mikael Tekin à Jamioulx.

13/08 Bruxelles – Des cocktails Molotov sont jetés contre le tribunal de justice de paix à Laeken. L'entrée a été sérieusement endommagée. Un slogan figurait sur le bâtiment: "Ni votre justice, ni votre paix."

15/08 Bruxelles – Après une dispute lors d'un contrôle d'identité à Anderlecht, une personne crève les pneus de 4 voitures de police et s'attaque à quelques policiers avec un couteau.

Tensions dans la prison de Saint-Gillis

Le jeudi 28 août, une mutinerie a eu lieu dans la prison de Saint-Gilles. Pendant le préau, des prisonniers ont commencé à casser des murs, à dresser de petites barricades et à s'armer de pierres et de barres de fer. Ils ont aussi réussi à prendre les clefs d'un des gardiens. La police a été directement prévenue, s'est rendue sur place avec des flics de divers corps bruxellois. Ces flics ont envahi la prison et s'en sont pris aux prisonniers révoltés avec du gaz lacrymogène, des matraques et des chiens.

Le tract ci-dessous s'adresse aux mutinés et parle aussi des émeutes qui se sont produites la semaine dernière entre des « jeunes » et la police à Molenbeek et Anderlecht. Le tract a été distribué aux visiteurs ce mardi-ci. Quelques heures plus tard, le tract a été envoyé par-delà les murs des prisons de Saint-Gilles et de Forest, enroulé en forme de flèches, et à l'aide des tubes. Aujourd'hui, ce même tract a été lancé une nouvelle fois encore au-delà des murs de la prison de Saint-Gilles.

Depuis plusieurs mois, la tension monte dans la prison de Saint-Gilles. Beaucoup d'occupations de préau ont eu lieu, ainsi que d'échauffourées et d'incendies. Cela explique entre autre la grève des gardiens début septembre, suivis ensuite par leurs collègues dans la prison adjacente de Forest.



Banderole deployée à l'immeuble au-dessus de la prison de Saint-Gilles: "Feu aux prisons. Révolte dedans comme dehors".

16/08 Nossegem – Sept camionnettes de La Poste sont incendiées.

18/08 Charleroi – 200 personnes partent en manifestation sauvage, bloquant des artères et des carrefours, pour protester contre le meurtre de Mikael Tekin, assassiné par des gardiens à la prison de Jamioulx.

21/08 Hoogstraten – Un feu détruit l'atelier de la prison qui se trouve en dehors de la prison. Quelques palettes et de la sciure de bois prennent feu.

23/08 Bruxelles – Alors que des policiers procédaient à un contrôle d'identité à Anderlecht, ils sont chassés à coups de pierres. Pendant la nuit, l'entrée de la station de métro Aumale, où s'était déroulé le contrôle, est incendiée.

27/08 Bruxelles – Début de mutinerie à la prison de Saint-Gilles lors de la promenade. Plus tôt dans la journée, quelques prisonniers s'étaient emparés du trousseau de clefs d'un gardien. La police fait usage de gaz et de chiens pour attaquer les mutins, certains cagoulés et armés de pierres et de barres. Un policier a pris un bloc en béton contre son pied.

28/08 Molenbeek – Des affrontements ont lieu entre jeunes et forces de l'ordre. Les jeunes, masqués et armés de barres de fer et de pierres, avaient bouté le feu à des pneus posés sur la route. La police charge à trois reprises, vers 3h du matin les émeutiers sont dispersés. Plusieurs voitures sont incendiées, quatre véhicules de flics endommagés, une agence de voyage saccagée. Il y a aussi eu des troubles à Anderlecht.

6/09 Jemappes – Plusieurs foyers d'incendie détruisent des dossiers et l'infrastructure du centre interculturel, centre pour l'intégration des étrangers situé dans l'école du village.

14/09 Bruxelles – Des prisonniers boutent le feu à du papier, des déchets et autre matériel. Pendant l'intervention des pompiers et après l'atmosphère reste très tendue dans la prison. Les gardiens avaient entamé une grève plus tôt dans la journée suite aux tensions continuelles dans la prison.

AUX MUTINS...

Ce message est adressé à ceux qui ont profondément perturbé le cours normal des choses à la prison de Saint-Gilles vendredi passé en s'insurgeant contre les matons et la direction de ces geôles. Nous ne sommes pas un parti politique en nous ne voulons pas récolter des votes. Nous ne vous connaissons pas, nous ne savons pas ce que vous voulez et nous n'allons pas non plus prétendre de le savoir. Nous pouvons donc seulement parler d'actes et de ce que nous voulons.

Nous vous adressons ce message pour vous donner une idée de ce que nous ressentons en apprenant que des prisonniers s'attaquent à la prison, ses infrastructures et ses serviteurs. Nous nous sentons liés avec ces actes parce que nous sommes contre la prison et contre la société qui en garantit la continuité.

Car la prison n'est pas là sans raison. La prison est un produit d'une réalité quotidienne de l'oppression. Cette oppression est entre autre causée et maintenue par l'État qui représente le contrôle organisé. L'État sera toujours un obstacle qui nous empêche d'être libres. Mais, comme tout le monde, nous ne sommes pas extérieur à cette oppression. Elle est confirmée et renforcée par les rapports des gens entre eux et certains choix qu'ils font. Celui qui fait le choix de devenir flic ou maton, tout comme le patron ou le contre-maître au boulot, l'homme qui frappe sa partenaire, la mère qui traite sa marmaille comme des prisonniers ou encore l'assistant social qui voudrait nous faire accepter ce monde de merde, cautionnent l'oppression en choisissant ce rôle. Les choix de ces rôles sont les fondements de l'oppression et de l'enfermement. Tant que nous arrivons pas à attaquer ces choix, tant que nous n'en ferons pas d'autres, les prisons ne seront jamais définitivement rasées.

Dans les moments où les négociations cessent, où les rôles sont attaqués et les personnes derrière ces rôles sont confrontés avec les conséquences de leurs choix, nous poussons des cris de joie et nous sommes renforcés dans notre désir ardent de quelque chose de complètement différent.

Le même jour où vous avez tout chamboulé dans la prison, des affrontements entre "jeunes" et policiers ont eu lieu à Molenbeek. Auparavant, la police d'Anderlecht avait été ciblée à plusieurs reprises. Peu de choses ont été dites à propos de l'origine du désordre. Mais ce qui est clair, c'est que certains affrontements ont eu lieu après que la police ait tenté de faire des contrôles d'identités, et que d'autres affrontements étaient clairement prémédités et préparés. Plusieurs guet-apens ont eu lieu: d'abord appeler les flics pour ensuite les attendre avec de l'huile sur la route, des pierres et des cocktails molotov.

On pourrait se demander quels sont les liens entre tous ces événements. Il ne nous intéresse pas de faire de grandes théories sur qui sont ces émeutiers ou ce qu'ils désirent, nous ne sommes ni politiciens, ni assistants sociaux, ni sociologues. Nous aussi, nous avons la rage et nous voulons la diriger pleinement contre ceux qui font perdurer la misère de ce monde. Et c'est pour cette raison que nous sommes du côté des rebelles quand ils déchaînent leur rage contre des défenseurs de l'ordre et leurs infrastructures.

Ces moments n'existent pas seulement quand des personnes décident d'attaquer ensemble. Ils existent tout aussi bien dans le refus d'un contrôle d'identité, dans le simple 'non' qu'on répond à un maton, dans le petit sabotage au boulot. Dans chaque refus du jeu de rôles.

METTONS À PROFIT TOUS CES MOMENT POUR Y PUISER DE LA FORCE ET CONTINUER. QUE CELA NOUS AIDE À CRÉER UN PEU D'ESPACE POUR RESPIRER, POUR POUVOIR CONTINUER À POSER LES BONNES QUESTIONS… ET FAIRE DES CHOIX!

VIVE LA RÉVOLTE,
INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE
QUAND NOUS RECONQUÉRONS NOTRE DIGNITÉ,
ET QUAND TOUT EXPLOSE !

19/09 Kortenberg – Rassemblement devant l'institution psychiatrique Saint-Jozef contre l'administration des médicaments et des électrochocs.

19/09 Bruxelles – Plusieurs jours d'émeutes à Molenbeek suite à l'arrestation violente d'un jeune garçon. Plusieurs policiers sont blessés lors des confrontations et des voitures de flics sont endommagées. Une 50-aine de jeunes assaillit un commissariat de police et toutes les vitres d'une banque Dexia sont défoncées.

20/09 Louvain – Dans un magasin de De Lijn, les guichets sont glués pendant la journée. Les tracts laissés sur place abordent le rôle de De Lijn lors des contrôles et des déportations.

21/09 Gand – Cinq fourgonnettes de la Banque de la Poste sont incendiées à Mariakerke. La façade du bâtiment subit aussi quelques dégâts dus à la suie.

21/09 Bruxelles – Une trentaine d'automates de ventes de la STIB et de composteurs subissent des dégâts, ils sont bouchés à l'aide d'un cure-dent et de glue, avec de la mousse expansive ou de la soudure à froid. Des messages laissés sur place rappellent la construction du nouveau centre fermé et la collaboration de la STIB – qui arrête des sans-papiers lors des contrôles – avec la machine à expulser.

21/09 Bruxelles – Un groupe de jeunes attaque une patrouille de police en lançant des pierres à Schaerbeek. Les renforts sont également accueillis de jets de pierres. Un affrontement physique a eu lieu, deux flics sont blessés.

22/09 Bruxelles – Les gardiens de la prison de Forest entament une grève. Ils parlent d'inconvénients continuels et se sentent visés lors d'incidents.

30/09 Bruxelles - Un incendie se déclare dans le sous-sol du bâtiment de la Justice de Paix de Forest. Quelques documents ont été endommagés par la fumée.

6/10 Verviers - Deux prisonniers prennent en otage un gardien pour tenter de s'évader. Le gardien est blessé et les deux prisonniers

sont rattrapés avant de quitter l'enceinte de la prison.

Gand - Un incendie se produit sur l'un des chantiers de l'entreprise de construction de Besix. Les dégâts sont limités. Besix participe à la construction du nouveau centre fermé de Steenokkerzeel.

7/10 Gand - Le palais de justice est attaqué: les vitres sont cassées et la façade est peinturlurée.

7/10 Gand - Deux distributeurs de billets (Banque de la Poste et Fortis/BNP Parisbas) sont incendiés. Les dégâts sont limités.

11/10 Tournai - Une trentaine de détenus refusent de sortir du préau après la promenade. La direction fait appel à la police. Après négociations sur les conditions de détention, les prisonniers réintègrent leurs cellules.

15/10 Sint-Denijs-Westrem - Vers 11h, une vingtaine de masqués font irruption dans les bureaux de l'entreprise de construction BESIX. Ils détruisent le mobilier (ordinateurs, tableaux, bureaux, comptoir,...), jettent de la peinture et des produits puants. Des tags ont été laissés sur place: 'No Border' et 'jamais 127tris'.



Les médiocres aventures carcérales d'une détenue

Un jeune garçon. Une piquante crête rouge en guise de chevelure. Etendus sur le sol d'un night shop, on se passe un gros cigare. Des amis passent. D'autres visages. Je les connais.
Les poignes cognent. La chair s'écrase sur les lourdes portes métalliques. Epaisseur : 10 cm.
J'ouvre les yeux. Merde. Les lattes du lit ; rayures au-dessus de ma tête. Elles grincent. J'avais oublié. Je me souviens. Putain de cellule. Retour à cette réalité dégueulée. Je suis en taule. Toutes les nuits je m'évade. Tous les matins la même rengaine. Depuis que je fume plus de shit, que je me drogue plus, que je prends plus de médocs, je rêve beaucoup. Jusqu'au bout. Jusqu'au tambourinement qui m'éveille brutalement ; Et chaque matin, les lattes grincent ; la cellule : 6m2 ; la porte, épaisseur 10cm.
Les filles, ici, elles se chient dessus. C'est chacune sa merde. Ca jacasse, balance aux matons pour de ridicules faveurs. Ou juste par plaisir que d'autres s'en ramassent. Je me ferme. Je ne le comprends pas. Je l'exècre. On est toutes dans cette foutue chiasse alors pourquoi se mettre sur la gueule ?
Plateau repas dans la cellule. Avale et tais-toi. C'est pas trop mauvais mais faut dire que j'ai jamais été bien difficile sur la bouffe. Paraît qu'ils foutent des médocs dans la soupe : des calmants et des annihilateurs de désirs sexuels. Une rumeur qui circule.
Je commence à me dire que je vais peut-être bosser. Juste pour faire passer le temps. Le temps qui n'en fini plus. Le temps cyclique. Les horaires réglés. Celles qui bossent à la chaîne sont payées huit euros la journée. Esclavagisme. Elles font les cahiers Atoma. Je ne me rendais pas compte de toutes les entreprises qui font bosser pour pas un sous les prisonniers. En cuisine, ils te payent 10 euros la journée. Ca ne fait pas une grande différence, si ce n'est que je pourrais essayer de chopper de la bouffe, pour moi et pour celles qui n'ont pas un rond. Puis ça me fera monter au deuxième. Et ça me payera mes clopes. Que je tire l'une après l'autre. Avant je les achetais toutes faites. Marlboro. Maintenant je les roule moi-même ; ça gratte un peu plus sur la journée. J'achète Belgam ; ça me rappelle Martin. De petites choses. Minuscules détails. Pas baisser les bras.
Je voulais me taper ce maton. La trentaine. Il rougit pour rien. Pour tout. Moi je joue avec ça. Je le nique puis je le balance. Perd ton boulot. Trouve autre chose. Un maton de moins, peut-être une bouffée d'air en plus. Envie de baiser. Je le ferai cracher puis je l'étoufferai dans son foutre.

Ça y est. Ma pote de cellule est partie. Je me retrouve enfin seule avec moi-même. Seule. Avec ces murs trop épais. Télé éteinte. Le calme. Mais pas vraiment. Les lourdes portes claquent sans cesse ; et le bruit des clefs. Et ces conasses qui jacassent dans les couloirs ; ces putains de matonnes aux petits rires mesquins.

Ma pote de cellule pense à la nouvelle coupe de cheveux qu'elle se fera à sa sortie de prison. Ses conneries et sa télé commencent à me bousiller le cerveau.

Ennui en fermentation dans la cellule. Des moisissures s'installent, le corps pourri.

Je veux voir mon chien. Ma chienne. Les mères ont le droit de voir leurs gosses le mercredi après-midi. Et moi j'ai pas le droit de voir mon chien.
Je veux sortir. Voir le ciel. Pas de préau aujourd'hui. Pas assez de personnel, disent-ils. Pas assez de personnel : j'y crois pas. C'est juste un prétexte de

plus pour réaffirmer leur autorité. Puis tant mieux qu'il n'y ait pas assez de personnel. Il y en a de toute façon trop. Je veux de l'air. Respirer. Respirer. Respirer.
Ils nous humilient sans cesse. Au moindre dérapage : direction l'isolement. En isolement, t'as un quart d'heure de préau par jour. Le préau comme ils l'appellent, c'est en réalité une cage. 1m3.
« Sale chienne, arrête d'aboyer et bouffe tes frolics » ; les matonnes nous balancent ça à la gueule. Nos gueules de chiennes.

Mange ta honte jusqu'à te vomir toute entière.

Télé allumée en permanence. C'est ma pote de cellule qui déscotch pas. Ça l'oblige à ne pas trop penser. Moi ça me prend la tête. Elle va exploser. Je ne peux pas me concentrer.
J'attends toujours les bouquins que mes potes doivent m'envoyer. Le premier colis a été refusé. Ici, ils font tout pour que ce soit compliqué. Le pouvoir de l'administration. Papiers à remplir. Autorisations à recevoir. Formulaires. Requêtes. Règlements. En attendant, je dois me farcir les bouquins de leur bibliothèque. Ceux, bien sûr, qu'ils ont choisi. Je ne dis pas, certains sont pas mal. Mais bon, beaucoup de drames de camés, prostitués, tox en tous genres, des 'marginales', 'exclues de la société' ; soit elles se repentent, soit elles sont punies. Soit elles crèvent dans d'atroces circonstances soit elles sont redressées ou 'guéries' par une institution, tel que centres de redressement, de désintox ou prisons. Super leurs romans. J'en ai rien à foutre de leur morale à deux balles.

Deux balles. Si j'avais deux balles…La première serait certainement pour la directrice. Et l'autre ? Pour ce connard de maton du deuxième ? Le cerveau cloisonné entre les règles qu'il s'échine méthodiquement à faire respecter.
Ça cogite sans arrêt dans ma tête. Je retourne tout des milliers de fois. Dans tous les sens. Je fais toutes les liaisons possibles. Je veux que ça se calme. Que ça s'arrête. Je vais exploser.
Aujourd'hui j'ai été convoquée chez la matonne en chef :

- C'est quoi cette lettre ? Connaissez-vous la personne qui vous l'a envoyée ?

Je prends connaissance du courrier.

- Non, je ne la connais pas.
- Savez-vous, mademoiselle, que c'est du courrier subversif ? Et qui plus est, qui n'a pas sa place dans une prison ?
- Non, et puis je ne connais pas ce journal. Mais je veux bien néanmoins pouvoir l'emporter et le lire.
- D'accord, mais ne lancez pas une émeute, mademoiselle. On vous a à l'œil.

C'est ça, oui, à l'œil. Et à la caméra, aux verrous, aux barreaux, aux murs, aux barbelés aussi. Si vous ne m'aviez qu'à l'œil, je l'arracherai avec mes ongles et m'enfuirai vite fait de ce trou.
Ici, tout passe chaque jour par le service de la censure.

J'ai rencontré une fille aujourd'hui. Une turque. Assez chouette. Elle s'est choppé six mois ferme pour avoir hébergé des 'sans-papiers'. Putain de merdier.

Du coup je lis ce journal qu'on m'a envoyé. Ça s'appelle 'La Cavale', je ne connaissais pas. C'est classe. J'ai lu qu'il y a un gars, il a choppé les clefs d'un maton, et au lieu de se tirer et de sauver sa peau vite fait, il a pris deux heures pour ouvrir toutes les cellules, une par une, pour libérer tous les détenus, prenant le risque de se faire prendre. Hé Hop, évasion collective. Trop classe. Ça réchauffe un peu le cœur.
Ici, ce n'est pas possible. Déjà, c'est une maison d'arrêt. Il y a principalement des femmes en attente de leur jugement. Et au rendu du jugement, elles sont transférées ailleurs. Donc, ici, on se tient à carreaux. Vu qu'on ne sait pas encore ce qu'on va chopper comme peine. On ne fait pas trop les malignes, pour ne pas aggraver notre cas lors du procès.
La prison ça avait toujours été lointain. Comme quelque chose qui ne pouvait arriver qu'aux autres. Je ne pouvais pas me la représenter. Mais là je commence à y croire. A comprendre que pour un rien on t'envoie en taule. Tu n'as aucun poids. C'est un connard qui décide pour nous ce qu'il va advenir de nos prochaines années. En regardant autour de moi, les filles, je me rends compte que personne n'est à l'abri de voler en taule. Ça peut tomber sur n'importe qui.

Ils veulent nous paralyser avec un risque qui plane au-dessus de nos têtes.

Ça y est. Ma pote de cellule est partie. Je me retrouve enfin seule avec moi-même. Seule. Avec ces murs trop épais. Télé éteinte. Le calme. Mais pas vraiment. Les lourdes portes claquent sans cesse ; et le bruit des clefs. Et ces conasses qui jacassent dans les couloirs ; ces putains de matonnes aux petits rires mesquins. J'ai l'impression qu'elles aiment vraiment ce qu'elles font. Elles doivent se sentir fortes à la vue du malheur des gens ; jouir de notre privation de liberté, qu'elles gèrent avec leurs trousseaux de clefs.

Clic clac.

- Mademoiselle, courrier.

Super, un courant d'air dans la journée. Les dessins glauques de ma fidèle amie. Au moins, ils me font sourire. Je m'empresse de les accrocher sur le mur jauni de nicotine. Je me roule une clope et les contemple en rêvant. Cigarette terminée. Rêveries parties en fumée. Un quart d'heure est passé.
Maintenant je travaille. Rien à foutre de leur malheureux dix euros. Juste une occupation pour que les journées passent.
Quand tu bosses, en taule comme dehors, tes journées sont encore plus réglées: 6h, debout. Café, douche. Arrivée en cuisine ; on cause toute la matinée de cette pauvre souris qui vit ici. Elle laisse au chef de cuisine ses excréments ; juste pour le narguer. A croire qu'elle



aussi elle lui chie dessus. C'est mon premier sourire de la journée. Le dégoût des autres!
Emballage du pain: Madame X: 3 tranches de pain gris; madame Y: 2 gris, 2 blanc; et ainsi de suite...On passe à la soupe. Des litres d'eau mélangés avec des oignons congelés et de la poudre. Comme les sauces. Tout est en poudre. Tout est factice. Nous, on appelle ça la cocaïne-soupe. Ici, tout sort du congel. Tout est figé. Comme le temps.
C'est l'heure de la vaisselle. On essaye de rigoler en s'éclaboussant. Rires forcés.
14h30, de retour en cellule. Cigarette. Je me remets à ce puzzle de 1000 pièces. Je ne le finirai jamais. J'ai peur de voir cette image complète, celle d'un champ de fleurs où je voudrais plonger. Courir nue dans des paysages à perte de vue ; l'horizon toujours repoussé.

Des poignes cognent ; la porte fracasse. Clic Clac. Debout ! Il est trop tôt. Direction commissariat. Mon ventre gargouille. Ce matin, je n'ai pas droit à un petit déjeuner. De toute façon, c'est eux qui choisissent ; c'est eux qui décident.
Un face à face ; ou plutôt, ma face devant trois faces policières. Intimidation. Il ne m'intimide pas. Pas encore. Mais ses méthodes sont coriaces. Il crie, balance une poubelle sur la table devant moi. Cette poubelle que je rempli avec mes mouchoirs de morve. Ils me voient comme un déchet.

- On sait tout ; tu vois cette pile de dossiers ? Tes copains, ils ont tout avoué.

Ils n'ont rien avoué. Mais comment puis-je savoir. Comment puis-je imaginer les combines extérieures, moi qui suis à l'intérieur.
Ils ont leurs méthodes.
Et finalement, je doute.
Je me suis toujours dit : « je ne balancerai jamais, c'est pour les lâches qui veulent sauver leur cul ».
Mais *ils ont leurs méthodes*.
Je suis à jeun ; j'ai faim. Je me sens faible. Leur boucan bourdonne dans mes oreilles, dans mon cerveau ; ma tête va exploser. Je vais exploser. J'explose. J'avoue une partie des faits. Je craque. Huit heures d'interrogatoire. Je ne sais pas ce qu'ils savent ; je ne sais pas ce qui se passe dehors.
Ils ont leurs méthodes.
T'as beau être préparée, avoir un discours bien étudié, ils trouvent les failles. Je n'étais pas préparée. Et je me dis que tant que tu n'as pas vécu un interrogatoire musclé, tu ne l'es jamais.

De l'air, de l'air, de l'air !

Je fume un pétard avec une matonne. Je l'aime bien. Une lesbienne (elles le sont toutes ici). Elle paraît un peu hippie. Elle a des toilettes sèches chez elle. Elle m'apporte du Tchai et du caviar d'aubergines bio. Elle est là depuis deux mois.
C'est horrible ; j'ai l'impression d'avoir plus en commun avec elle qu'avec les autres détenues. Peut-être aussi parce que c'est difficile ici de lier amitié avec les détenues ; ça change tout le temps ; des départs, des arrivages. Cette matonne me raconte qu'au début elle ne voulait pas faire ce boulot crado. Son frère l'a poussée et elle a réussi l'examen. Après un mois, elle a reçu une lettre d'une roumaine qui venait d'être libére et était rentrée dans son pays : « tu as été ma fenêtre sur la liberté durant mes 5 mois d'enfermement ; je ne t'en remercierai jamais assez ». Du coup, elle a décidé de rester. Je ne sais pas quoi en penser. Elle me dit qu'elle veut continuer à apporter ne serait-ce qu'un peu de joie et de convivialité dans cette prison. Pourtant, de par son emploi, son statut, elle participe à ce système carcéral et à cette société de l'emprisonnement. Alors quoi ? Je sais pas…Je sais en tout cas qu'ici, à l'intérieur de toute cette merde, elle me fait du bien.

Ces derniers jours, on sort dans un autre préau. A côté, dans la prison de Forêt, section homme, ça s'agite. Les matons font grève, encore une fois ; la police prend le relais de la surveillance. Et pour éviter les ennuis, personne ne peut sortir de sa cellule. Mesure de sécurité. Alors, à côté, ils pètent des câbles ; et nous, on nous fait sortir ailleurs, là où on ne peut pas les entendre, que leur révolte ne se propage.

Demain, procès. Une grande farce. Mesdames et messieurs, le grand théâtre ouvre ses portes. Chacun son rôle, chacun sa place. On met en scène. Une histoire. Moi je dois tout assumer. Faire oui de la tête. Tout accepter, pourvu que je sorte. Je pleure. Mon texte est préparé. Mes larmes aussi. J'ai un rôle à jouer. Je répète ce qu'ils veulent entendre. Je n'en pense pas un mot. Mes lèvres bougent, une voix s'y faufile. Des larmes coulent. Ce ne sont pas les miennes. Elles leurs appartiennent.

Clic clac.

- Mademoiselle, greffe.

Pas lents dans ces couloirs puants. Un mois de plus. Enfoiré de juge.
Voilà pour qui elle serait ma deuxième balle.

Septembre 2009



Lettre depuis la prison de Forest à propos de la grève des gardiens

Nouvelle grève du personnel à Forest après Saint-Gilles. La raison ? Les raisons ? Un détenu considéré comme violent changé d'une aile avec un travail rémunéré au lieu d'une punition. Aussi, un Chef-Quartier déplacé de son poste de Chef des cuisines grâce à un compagnon qui publia un article sur les magouilles, le manque de nourriture à Forest. Au fil du temps, viennent s'accrocher : manque de respect des détenus vis-à-vis des matons, pas assez de punitions. Puis en dernier lieu s'ajoute le manque de matériel promis, notamment caméras ! Pas un mot sur le manque de serviettes de toilette que des détenus en sont réduit à s'essuyer après la douche avec les chemises et les pantalons d'autre détenus au changement de linge. Pas un mot sur le manque de nourriture entrainant du scorbut. Pas un mot sur les vols de nourritures destinées aux détenus.

En cas de grève, ne pas tomber malade car pas de médecin, pas de soins. Pas de visite des avocats. Pas de courrier. L'isolement total, une prise d'otage.

La presse à la botte, comme la Dernière Heure écrivait il y a peu, qu'il n'existait plus en Belgique de prisons avec des cellules sans eau courante, sans lavabo, sans WC. Malgré un reportage lèche-botte du Ministère et de la Direction, elle a « oublié » de parler des sections A et B d'un total de 100 cellules, sans eau, sans lavabo, sans WC. Les murs s'écroulent, les bâtiments bougent coinçant les portes des cellules.

Imaginez les conditions de détention en cas de grève. Dans ces deux sections y sont détenus les travailleurs aux salaires d'esclavagistes. Les cuisines, le vestiaire, la buanderie, la cantine etc. En temps normal, le régime de ces sections est : à 6h30, vidage des seaux hygiéniques, provisions d'eau dans un broc et bouteilles. Repas à 12h, enfin un seul plat, souvent immangeable par exemple pâtes collantes avec la valeur de deux phalanges de pouce en viande et c'est tout. L'après-midi au retour du travail à 15h, 1h de préau, ensuite douche et repas du soir à 17h, 8 tranches de pain de mie, une soupe, une boîte de sardines quand ce n'est pas 2 tranches de mortadelle de dinde épaisses comme une carte postale ! A 19h jusqu'à 21h, activité dans la section sans un robinet pour boire.

Mais quand arrive une grève, c'est la catastrophe. Les matons, comme ce 22 septembre à 15h, après le retour des travailleurs sales, en sueur, quittent sans préavis la prison. Impossible de se doucher, de se laver, de boire pour certains. Pas de courrier, pas de soins. Vers 20h arrivent les flics du Midi. Distribution de 8 tranches de pain et une soupe des restes de la veille broyés. De violents coups dans les portes, les détenus veulent de l'eau et vider leur seau hygiénique. Palabres avec les flics pour obtenir de l'eau et le vidage des seaux, les flics ne savaient pas qu'il y avait des cellules sans hygiène. A 21h enfin, vidage et obtention d'eau. Le lendemain vers 7h30 distribution d'une eau colorée en guise de café. A nouveau bataille avec les flics de Forest pour vider les seaux et obtenir de l'eau. Impossible. Toute la journée se déroulera sans pouvoir aller au préau, sans courrier, sans soins, sans possibilité de téléphoner ou de voir un avocat. L'isolement total. Si un parent, un frère, une femme meurent vous ne serez pas prévenus ! En 2005, après un mois de grève, un détenu apprendra la mort de son fils 4 semaines après…

Les gardiens de prisons appartiennent dans le pays aux forces de sécurité. Ils sont les seuls en Europe à pouvoir quitter la prison sans préavis en prenant les détenus en otages ! Les droits de l'Homme sont bafoués. On sait que les syndicats de matons ont toujours été fascisants, mais c'est la faute du Ministère si un minimum n'est pas assuré. Le silence des avocats dans ces atteintes aux droits de l'Homme est écœurant. Preuve que seul le fric les intéresse, ils n'en ont rien à foutre des conditions de détention de leurs clients.

En détention normale, comme il n'y a aucune surveillance, des bagarres éclatent dans les cellules de 2 ou 3 détenus ainsi que des règlements de compte. L'énervement d'être enfermé 24h/24 sans pouvoir écrire, recevoir de courrier, voir sa famille, manger à sa faim, déclenchent des comportements dangereux. Ce n'est pas des conditions de vie normales si on peut dire qu'il y a des conditions normales, mais c'est surtout pousser les jeunes détenus à la haine. Après, les syndicats fascisants viendront se plaindre de l'agressivité de ces jeunes, mais c'est eux qui la provoquent, c'est eux qui créent le climat d'insécurité par le tutoiement, les insultes, les coups. Qu'ils ne disent pas que c'est faux, je les ai vus au travers de l'œilleton mettre des coups de poings dans les côtes d'un détenu menotté dans le dos. Faudra-t-il comme il y a peu, encore que ces tortionnaires se fassent enlever dans le coffre d'une voiture, ensuite un flingue sur la trempe avec menaces que s'il continue, il y restera ? Depuis, cette ordure es devenu douce comme un agneau ! Faudra-t-il encore raccompagner à la gare par les flics les matons par peur d'être agressés ? Faut-il répondre à la violence fasciste des syndicats, à l'inertie du Ministère de la Justice, par la violence ? Les matons veulent-ils en fait l'impunité totale ? Le droit de tabasser, de torturer, de tuer comme à Jamioulx, Lantin, Forest ? Veulent-ils la guerre avec la délinquance de plus en plus violente ? En tant que libertaires, nous voulons la destruction des prisons, mais elle ne peut se faire que dans une société libertaire ou alors dans une société fasciste où la prison est remplacée par l'extermination. En fait, les matons ne veulent-ils pas être placés entre le droit à la torture et à l'extermination ? Cela ne vous rappelle rien ???

Ringolévio

Fin mai 2009, l'Etat débute la construction d'un nouveau centre fermé, située à côté du centre 127bis déjà existant, à Steenokkerzeel. Ce centre d'enfermement sera basé sur un régime de cellules individuelles, encore et toujours plus sécurisé. D'une part, c'est une réponse claire de l'Etat face aux multiples révoltes et évasions qui ont eu lieu ces dernières années dans les centres fermés. Il s'agit de mater les détenus rebelles et récalcitrants. D'autre part, elle va de pair avec la démarche de 'régularisation sélective', qui s'inscrit dans le cadre d'un processus croissant de 'migration sélective', réduisant des personnes au statut de marchandise en fonction des besoins de l'économie, resserrant ainsi toujours plus l'étau du contrôle social.

Ce n'est pas une coïncidence si, peu après l'annonce d'une 'régularisation', en septembre, l'Etat a lancé des vagues de rafles, explicitement dirigées contre les sans papiers, en collaboration avec la SNCB, à Marchienne-au-Pont, à Bruxelles dans les environs de la gare du Midi et dans la gare de Roeselare. Ces opérations ont mené à l'arrestation de 160 'sans papiers', dont la plupart ont été emmenés vers un centre fermé.

Partout en Europe, la guerre contre les pauvres trouve sa première cible dans cette tranche de la population qui ne dispose d'aucun document de séjour valable.

La militarisation toujours croissante des frontières continue d'assassiner des personnes (noyées dans la Méditerranée; tabassées par la police à Ceuta, Mellila et Calais; affamées et violées dans les camps pour réfugiés en Libye et Tunisie avec le soutien de l'Union européenne; tuées dans les commissariats comme en Grèce et Italie,…).
Le développement de l'économie et sa soi-disante 'crise' monte toujours plus de gens les uns contre les autres et pousse toujours plus de gens dans la misère.
Dès lors, lutter contre la construction de nouveaux centres fermés et contre la machine à expulser nous semble être un front important dans la guerre sociale contre l'Etat, le capital et ses serviteurs.

La construction du nouveau centre fermé aboutira peut-être. Mais les collaborateurs et les entreprises de construction qui y participent sont partout et tangibles. La diffusion (territorialement et qualitativement) de la révolte et de l'attaque contre la machine à expulser témoigne de notre conviction que l'exploitation et l'oppression sont un ensemble de rapports sociaux qui peuvent être remis en question partout dans la rue.

Que la construction du nouveau centre fermé devienne un réel problème.

LISTE DES ENTREPRISES QUI COLLABORENT A LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE FERME A STEENOKKERZEEL

Une liste plus complète (avec d'autres entreprises et institutions qui collaborent aux prisons et aux centres fermés) est disponible sur:

http://theblackliststeenokkerzeel.blogspot.com

THE BRUSSELS AIRPORT COMPANY (BIAC)
Propriétaire du terrain

BESIX
Ce groupe de construction englobe:



BESIX R.E.D., SANOTEC, COBELBA, JACQUES DELENS, LUX TP, SIX CONSTRUCT, SOCOGETRA, SUD CONSTRUCT, VAN BRITSOM & VERHEYE, VANHOUT, WUST

MICHIELS H. NV
Entrepreneur

EIFFAGE
Ce groupe englobe: ANTWERPSE BOUWWERKEN, DUCHÊNE, VALENS, DE GRAEVE, SODEMAT, FEXIM, FEYENS, LIMPENS, LUXYS, MEN AT WORK, VSE, ART, REYNDERS

BONTINCK architecture and engineering
Architectes et ingenieurs

WATERMAN TCA engineering and environmental consultancy
Fait partie du Groupe Waterman, fournit de l'infrastructure et d'avis aux chantiers.

SECO cvba
Bureau de contrôle téchnique



VCPA bvba
Coordination de sécurité

EDV engineering & consulting bvba

Un aller-simple pour le (nouveau) centre fermé

Un tram ou une rame de métro à l'heure de pointe. Dernière escale d'une longue journée de travail ou de présence à l'école. L'écoeurante odeur de parfum se mêle à celle de la transpiration tandis que se mène l'inévitable combat au corps à corps pour conquérir la place du repos du guerrier. Règne le sentiment d'une vie bien réglée qu'on ne pense même plus pouvoir changer.

Encore quelques arrêts et le transport de biens touchera à sa fin. Les portes s'ouvrent dans un bruit de soulagement et chacun reprend son « propre » chemin : une masse fluide envahit les escalators et les couloirs venteux. Juste avant la frontière imaginaire de la zone sous contrôle, elle se heurte à un régiment entier de contrôleurs, quand ce n'est pas à une rafle organisée. Chacun réagit à sa manière : les bons élèves se précipitent tickets à la main pour être contrôlés, mais tout le monde n'est pas prêt à subir cette humiliante inspection sanitaire. Ici, un refus en règle ; là une personne tente de rebrousser chemin, à contre courant du bon déroulement des choses.
Et pour d'autres c'est le contrôle en bonne et due forme, non seulement imposé par la STIB, mais aussi rendu possible par l'acceptation des « passants irréprochables » qui détournent les yeux et finissent par trouver ça normal. Encore une fois c'est le chacun pour soi qui l'emporte, là où la solidarité pourrait porter ses fruits.

Pas de ticket, donc contrôle d'identité. Pas de papiers, donc… transfert direct vers le flic de service. A partir de là, le nombre d'arrêts pour la destination finale se succèdent à grande vitesse : commissariat et, pour la plupart, centre fermé en attente d'une expulsion. Le lien entre un « simple contrôle » et les camps de déportation est toujours plus évident, notamment grâce à la bonne participation des sociétés de transports publics - STIB, TEC et De Lijn - qui perfectionnent sans cesse leurs systèmes de contrôles (caméras, contrôleurs armés, carte à puce mobib, portiques,...).

Mais cette dernière escale n'est pas toujours reçue comme une fatalité. Parmi bien d'autres révoltes collectives et individuelles, le 24 août 2008, des détenus du centre fermé pour étrangers de Steenokkerzeel ont bouté le feu à cette prison. Le feu de joie a dévasté deux des trois ailes du camp. Pour empêcher de telles explosions de révoltes dans le futur, l'Etat belge a lancé, en mai 2009, la construction d'un nouveau centre fermé à deux pas de l'aéroport de Zaventem.

Contrairement aux autres centres fermés, celui-ci sera basé sur un régime de cellules individuelles. Ce camp de déportation sera alors la place par excellence pour enfermer les détenus rebelles et récalcitrants et pour toucher en plein vol chaque expression de révolte. Révolte qui reste pourtant la seule issue possible, tant à l'intérieur des prisons que dans la rue …

IL EST POSSIBLE DE S'ATTAQUER À CE NOUVEAU CHANTIER ET A L'ENSEMBLE DU SYSTEME QUI A BESOIN D'ECRASER DES GENS POUR SE MAINTENIR.

PERTURBONS DES MAINTENANT BESIX, LA STIB, LA POSTE, SODEXHO, DALKIA (1) ET L'ENSEMBLE DES INSTITUTIONS ET DES STRUCTURES QUI COLLABORENT A CETTE POLITIQUE.

SABOTONS LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE FERME.

(1) Pour une liste plus complète: http://theblackliststeenokkerzeel.blogspot.com

[Ce tract a été massivement distribué dans les métros et trams bruxellois en septembre 2009]







Visite chez Besix à Sint-Denijs-Westrem, 15 octobre 2009

Compte-rendu du rassemblement devant le 127bis et le chantier du nouveau centre

Le dimanche 27 septembre avait lieu un rassemblement devant le centre 127bis ainsi que devant le chantier du nouveau centre à Steenokkerzeel, juste à côté des pistes d'atterrissage de l'aéroport.
Une cinquantaine de personnes s'étaient déplacées. Les détenus du centre criaient et frappaient sur les fenêtres et les barreaux. A l'extérieur, une banderole sur laquelle était inscrit "Contre toutes les prisons. Vive la révolte!" avait été déroulée. A un moment donné il fut décidé d'aller vers le chantier du nouveau centre en passant par les champs. La police à laisser faire et ne s'est pas rendu sur le chantier. Pendant ce temps, de l'autre côté, une trentaine de personnes firent tomber la clôture et entrèrent sur le chantier. Alors, quelques bombes de peintures furent jetées sur des pelleteuses et du sable fut déversé dans le réservoir de plusieurs machines. La police a finalement accouru sur place, mais les manifestants repartirent à temps. De retour au 127 bis, l'ambiance s'est quelque peu durcie, principalement à l'intérieur où quelques prisonniers essayèrent de casser les fenêtres.
Un peu plus tard le rassemblement s'est dispersé et personne ne fut contrôlé.

Il n'y a pas de doute à avoir quant à l'importance de faire des dommages sur le chantier en tant que tel. Pourtant, les entreprises qui construisent le centre telles que BESIX, VALENS, Waterman TCA, SECO, Bontinck Architecture,… peuvent être attaquées en bien des endroits et surtout là où elles ne s'y attendent pas. Le chantier du nouveau centre se trouve à une place délimitée, ce n'est qu'une infime partie, alors que les tentacules de la machine à déporter se trouvent partout.

Sabotons la machine à expulser partout où nous le pouvons !
Contre toutes les prisons, contre toutes les frontières !

[Traduit de ovl.indymedia.org]

ILS CONSTRUISENT UN NOUVEAU CENTRE FERME A STEENOKKERZEEL

En ce moment même, une nouvelle prison est en train d'être construite. Une prison pour sans-papiers, et plus exactement, une prison pour les sans-papiers qui ne se laissent pas faire et qui se révoltent. Le gouvernement construit cette prison pour isoler les trouble-fêtes et pour en finir avec les révoltes incessantes de ces dernières années à l'intérieur des centres fermés belges. Au-delà de ce projet, l'Etat a encore bien d'autres projets ambitieux. Dans les années à venir, c'est la construction de pas moins de dix prisons qui est prévue, dispersées sur l'ensemble du pays. Comme cette mise en place demande du temps, l'Etat est allé voir du coté de ces voisins du nord s'il ne pouvait pas y stocker des prisonniers en attendant.

Les prisons sont là pour forcer les gens à accepter cette réalité. Et la réalité, c'est que nous sommes des prisonniers. Peut-on encore imaginer quelque chose qui ressemblerait vraiment à la liberté? De l'école à l'usine, des institutions psychiatriques aux centres pour mineurs, des cages qui nous servent d'appartements aux églises, des centres fermés aux prisons, il semble qu'il n'y ait presque plus d'espace pour nous exprimer.

Mais, justement, exprimons-nous ! Brisons la tranquillité et entrons en conflit avec tout et tout le monde qui se dresse sur la route entre nous et nos rêves de ce que pourrait être la liberté !

PRENONS D'ASSAUT LES NOUVELLES ET ANCIENNES PRISONS JUSQU'A CE QUE LEURS FONDATIONS RENDENT L'AME

[Texte d'une affiche collée en septembre 2009]



Le 23 août 2009, des baraques de chantier ont été incendiées sur le terrain du nouveau centre fermé en construction à Rotterdam, Pays-Bas. Les containers ont complètement brûlés, les dégâts sont considérables. L'attaque a été revendiquée par le 'Feu anarchiste'. Selon la presse, les entreprises qui construisent le centre, Ballast Nedam et Strukton, avaient antérieurement été cible d'actions.

Fin juin 2009, l'anarchiste Joaquín Garces Villacampa a été libéré. En septembre 2003, il a été arrêté avec 4 autres anarchistes sous l'inculpation d'avoir réalisé plusieurs attaques contre l'Etat et le Capital, dont certains en solidarité avec la lutte des prisonniers. Ils ont tous été condamnés à plusieurs années de prison, qu'ils ont purgé en grande partie en régime d'isolement FIES.

Pour l'instant, tous ces compagnons sont libérés. Voici ce que Joaquín a écrit à propos de sa libération.

Lettre de Joaquín à propos de sa libération

Un salut chaleureux et anarchiste à toutes les compagnes et tous les compagnons.
Pardonnez-moi d'avoir tardé à répondre à tous les messages de courage et de félicitation dont je sais depuis hier qu'ils inondent internet, mais il m'est difficile de décrire le tourbillon de choses vécues et partagées depuis le 1. juillet dernier, quand j'ai traversé la Porte de Fer pour commencer une nouvelle étape de lutte et de vie, ce qui n'est pas facile non plus. Même avec votre aide et votre tendresse fraternelle énorme.

Personnellement, comme vous pouvez l'imaginer, je ressens une satisfaction immense d'avoir passé ce maudit seuil, tout comme d'y être parvenu sans céder aux pressions de la Présumée justice.

Cette satisfaction est encore plus grande au niveau socio-politique, car ces victoires, aussi relatives et partielles qu'elles sont appréciables dans les faits, se voient multipliées de manière exponentielle en ce qu'elles sont les victoires de tout un mouvement qui les a rendues possibles, démontrant une fois de plus que le chemin, c'est la lutte dans l'action collective. Qu'ils ne nous feront pas de cadeau, mais que nous sommes capables de tout obtenir, car c'est légitimement que nous nous battons pour tout.

Je parle de victoires au pluriel, parce qu'à nous tous et toutes nous avons démontré qu'entre 1997 et 2003 l'Etat Espagnol m'avait séquestré de manière non seulement illégitime, mais illégale et ça leur fait mal à ces démocratofascistes.

Selon moi, la seconde victoire réside dans le fait que ma libération se soit concrétisée dans le cadre d'une bataille digne, dans laquelle tous et toutes nous avons été des acteurs réels. Ce ne sont pas des paroles rhétoriques d'autosatisfaction. C'est constater dans les faits quel est le sens correct de nos pas.

Je vous donne à tous et toutes l'accolade avec ma plus intense passion.
Liberté pour tous les prisonniers et prisonnières, politiques aussi. Salud y anarkia!

Joaquín Garces Villacampa
5 juillet 2009

Contributions a la lutte en France contre toutes les prisons

24/06 Paris – Le service d'ordre du syndicat de gauche CGT expulse une occupation de sans-papiers de la Bourse du Travail.

29/06 Paris – Les murs autour de la place où le Parti Communiste français organise une fête, sont couverts de tags contre les centres de rétention et les collaborateurs de la machine à expulser.

2/07 Paris – Toutes les surfaces vitrées du siège local de la CGT sont entièrement défoncées. Un tag précise à côté « Expulseurs ».

6/07 Paris – Deux agences immobilières et une banque BNP (qui balance des sans-papiers) sont attaquées. Les vitres sont fracassées contre l'expulsion des sans-papiers de la Bourse du Travail par la CGT et l'expulsion d'un squat à Montreuil.

9/09 Paris – Trois personnes s'évadent du centre fermé de Vincennes.

13/09 Paris – Deux distributeurs de billet de La Poste sont incendiés en solidarité avec les mutins du centre de rétention de Vincennes et d'ailleurs. Cette banque balance des sans-papiers aux flics quand ils viennent ouvrir un compte.

21/09 Paris – Les vitres d'un bureau de la Croix Rouge dans le 9ème arrondissement sont fracassées. Les tags « expulseur de sans-papiers » et « démasquons les collabos » sont laissés sur la façade.

22/09 Angers – Des tags apparaissent près de bâtiments officiels contre l'expulsion de la 'jungle' à Calais où des centaines de sans-papiers ont été arrêtés et contre les centres de rétention.

23/09 Paris – Quelques dizaines de personnes occupent un siège de la Croix Rouge dans le 14ème, entre autres en solidarité avec les 14 sans-papiers qui se sont révoltés fin août dans le centre de rétention à Milan (Italie) et qui comparaissent devant le tribunal.

29/09 Paris – Une dizaine de personnes perturbent deux soirées de débat dans les Centres culturels italiens et hollandais sur la « sublimation des frontières ». Les invités non-invités sont venus rappeler les mutineries dans les centres fermés, les morts aux frontières…

4/10 Villejuif - Les vitres de la permanence du PS sont brisées. « Ceci contre tout ceux qui prétendent gouverner nos vies, et en solidarité avec Alfredo Bonanno et Christos Stratigopoulos, arrêtés par les flics Grecs. Pour la Liberté. Vive l'Anarchie. »

10/10 Poitiers – Lors d'une manifestation contre la nouvelle prison de Vivonne, toute une rue commerciale est ravagée. Les vitres de plusieurs banques, commerces et un magasin de Bouygues sont fracassées. Le centre historique est couvert de tags. 18 personnes sont arrêtées. En comparution immédiate, quatre d'entre elles sont condamnées à un mois de prison ferme. Huit autres prennent du sursis et des amendes, aussi pour refus de prélèvement d'ADN et d'empreintes.

15/10 Calais – Des banderoles pour l'immigration libre sont attachées aux ponts de deux autoroutes. La fontaine devant la mairie de Calais est peinturlurée avec la peinture rouge.

16/10 Coquelles (Calais) – A 3.30h, les différentes portes d'accès du bâtiment de justice/de détention/de police sont verrouillées.

17/10 Poitiers - Mille personnes manifestent en solidarité avec les arrêtés à Poitiers. Quatre personnes sont arrêtées lors d'échauffourées avec la police.



Magasin de Bouygues défoncé à Poitiers

TRAVAIL, PRISON, TRAVAIL

POUR UNE LUTTE CONTRE TOUS LES ENFERMENTS

À l'heure où les suicides au travail s'affichent à la une des journaux et où se tient un comptage régulier et morbide des décès en détention, toutes les réactions à ces événements ont en commun de nous mener sur de fausses pistes. On nous rabat les oreilles à coups de « drames personnels », «d'erreurs de management », de « surveillance préventive », de « nécessairesolution individuelle », de « formation sur la gestion du stress », etc. Mais on ne parle jamais du cœur du problème : l'exploitation salariale et l'enfermement, piliers du système capitaliste.

Or, on ne peut s'attaquer à l'enfermement sans s'attaquer à la société qui le produit. La prison n'est pas un monde à part, elle ne concerne pas que les prisonniers et leurs proches. Elle assure une fonction de contrôle et de gestion de la misère nécessaire au maintien de la paix sociale. La prison fonctionne comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque exploité afin qu'il continue à jouer le jeu du salariat et de la vie qui va avec. "D'ailleurs, chacun sait bien que l'incarcération joue le rôle d'un stigmate supplémentaire : en plus d'être un exploité, on devient un ex-taulard. La prison marque les gens bien au-delà de la période de leur enfermement (le casier judiciaire en est le meilleur exemple) et a pour vocation de séparer les exploités entre eux, entre ceux qui marchent droit et ceux qu'on étiquette comme « déviants ». Pourtant tous les pauvres sont des prisonniers potentiels car la justice qui les condamne est une justice de classe. Le Droit n'est pas neutre, il n'est pas la manifestation naturelle de l'intérêt général mais l'expression d'un rapport de force à un moment donné de l'histoire. Le Droit ne fait rien d'autre que garantir la propriété et la sécurité de la classe dominante. D'ailleurs souvent, ce ne sont même pas des actes qui sont pénalisés mais le fait d'appartenir à la « classe dangereuse » (sans-papiers, membre d'une « bande », mineur d'un quartier sous couvre-feu...).

Se battre contre la prison, c'est se battre contre l'Etat et sa justice. C'est



pourquoi le discours humanitaire qui a comme seul horizon l'amélioration des conditions de détention et un meilleur respect des droits des prisonniers contribue de fait au perfectionnement de l'enfermement et à la conservation de l'institution carcérale. Par exemple, dans les nouvelles prisons, avoir des douches à l'intérieur des cellules est une manière pour l'administration pénitentiaire de réduire les mouvements, de séparer et d'isoler davantage les détenus. L'architecture de ces nouveaux établissements (fonctionnement en petites unités, vidéosurveillance, limitation des déplacements) permet d'optimiser le contrôle et la surveillance des prisonniers dans le but de prévenir et contenir les révoltes.

De même, ce qui nous est présenté comme des alternatives à la prison (bracelets électroniques et autres contrôles judiciaires) ne sont en réalité qu'un moyen de plus pour l'Etat d'étendre son contrôle sur certaines populations. Ces dispositifs s'accompagnent d'un suivi social qui ressemble bien souvent à une mise au travail forcé, selon des logiques similaires au contrôle des chômeurs, où le moindre faux pas peut être suivi d'une sanction. A l'instar de bien d'autres aspects de notre société au premier rang desquels le travail salarié, ces soi-disant alternatives participent de l'autodiscipline qui doit faire accepter à chacun de rester à sa place. Ces mesures, présentées comme une manière de « désengorger » les prisons, permettent au contraire d'enfermer toujours plus : le nombre de prisonniers ne cesse d'augmenter.

La prison étant à l'image de la société, la faiblesse actuelle des luttes dans et autour des prisons est le reflet de l'affaiblissement de la tension de classe qui traverse l'ensemble de notre société. Pourtant il existe aujourd'hui en Europe des luttes contre l'enfermement, par exemple contre les centres de rétention en Italie et en France ou contre les prisons en Belgique, qui ont permis de faire le lien entre l'intérieur et l'extérieur et ont tenté de replacer ces révoltes dans une perspective plus large de lutte contre le système capitaliste.

Parce que la liberté n'est pas un état individuel mais un rapport social à construire.

[Publié sur http://infokiosques.net/mauvaises_intentions]

Le tract ci-dessous a été distribué lors d'une manifestation qui se voulait 'unitaire', sous la devise 'à l'assaut de l'Europe forteresse'. Ils étaient plus d'un millier (politiques de tous bords, d'autres plus perdu.e.s, avec ou sans papiers) à parcourir les rues de Zürich pour protester contre la politique d'immigration. Partant de la critique du seul soutien envers les sans papiers et d'autres formes d'activismes, et animés par une bonne dose d'enthousiasme, quelques compagnons, essayèrent d'amorcer une lutte partant de leurs propres perspectives, bien loin des revendications politiques. Le tract fut diffusé dans toute la Suisse, accompagné du dossier 'Etrangers de partout', traduit du premier numéro de la revue anarchiste 'A Corps Perdu'.
Nous reprenons également un tract diffusé suite au décès de Moritz, mort lors d'une poursuite avec la police. Les réactions qui en découlèrent ont causé une petite brèche dans une Suisse tellement pacifiée.

Pour une solidarité offensive au cœur de la Suisse pacifiée...

Ici en Suisse, au cœur de la pacification démocratique, la situation est vraiment affligeante. Les grandes luttes sociales semblent de plus en plus lointaines et quasi inexistantes. Tous les jours, des masses apparemment indifférentes se pressent dans les rues de la ville; la plupart du temps, quand elles se préoccupent encore d'autre chose que du travail et de la consommation, leur intérêt pour le monde se borne à la mise en scène spectaculaire de la politique. Les fonctionnaires d'Etat cherchent toujours à nous faire croire que tout changement doit passer par eux, alors que la politique (la délégation des intérêts, la séparation, l'ajournement, la bureaucratie) est justement le terrain même qui s'oppose à toute transformation réelle.

Les citoyens suisses semblent accepter sans se poser de questions tout ce qu'on leur présente sous l'habit blanc et innocent de la sécurité : Schengen, la nouvelle loi sur le droit d'asile et sur la police, le passeport biométrique ... Et tandis que celles et ceux qui se révoltent encore un peu sentent l'haleine froide de l'Etat toujours plus près de leur nuque, on se retourne vers lui, le sourire contraint aux lèvres, pour lui demander de faire quand-même preuve de clémence.
On aimerait bien revendiquer quelques droits, négocier et trouver une solution ensemble. Et particulièrement quand le thème de l'immigration est en jeu, on semble mettre naïvement de côté ce qu'on constate ensuite à chaque fois : qu'on n'est qu'un pion d'un jeu pipé dans un monde faux, qu'ils peuvent peut-être accéder à une demande, accorder quelque chose à l'un ou à l'autre, mais toujours dans la mesure où cela est compatible avec *leurs* intérêts.
Face à cela, nous voulons mettre en avant une toute autre possibilité : celle de l'auto-organisation directe en dehors de la politique et de toute médiation, celle de la lutte en commun contre un mal commun.

Il nous est vraiment difficile de nous solidariser avec des luttes qui font appel à l'Etat. Mais quand des immigrés ravagent leurs taules, s'évadent, squattent des maisons et s'aident mutuellement, nous y reconnaissons alors le même désir irrépressible de liberté, celui qui est le germe de cet autre monde auquel nous aspirons tant. Un monde qui abandonne toutes les frontières et les catégories, un monde dans lequel chacun puisse exister librement et dans son unicité.
Le « problème » de l'immigration subsistera tant que l'Etat et ses frontières existeront. Tout ce qui sera ainsi « acquis » dans le cadre de la politique ne pourra être que partiel, permettant à la misère de perdurer. La situation des immigrés fait partie intégrante de ces rapports économiques, politiques et sociaux et en est l'inévitable conséquence. Et s'il est aujourd'hui possible d'améliorer la situation momentanée de quelques uns, des milliers d'autres continueront à pourrir dans les foyers d'asile et les centres de rétention – tant que toutes les prisons n'auront pas disparu avec le monde qui en a besoin.

***

Quelques attaques...

01.04 Zürich – Les vitres d'une agence intérim Manpower sont brisées. Un tag est laissé: "*Pour K. Kuneva – Révolte !*"

13.04 Zürich – Le siège principal de l'agence intérim Randstad voit ses vitres brisées en solidarité avec l'anarchiste grec G. Vogiatzis, qui a été condamné pour braquage de banque, et avec ceux qui se révoltent contre l'ordre en place. "[...] *Le travail n'est pas une occupation! Occupons-nous de sa destruction!*"

01.05 Zürich – Au cours du déroulement routinier de la bataille de rue dans le 4e arrondissement, à l'occasion de la fête annuelle du premier mai et de la nuit qui s'en suit, plusieurs containers, une barricade à pneus et au moins une voiture sont incendiés. Un poste de police et une banque sont peinturlurés et une filiale de Manpower se fait de nouveau casser ses vitres.

03.05 Lucerne – En réaction à un espionnage raté de la part de Securitas (entreprise de surveillance), quelques unes de leurs voitures se font peinturlurer et crever leurs pneus.

07.05 Zürich – Dans un quartier plutôt aisé de Zürich, trois voitures sont incendiées. Un article de presse mentionne que d'autres voitures brûlent occasionnellement.

20.05 Soleure – Deux cocktails Molotov sont jetés sur une agence de banque UBS.

26.05 Bâle – Un engin incendiaire non fonctionnel est retrouvé sur un chantier de bâtiments de luxe.

30.05 Bienne – Au cours d'une fuite suite à un contrôle, un jeune homme est fauché par un train. Dans la semaine, trois manifestations spontanées ont lieu, une à Bienne et deux à Zürich. Des postes de police sont à la fois peinturlurés et/ou tagués.

03.06 Zürich – Une excavatrice sur un site de construction moderne part en flammes. « *Parce que le monde qu'ils construisent n'est pas le nôtre. En rage pour le jeune homme assassiné par l'Etat à Bienne.* [...]»

04.06 Zürich – Les vitres d'une voiture de l'entreprise de surveillance Securiton sont brisées. La revendication renvoie au garçon mort à Bienne.

22.06 Pully – Les essais en champ de blé transgénique de l'Agroscope 'Changins-Wädenswil' dans la station de recherche génétique de Pully sont sabotés avec un produit liquide.

04.07 Zürich – Une manifestation contre la police et l'Etat, faisant suite à la mort du jeune à Bienne, part immédiatement en vrille. Une centaine de personnes parcourent les rues de la capitale, laissant des dégâts derrière eux. Un tribunal d'application de peine est totalement peinturluré, plusieurs de ses voitures sont fracassées. Le siège de Securitas est totalement dévitrifié pendant qu'une de ses voitures parte en flammes. Toutes les vitres d'une filiale de la banque ZKB sont brisées. Plusieurs postes de police sont peinturlurés. Quatre voitures civiles de la police sont fracassées. Les vitres d'une filiale de la banque UBS sont brisées.

Une partie du communiqué:
"*Nous nous sommes donnés cette journée pour leur faire payer certaines choses/pour leur rendre les coups.* […] *Pour toutes les victimes de la violence policière. Pour tous les opprimés de cet ordre social. Pour ceux qui luttent et pour les prisonniers de la guerre sociale. Nous espérons avoir donné un signal clair que la résistance déterminée est toujours possible. Cette fois-ci, c'est nous qui l'avons emporté/ le succès a été de notre côté. Nous n'arrêterons pas, pas avant que tout soit disparu !* »

08.07 Zürich – Le bureau d'ORS Service AG, une entreprise privée qui cogère les centres d'asile, est peinturluré. « *Un Occident blanc, l'ORS ne l'a pas encore, depuis hier soir, elle n'a plus de façade blanche non plus. Feu et flammes pour les prisons de déportation !* […] »

16.07 Lucerne et Zürich – À Lucerne, l'office de migration, où les demandes d'asile sont traitées (Migrationsamt), est peinturluré. A Zürich, il se fait briser ses vitres et un tag est laissé : « *pour un monde sans papiers* ».

20.08 Zoug – Deux voitures de luxe partent en flammes. Du communiqué:
« *Ne vous sentez pas en sécurité dans vos villas, nous vous aurons tous! Vous assassinez pour l'argent, mais nous vous tenons à l'œil !* »

09.09 Zürich – Dans une filiale de la Croix Rouge, les vitres sont brisées. Le tag 'contre la machinerie de déportation et ses complices !' est laissé sur le trottoir.

16.09 Muttenz – Une voiture de luxe est incendiée en solidarité avec Marco Camenisch.

En quête de possibilités de porter le conflit contre ce monde, nombreux sont ceux qui, la rage et le désir de liberté au cœur, guettent vers l'Ouest ou vers l'Est, là où ces possibilités commencent à se former.
Pourtant, aussi important soit-il de ne pas perdre de vue la situation internationale, il reste essentiel de nous confronter et de nous opposer à la réalité mortelle qui est à nos portes. Une réalité dans laquelle l'omniprésence de la marchandise supplante la vie, et où le délire sécuritaire fait de nous de simples *morts en sursis.* Dans les centres d'internement de cette réalité végètent des êtres hébétés, tandis que d'autres sont retrouvés morts en cellule dans des conditions plus ou moins mystérieuses.

C'est dans ce contexte qu'est mort le jeune Moritz à Bienne le 30 mai 2009, écrasé par un train alors qu'il fuyait la police – ou que s'est noyé le demandeur d'asile Andy Bestman dans le Rhin à Bâle, il y a un an et dans des circonstances similaires.
Tous deux fuyaient les mêmes représentants d'un monde fondé sur le contrôle et la domination. Tous deux ont payé de leur vie, tandis que les responsables sont restés indemnes. Face à ce manque de responsabilité, de tels événements ne provoquent malheureusement que quelques lignes dans les médias suivies d'analyses formelles et légalistes, ne parvenant à bouger que quelques rares esprits. Sans grande révolte, la liste déjà trop fournie de celles et ceux que l'Etat a assassinés continue de s'allonger.

Disons-le franchement : il ne s'agit pas de *réclamer* la punition juridique des policiers responsables, mais bien de *lutter* pour la destruction réelle de l'ordre de ce monde. Le repli de certains sur les cultures alternatives ou le fait que d'autres se laissent aller au faux jeu de la politique sont deux exemples de réactions possibles qui ne vont pas dans le sens de cette lutte. Des réactions dont la cause et la conséquence est ce vide béant qui règne là où manque des perspectives révolutionnaires.
Si nous ne voulons pas nous battre pour un fragment de l'ensemble mais pour disposer directement de chaque moment de nos vies, si nous voulons remplir ce vide de contenu, alors il est plus que temps de devenir clair et d'identifier l'ennemi dans chaque situation, en reliant nos désirs à la conscience d'une lutte réelle et existante. Une lutte où nous prenons position en tant qu'individus, où nous portons ensemble et en individus la propre responsabilité de nos actes, afin de développer une dynamique insurgée qui ne parte pas de modèles, mais de la situation même.
Défendons avec passion celles et ceux qui se soulèvent encore contre ces conditions misérables sur la base de leur révolte, mais toujours avec la volonté d'exprimer clairement ce contre quoi et pour quelles raisons nous luttons. Défendons les immigrés en révolte en luttant à notre manière, avec nos moyens et nos idées, pour la destruction totale de cette machine à gérer qui réduit les hommes à la *vie nue.*

Nous avons tous et toutes la possibilité d'agir. Les rapports dans lesquels nous vivons ne sont pas inattaquables, et les événements ou processus en cours ne nous tombent pas dessus comme des catastrophes naturelles. Même si cela paraît parfois troublant, il y a bien des responsables et des endroits dans la rue où s'exercent ces responsabilités...



« *Nous devons abandonner tout modèle et étudier nos possibilités* »
E.A. Poe

Il y a quelques jours…

Il y a une semaine, dans la nuit de vendredi à samedi, Moritz, âgé de 17 ans, est mort alors qu'il tentait d'échapper à un contrôle policier à Bienne. Poursuivi par deux flics, il a été happé par un train et il y a laissé la vie.

Il est superflu de mentionner la manière écœurante dont s'est exprimée « l'opinion publique » à propos des faits. En faisant des affirmations telles que « ce garçon avait bien des choses à se reprocher » ou en faisant référence au soi-disant bois volé qu'il emportait, on tente de minimiser la mort de ce garçon et de justifier les agissements des flics. « Ce sont même probablement lui et sa bande qui ont cassé ma poubelle et les banquette dans le village », « si ce garçon s'était comporté convenablement et n'aurait rien eu à cacher, alors une chose pareille ne se serait pas passée… »

Des témoignages d'un monde mort où les critères sont basés sur la culpabilité ou l'innocence, la criminalité ou l'accommodation, la paresse ou la compétence, avec ou sans papiers, femme ou homme. D'un monde et de ses gens dont la plupart a désappris à sentir, à rêver, à vivre hors d'une identité montée par le travail, la religion, la nationalité, le prestige et le life-style. Toutes des dénominations pour faire rentrer les gens dans des catégories, que des propos pour se permettre de balancer des préjugés, de rester vagues et en même temps de juger présomptueusement les vies humaines, comme si elles étaient échangeables.

Soyons clairs ici et maintenant :
Dans cette affaire, il ne s'agit pas d'une erreur tragique, mais d'un meurtre.
Un meurtre commis par les flics, ces hommes qui ont pris la décision de se mettre au service de l'Etat et de sa machinerie et qui ne renoncent pas à poursuivre, à terroriser, à torturer et à tuer des gens au quotidien. Soyons clairs, le prétexte qu'« il ne fait que son boulot », ou qu'« il ne fait que suivre les ordres » n'est pas une excuse et ne veut rien dire d'autre que l'homme a renoncé à son individualité pour devenir un instrument servile de l'existant démocratique, pour maintenir et renforcer le pouvoir et la domination sur d'autres.
La domination, qui commence déjà dans la famille où les ailes des plus petits sont coupées pour qu'ils s'adaptent aux règles qui ne servent que ceux qui veulent s'approprier le pouvoir sur nos vies. Qui continue à l'école où les enfants sont préparés au travail et à la pensée de la concurrence, à la poursuite du bonheur qui signifie renoncer à soi-même ou se vendre au cours du chemin qui y mène. Que l'on retrouve au travail, où il s'agit de s'adapter, de se comporter comme le prescrit ton rôle en tant que serf ou exploiteur. Toujours être aux aguets, toujours être préparé à monter un peu plus haut sur l'échelle du pouvoir pour un jour, peut-être, pouvoir aussi commander d'autres, pour conquérir dans cette société une plus grande position de responsabilité sans jamais devoir porter la responsabilité en tant qu'homme. Tout est confus, trop bureaucratique pour encore se percevoir comme des êtres agissants qui font des décisions.

Il est temps de parler clairement et d'arracher les toiles d'araignée des mensonges démocratiques et des imprécisions.

Le meurtre de Moritz n'est qu'un meurtre parmi tant d'autres que commettent l'état, les puissants et leurs sbires au quotidien. Que ce soit un détenu retrouvé mort dans la cellule d'un centre fermé, un ouvrier enterré par un bloc de béton qui lui est tombé dessus ou un mendiant qui meurt en hiver sur un banc à cause du froid.

21.09 Zürich – L'université de Zürich est complètement couverte de tags, certains d'entre eux : 'Vos luxe et progrès ne sont qu'une fausse partie de votre oppression et exploitation. Pour la destruction sans compromis de tout ce qui nous force dans la logique capitaliste', 'A l'unif pourrie la pensée désarmée', 'La fuite isole, l'attaque unie.', 'Pour l'anarchie'.

29.09 Zürich – Une voiture de l'entreprise de surveillance Protectas est incendiée. Le communiqué mentionne : « *Plus de feu au quotidien! Liberté pour Marco Camenisch et tous les autres !* »

30.09 Schlieren – 'Action révolutionnaire' revendique l'incendie d'une voiture de luxe. Le communiqué mentionne : « *Feu et flammes pour les taules, l'état et le capitalisme !* »

Il y a tellement d'exemples,
n'oublions pas ces hommes et ceux qui se trouvent derrière et encore moins les hommes qui portent la responsabilité de ces meurtres. Les flics, les juges, les matons, les prêtres, les patrons, les politiciens, les assistants sociaux et tous ceux qui barrent la route vers la liberté de chacun pour garantir leur existence et celle de ce monde.
Parce ce qu'ils sont aussi responsables des morts lentes, de l'existence réduite à la survie, des attentats contre nos vies qui sont devenus une habitude comme la chasse aux migrants, l'enfermement dans des prisons ou des institutions, la diffusion de la misère et le dépérissement dans les villes circonscrites par des constructions de béton sombres et des rangées de voitures, la solitude, l'isolement, parce que le pouvoir veut éviter que les gens forgent des liens qui ne s'expriment pas dans l'association sportive, le club de tir ou la chorale de l'église, mais qui surgissent de l'idée de liberté et de la nécessité de se battre pour ça.

Opposons-nous avec toute notre rage, tout notre amour et toute notre perspicacité contre ce monde d'exploitation, d'oppression et de rêves volés. Et en s'insurgeant, apprenons à connaître nos propres forces. Laissons loin derrière nous les places de spectateurs qui nous sont imposées. Contre l'oubli. Pour que nous puissions finalement vivre.

[Texte qui a circulé en Suisse]

L'atmosphère reste tendue à Berlin...

Tous les jours, une centaine de flics en civil envahit les quartiers de Friedrichshain et de Kreuzberg, où habitent bon nombre d'autonomes et d'anarchistes.

Parallèlement, les attaques ne font qu'augmenter, notamment contre l'embourgeoisement des quartiers avec leurs projets de luxe ; d'autres attaques ont été menées contre les néonazis, la prison et l'armée.

Au sein d'un contexte où, seulement à Berlin depuis le début de l'année, plus de 200 voitures ont brûlé (voitures de luxe, de police, d'entreprises qui collaborent à la gestion des prisons, etc), l'Etat allemand a arrêté, à la fin du mois de mai, la jeune Alexandra Remus. Elle est soupçonnée d'avoir incendié un 4&4. Elle sera relâchée peu de temps après, faute de preuve. Cela a déclenché une tempête médiatique scandalisée à travers laquelle les politiciens ont craché sur tout ce qui est antagoniste avec ce système. Alexandra a été présentée comme le symbole des soi-disant 'chaotiques du feu' et 'incendiaires haineux' et arrêtée à nouveau quelques jours plus tard. Sa détention a été prolongée à plusieurs reprises ; il semble qu'elle devra purger une peine d'exemple. Son procès a débuté fin septembre.

27/05 Berlin – 'Groupe Autonome' revendique l'incendie d'un projet d'essai d'une « prison de sécheurs de cours » de EJF-Lazarus (patronage et précaution évangélique) à Neukölln.

16/06 Berlin – Dix fourgonnettes de l'entreprise de restauration Sodexho sont incendiées. La revendication renvoie au rôle de Sodexo dans le fonctionnement des prisons et centres d'asile.

19/06 Berlin – Deux voitures du service d'ordre de la ville sont incendiées près de Görlitzer Park. La revendication mentionne le rôle du service d'ordre dans le rejet continuel du parc des immigrés et autres indésirables et exige la libération des détenus du 1 mai et ceux arrêtés pendant les semaines d'actions contre l'embourgeoisement.

29/06 Trois voitures de campagne ont entièrement brûlées et une camionnette de l'armée est gravement endommagée.

04/07 Berlin – Après que quelques prisonniers aient été brutalisés, une révolte a lieu dans la prison de Plötzensee.

05/07 Berlin – Une émeute éclate dans la prison pour jeunes à Berlin-Lichtenrade. Une partie de l'infrastructure subit des dégâts pendant que le feu y est mis.

08/07 Berlin – L'AG Militante fashionvictims lance des pierres et de la peinture sur le magasin de vêtements Häftling. La revendication renvoie au commencement de la construction d'une nouvelle prison à Großbeeren près de Berlin. Là aussi, les prisonniers devront travailler pour 2 à 3 euros l'heure pour des entreprises privées, produits qui seront vendus entre autres dans les magasins Häftling (« détenu »).

12/07 Berlin – Le 'Groupe militant contre la prison' incendie trois voitures ; une voiture d'un gardien près de la prison pour jeunes où sont détenus quelques prisonniers du premier mai, une voiture Siemens (entreprise qui gère les installations thermiques et sécuritaires dans différentes prisons) et une Mitsubishi. La revendication mentionne entre autres la révolte dans la prison de Plötzensee le 4 juillet.

17/07 Berlin – Une bagnole d'un civil est vandalisée à l'entrée du poste de police, en solidarité avec Alex. Le pare-brise a volé en éclats et le capot est détruit à la hache.

20/07 Berlin – A Berlin-Lichtenberg, une voiture de police est incendiée. La revendication mentionne Carlo Guiliani qui a été assassiné par les carabiniers italiens 8 ans auparavant, et envoie des salutations révolutionnaires à Alex, Gabriel, José, Thomas et à tous les prisonniers et prisonnières en lutte.

20/07 Lunebourg – Douze voitures de la Poste et de sa filiale DHL sont incendiées.

20/07 Berlin - Un minibus de la Deutsche Polizeigewerkschaft (syndicat de police) est incendié dans la cour du syndicat.

27/07 Weimar – L'Agence de l'Emploi est attaquée, plusieurs vitres sont brisées. Ensuite, les vitres du poste de police à Kirschberg sont brisées alors que des poubelles brûlent non loin de là.

29/07 Munich - Avant la cérémonie militaire sur « la place de Marie » de la capitale bavaroise, un véhicule de l'armée a entièrement brûlé.

30/07 Berlin – Un véhicule de l'Institut Allemand pour la Recherche Economique est incendié.

19/08 Berlin – L'office de migration est souillé avec des bouteilles de peinture noire. Une vitre est brisée.

22/08 Berlin – Le 'AK grippe porcine autonome' lance deux cocktails Molotov sur le bâtiment de la LKA (police judiciaire) ; le bâtiment, deux voitures civiles de la police et une voiture de patrouille subissent des dégâts. La revendication mentionne entre autres Alexandra et Christophe qui sont détenus pour incendie volontaire et qui viennent de voir leur détention préventive prolongée.

25/08 Deux-Ponts – Une ancienne prison de déportation (qui allait peut-être se transformer en prison pour seniors) est incendiée.

26/08 Brandenbourg – Des crochets en métal (Hackenkrallen) sont placés sur les caténaires des trajets Berlin-Hambourg et Berlin-Halle. Les locomotives d'un train de marchandises et d'un train régional ont été endommagées par le choc à proximité de Karstädt (Prignitz) et de Luckenwalde (Teltow-Fläming).

27/08 Remscheid – Les 'peintres et vitriers antiracistes autonomes' lancent des pierres et de la peinture sur l'office de migration.

03/09, 04/09 Berlin – Les 'groupes autonomes' revendiquent l'incendie d'un camion de l'entreprise Kötter pendant la journée et d'une voiture de luxe pendant la nuit. L'entreprise Kötter participe à grande échelle à la gestion de plusieurs prisons.

18/09 Berlin – Trois véhicules de police sont attaqués avec des pierres et des bouteilles, après que ceux-ci aient envahi un concert de solidarité pour les prisonniers du premier mai.

28/09 Berlin – Une barricade est allumée en solidarité avec les prisonniers Alex, Christophe et ceux du premier mai. Au même moment, une banderole est attachée sur la route pendant que des tracts sont distribués.

[Traduit de directactionde.blogspot.com]

Le 28 septembre, une 40-aine d'anarchistes et de solidaires s'est rassemblée à un double rassemblement devant la prison d'Aix-la-Chapelle et celle de Rheinbach. La musique a été alternée d'un message de solidarité de la part du compagnon détenu Thomas Meyer-Falk et le texte publié ci-contre de l'Anarchist Black Cross de Berlin. De grandes banderoles ont été déployées qui lisaient : 'Solidarité avec les prisonniers en lutte' et 'Pour une société sans prisons'. Quelques prisonniers ont pu voir les gens dehors à travers les fenêtres et ont salué les manifestants qui eux, faisaient beaucoup de bruit.

Ensuite, une grande partie des gens a rejoint la prison de Rheinbach, où la police a interdit l'accès au domaine aux manifestants. Il n'y avait donc pas de contacte possible avec les prisonniers. Le soir, une discussion a eu lieu à Cologne.

Depuis 2004, Gabriel Pombo da Silva et José Fernandez Delgado sont détenus dans les geôles allemands après une tentative de s'échapper à un contrôle de police (les deux compagnons étaient en cavale pour les prisons espagnoles). Le 28 septembre, ça faisait quatre ans que les deux compagnons avaient été condamnés à respectivement 13 et 14 années de prison. Le texte ci-dessous place la solidarité avec ces compagnons au sein d'une perspective plus large de lutte antiautoritaire contre toute forme de prison.

Rassemblement à la prison de Rheinbach et celle d'Aix-la-Chappelle



Les prisons et les mécanismes de répression et d'oppression liés sont, pour beaucoup, encore un thème dont ils ne préfèrent pas s'occuper de trop. Beaucoup ne préfèrent pas prêter trop de réflexion au sens et à la fonction de la prison. En outre, l'idée dominante est que ceux qui sont détenus dans les prisons s'y trouvent à juste titre et le méritent – sinon ils ne s'y seraient pas trouvés. Mais ils sont prisonniers de ce système, le système capitaliste. D'innombrables prisonniers sont détenus dans les prisons allemandes parce qu'ils ont volé quelque chose au supermarché, par une certaine nécessité (par exemple la pauvreté) ou simplement par désir de se permettre quelque chose pour une fois, parce qu'ils ont « resquillé » ou à cause d'une infraction à la loi contre les stupéfiants (BtmG.). La prison sert à diviser la société en 'bons' et 'mauvais' citoyens. Avec ceux qui se tiennent aux lois et règles fixés d'un côté et ceux qui nuisent à la société de l'autre. Pour punir et intimider, il y a une multitude de mécanismes d'oppression dont la prison fait le comble. A ce titre, on produit de nouvelles lois et des méthodes de contrôle toujours plus raffinées pour précipiter la discipline, l'oppression et le contrôle de la société, ce qui ne sert qu'à augmenter le pouvoir de ceux qui le détiennent. La justification est créée par les diffamations de la part des médias et des politiciens, basées sur une prétendue menace de la société par des terroristes. Mais en enfermant des personnes en prison, l'attention est déviée des réels criminels et terroristes – ceux qui sont au pouvoir et qui nous prennent notre liberté et nos vies chaque jour. Ceux qui maintiennent et soutiennent ce système d'exploitation et d'oppression.

Nous sommes solidaires avec les prisonniers, ce qui ne signifie pas que nous sommes toujours à 100% d'accord avec leurs actions, positions et analyses. La solidarité signifie pour nous de les soutenir lorsqu'ils luttent contre ce système et cette société. Portant et avançant une utopie de société semblable à la nôtre. Toutefois, les raisons des attitudes souvent non solidaires – ici en Allemagne – semblent malheureusement assez claires : il manque simplement d'un mouvement qui porte l'abolition de toutes les prisons et établissements de contrainte et qui, en plus, met en avant la libération de tous les prisonniers et pas seulement les 'politiques'. Quand nous voyons le travail dans les groupes politiques et plus spécifiquement le travail anti-répression, nous constatons chaque fois plus qu'il manque une critique plus générale du système pénal, de la justice, des prisons. C'est ce mécanisme que nous tentons de briser avec ce 26 septembre, quand des rassemblements devant les prisons d'Aix-la-Chapelle et de Rheinbach et une soirée de discussion à Cologne auront lieu.

Les rassemblements ont lieu spécifiquement devant les prisons de Aix et de Rheinbach parce que c'est là que se trouvent nos amis et compagnons, tous deux des anarchistes espagnols, José Fernandez Delgado et Gabriel Pombo da Silva, enfermés dans les griffes barbares d'un système carcéral inhumain. Tous deux se sont échappés de la violence de l'isolement et des tortures dans les prisons espagnoles, avec lesquelles ils étaient confrontés durant 20 ans. Dont une grande partie dans le système d'isolement FIES, alors qu'ils aimaient la liberté et y ont aspiré pendant des années.

Cela fait déjà cinq ans qu'ils sont enfermés en Allemagne. Le 28 juin 2004, ils se sont opposés à un contrôle de police, avec Bart de Geeter et la sœur de Gabriel, Begonia, où une courte prise d'otage s'en suivit. Pour eux, il n'y avait pas d'autre possibilité que d'agir ainsi, avec beaucoup d'années de murs gris devant eux. Le 28 septembre 2005, José a été condamné à 14 ans et Gabriel à 13 ans. Les actions et actes solidaires de la part de la 'gauche allemande' à l'époque, ont laissé et laissent toujours beaucoup à espérer. Beaucoup ont préféré prendre leur distance de toute l'affaire, vu qu'on ne voulait rien avoir à faire avec des 'criminels' et 'preneurs d'otages'. Tout ça sans jeter un regard au contexte, à l'arrière-plan, et le fait qu'ils sont autant en lutte contre la répression et la prison que contre la pauvreté et l'exploitation ou l'exclusion et l'aliénation.

Notre solidarité en cette journée, le 26 septembre, ne compte pas seulement pour eux, mais aussi pour tous les autres prisonniers en lutte et tous ceux qui souffrent le lourd poids de l'enfermement.

Pour une société qui n'a pas besoin de prisons !

Liberté pour tous !

Le 12 juin 2007, deux compagnons, Francesco Gioia et Daniele Casalini, sont arrêtés à Terrina en Italie. L'accusation porte sur le braquage d'une banque de la Poste italienne. Un mois auparavant, Francesco Gioia était libéré de prison et acquitté dans le procès contre le COR (Cellules d'Offensif Révolutionnaire) qui a porté plusieurs attaques, notamment contre des offices d'intérim. Lors de l'enquête contre le COR, Francesco avait été assigné à résidence, dont il s'était soustrait. Il a été arrêté en Espagne et extradé en Italie.

Après l'arrestation pour le braquage, deux autres compagnons ont été mis en accusation. Paola a purgé quelques mois de prison avant d'être assignée à résidence, levé récemment. Leonardo s'est fait la malle en mai 2008 ; il est toujours en cavale.

Lettre de Francesco Gioia

Chers compagnons,

Il y a plus de deux ans, mon ami et compagnon Daniele et moi avons été capturés par la dictature démocratique-bourgeoise. Le matin du 12 juin 2007, dans le petit village de Terrina (dans la province de Lucca) – selon les témoins – une personne habillée en noir, avec une casque de moto intégral et des lunettes noires, d'une taille de 1,60 – 1,65 mètre, maigre et avec un accent non-italien, se faisait remettre 3460 euros par le directeur de la filiale d'une banque. Il a rendu un portefeuille à une cliente sans rien y prendre. Ensuite, il s'en est allé et a fait en sorte que l'on perde sa trace.

Ceci est arrivé vers 12h15. Vers 18h, à 15-20 kilomètres de distance, Daniele et moi étions en train de prendre un bain de soleil au pied d'une montagne. De la seule route principale, quatre personnes accoururent armes à la main, nous capturèrent sans s'identifier et commencèrent à nous poser des questions sans obtenir aucune réponse. Ils ont pris l'argent qui se trouvait dans un sac-à-dos en disant que c'était le butin, même si la valeur ne correspondait absolument pas. A moins qu'ils n'utilisent un peu de magie pour la faire correspondre quand-même. Ils disent qu'ils ont retrouvé une moto de l'autre coté de la montagne. Cette moto, c'est nous qui l'aurions abandonnée. Ils ont oublié de rajouter que si nous avions fait ça, nous aurions dû passer une montagne de 1200 mètres d'altitude pour arriver de l'autre coté. Ils ont retrouvé un casque de moto près de la moto abandonnée, mais ce n'est pas un casque intégral. Ils n'ont trouvé aucun cheveu, aucune trace d'ADN nous appartenant sur aucun objet compromettant. Moi je fais 1,78 m et je pèse 93 kilos. Je fais de la boxe thaï et des haltères, ce qui fait que j'ai une silhouette très reconnaissable. Daniele fait 1,85 m. Les descriptions ne correspondent donc pas du tout, mais le résultat ne change pas, nous restons prisonniers de l'ennemi.

Un autre fait à tenir en compte, c'est qu'à chaque fois que nous sommes passés devant les tribunaux, nous nous sommes retrouvés face aux mêmes magistrats et juges tandis que l'enquête est menée par les mêmes carabiniers et les mêmes policiers qui nous suivent déjà depuis 12 ans.

Il n'y a plus rien à dire : c'est une vraie pièce de théâtre, ou de cirque.

Les mois suivants, l'enquête suivait son cour et beaucoup de compagnons en Toscane ont été arrêtés pour des interrogatoires et leurs domiciles ont été perquisitionnés. Il y a aussi eu pleins de visites de la part d'obscurs personnages de l'anti-terrorisme qui cherchaient des collaborateurs en échange de liberté ou d'argent.

Résultats : zéro.

Je veux encore soulever un autre fait. Cela ne faisait qu'un mois que j'étais dehors avant que je ne me fasse à nouveau arrêté. Et moi, tout comme mes compagnons, sommes sous surveillance permanente, même lorsqu'on va au supermarché. Donc, comment est-il possible selon eux que j'ai fait ce braquage sans que personne d'entre eux n'ait remarqué quelque chose ? Il est surprenant qu'ils reconnaissent alors leur propre imbécillité. Depuis un an, nous pensions être prêts à la caducité des faits, mais nous avons encore reçu une autre accusation pour association subversive avec finalité terroriste. En plus de nous deux, Leonardo et Paola sont aussi mis en accusation. D'autres compagnons sont aussi placés sous enquête, mais heureusement il n'y a pas de mandat d'arrêt à leur encontre.

Beaucoup de compagnons aujourd'hui sous enquête, étaient déjà en arrestation domiciliaire pendant le mois où je me trouvais dehors et, malheureusement, je n'ai donc pas pu les voir… imaginez comment j'aurais pu les impliquer dans un braquage. En outre, la logique même dit que seules les personnes strictement néces-

saires pour réaliser une action directe (de quelque sorte qu'elle soit) doivent être au courant d'une telle action et personne d'autre. Il me semble vraiment ridicule que quelqu'un croît sincèrement que nous aurions organisé un braquage pour 3400 euros avec douze personnes, ceci serait vraiment trop débile.

J'ai voulu raconté tout ceci pour donner un aperçu complet de la situation. Du concept de coupable ou d'innocent et du jugement du juge, je m'en passe. En même temps, personne d'entre nous ne veut se distancier de la pratique de réappropriation individuelle ou collective de biens et de l'argent des riches et des capitalistes. Qu'il s'agisse un braquage ou d'une réappropriation prolétarienne servant à financer l'activité révolutionnaire, à aider quelqu'un qui en a besoin ou à éviter l'esclavage du travail salarié : en tant qu'anarchiste, je ne peux que soutenir ce genre de pratiques révolutionnaires. Que l'aile la plus pacifiste du mouvement anarchiste ne tourne pas son dos à mes mots, car dans l'histoire glorieuse du mouvement anarchiste il y a eu des centaines d'expropriateurs comme Jacob, la bande à Bonnot, Durruti, etc.

Au total, j'ai déjà purgé quatre ans et il semble que je vais encore passer beaucoup plus d'années en taule vu que je ne cesserai jamais de me battre contre l'Etat, la dictature démocratique et l'exploitation.

Je suis heureux et fier du soutien que les compagnons dehors donnent aux prisonniers à travers de lettres, de l'aide, des manifestations, des slogans sur les murs, mais je voudrais que la situation dans laquelle nous nous retrouvons serve de stimulant pour beaucoup à passer à l'action. Les flics, les fascistes et les exploiteurs croient qu'ils peuvent faire n'importe quoi impunément mais il n'en a pas toujours été ainsi et il n'en sera pas toujours ainsi. Il faut juste un peu de courage qui mette la cohérence entre les mots et les actes. Combien d'immigrés doivent être maltraités ou assassinés, combien de maisons expulsées, combien de compagnons arrêtés, combien de familles dans la misère, combien de montagnes, vallées et champs détruits avant que nous nous réveillions et décidions de donner tout de nous-mêmes pour arrêter ce non-sens ?

Je m'intéresse à pleins de choses et il y a des milliers de trucs à faire dans la vie, mais me battre contre ce tout est la chose la plus sensée que je puisse faire, ça concerne ma vie et celle de tous. Le pacifisme, c'est la passivité du mouvement et des gens qui sont devenus des moutons, prêts à être dévorés par les loups.

Soutenons et diffusons la contre-information qui soutient l'action directe, pas seulement vers l'intérieur du mouvement mais adressée à tous les exploités. Que nos mots soient toujours basés sur l'action, c'est la seule chose qui rende nos mots crédibles.

Nos ennemis disposent de la télévision, des journaux, du mensonge et du chantage. Nous, nous avons l'amour, la vérité, le courage, la créativité et l'intelligence qui marquent l'agir révolutionnaire. Il y a des milliers de livres, de fanzines, de revues théoriques, anarchistes et communistes qui ont largement analysé notre idée ; il y a des milliers de livres à propos des maux de l'industrie, de la contamination, des gouvernements.

Nos mots et écrits isolés ne nous rendent pas moins complices à ce non-sens. Se coller l'étiquette anarchiste, communiste ou écologiste ne nous rend pas moins complices. Si la liberté n'est aujourd'hui pas de ce monde, je ne me sens libre que quand j'agis contre ceux qui nous veulent esclaves, contre ceux-là, leurs structures ou leurs propriétés. Vivre, lutter, jouir, souffrir et mourir dans la conquête de la liberté vaut plus que la vie la plus confortable et tranquille qu'un exploité puisse désirer.

Un salut à tous les anarchistes, communistes et anti-impérialistes qui se battent contre l'Etat et l'exploitation.

Un salut et une accolade à tous les compagnons, un salut spéciale à Leo : savoir que tu te trouves en liberté quand je pense à toi, me fait me sentir un peu plus libre moi aussi. Chaque jour que tu passes en liberté est un coup dans la gueule de ces matons qui veulent te voir prisonnier et fait plaisir à tous les amants de la liberté.

Pour la révolte. Pour l'anarchie.

Francesco Gioia

La solidarité est une arme. Pointons-la contre l'ennemi !

Une opinion publique forgée par les médias, reflet d'une société conforme aux exigences d'un marché en crise. Une masse impassible à la guerre à l'extérieur, guerre à laquelle elle s'est tristement habituée. Elle en vient alors même jusqu'à applaudir le développement des stratégies militaires sur le front intérieur.

Des décharges de Naples aux rues des différentes villes italiennes, des détournements de fonds à l'Aquila en passant par les lagers pour immigrés sans permis de séjour, jusqu'aux dispositifs de "protection des sommets internationaux" : il s'agit de situations d'urgences permanentes contrôlées par une armée "engagée dans des missions d'ordre public", il s'agit clairement de bancs d'essais dans une société lancée à toute allure vers des scénarios toujours totalitaires.

Rien d'étonnant donc si ceux qui défendent l'arme au poing cette désolante réalité répriment toujours plus souvent et intensément ceux qui refusent de se soumettre, ceux qui se rebellent, ceux qui s'insurgent.

Le 10 juin, six personnes ont été arrêtées entre la Sardaigne, Rome et Gênes. La Digos [police politique] les suspectait de vouloir "faire quelque chose de gros" contre le G8. Tous sont accusés de port d'arme, association de malfaiteurs à finalité terroriste, bande armée, et ce, comme par hasard, deux jours avant le verdict contre les communistes arrêtés le 12 février 2007 de la même façon, juste avant une grande manifestation contre la base militaire américaine Dal Molin.

Vendredi 3 juillet à l'aube, 40 habitations d'anarchistes majoritairement des Abruzzes et du Lazio ont été perquisitionnées par les carabiniers des ROS. Tous sont accusés d'association subversive. Sergio et Alessandro, deux compagnons de Pérouse, sont incarcérés pour tentative de sabotage d'une ligne ferroviaire à grande vitesse.

Lundi 6 juillet aux premières lueurs du jour, la Digos a arrêté 21 étudiants actifs lors des mobilisations étudiantes à travers toute l'Italie, les accusant d'avoir participé et organisé les affrontements lors du G8 à l'Université de Turin.

Vendredi 10 juillet au soir, une rue de Bologne a été bloquée avec des pneus enflammés, dans le même coin deux banques ont été dégradées, une action suivie de jets de peinture, dont un tag incomplet : "Bloquer lorsqu'ils s'y attendent le moins". Un peu plus loin, deux compagnons anarchistes, Robert et Mattia, ont été arrêtés par les flics, mis au comico puis incarcérés à la prison de la Dozza. La "chasse à l'anarchiste" s'est alors déchaînée : qu'ils mangent une glace en ville ou qu'ils fassent pisser leur chien, tous ont été amenés au commissariat et retenus des heures.

Ces attaques du pouvoir ne sont que le dernier acte d'un climat répressif très pesant : fin mai à Bologne, un compagnon anarchiste a été condamné à 6 mois de prison pour avoir réagi à un énième contrôle de police, d'autres compagnons ont été mis en examen pour dégradations en réunion aggravées, pour avoir collé des affiches sur des murs (pour ne citer que quelques exemples). Sans parler du climat de répression à Ferrara [ville proche de Bologne] où incarcérations, arrestations, perquisitions et intimidations ne se comptent plus : jeudi 9 juillet par exemple, 6 compagnons de cette ville ont été gardés au commissariat pendant des heures suite à des tags contre le G8.

Il est fondamental de placer toutes ces arrestations dans un contexte plus général de stérilisation sociale, afin qu'on comprenne l'importance de défendre non seulement les compagnons, mais aussi en même temps les pratiques pour lesquelles ils ont été arrêtés : reculer signifie aplanir le terrain face à l'avancée de l'ennemi ; diversifier et élargir la solidarité est la meilleure manière de relancer les luttes.

Ce n'est pas pour rien si ces arrestations ont lieu pendant la période du G8 de l'Aquila : ceux qui nous commandent nous envoient un message de menace évident : "Gare au dissensus qui ose briser la barrière de l'assentiment" -et, ajoutent-ils avec un réalisme cynique- "vous pouvez protester, mais dans les rails de l'ordre constitué". Ce qui les effraie est clair.

Du côté de ceux qui, tombés d'un ciel de plomb, choisissent de déclencher la tempête.
Liberté pour tous, liberté tout de suite !

Des anarchistes bolognais

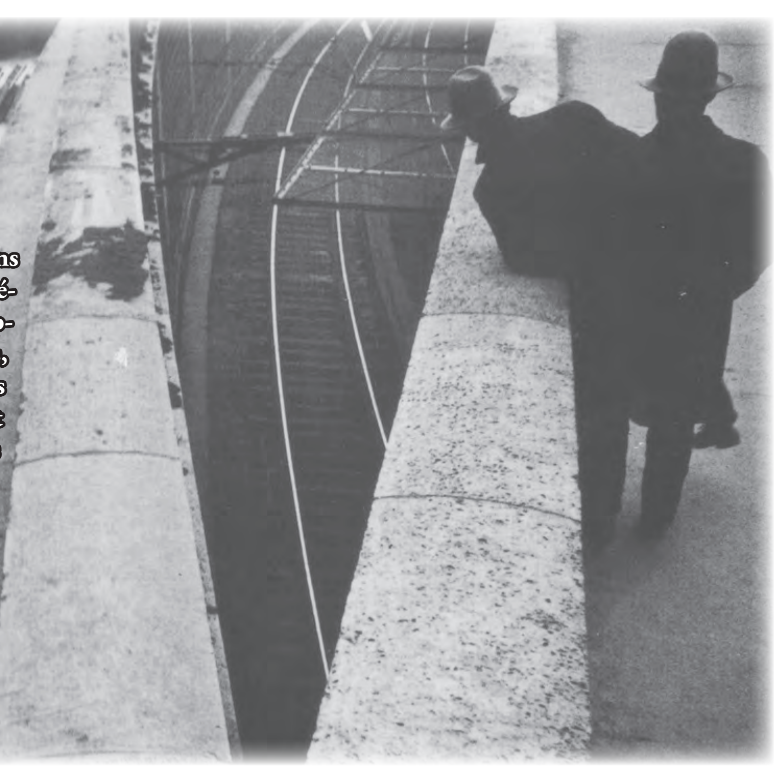






Banques endommagées lors d'une attaque nocture à Bologne le 10 juillet 2009

Sur l'arrestation de Sergio et Alessandro



Vendredi 3 juillet, en milieu de journée, nous apprenions l'arrestation de deux compagnons italiens, par l'unité spéciale « anti-terroriste » des carabiniers : le ROS (Raggruppamento Operativo Speciale). Selon les médias italiens, cette arrestation aurait eu lieu ce vendredi même, mais nous avons appris ensuite que les arrestations remontent en réalité à plusieurs semaines déjà, ce qui a laissé le temps à l'Etat et à ses chiens médiatiques d'orchestrer cette histoire et de planifier une vaste opération de police, procédant à une quarantaine de perquisitions au sein d'une supposée « mouvance anarcho-insurrectionnaliste » dans plusieurs régions italiennes (Lazio, Piémont, Lombardie, Toscane, et Abruzzes). Le ROS a particulièrement visé les domiciles de compagnons déjà perquisitionnés en février de cette année.

Les deux compagnons, Alessandro Settepani et Sergio Maria Stefani, ont été arrêtés à bord d'une voiture volée, et la police les accuse de « tentative de sabotage sur les voies ferrées », et plus largement de « participation à une association subversive d'inspiration anarcho-insurrectionnaliste ayant pour but la réalisation d'actions criminelles à visée terroriste et au renversement de l'ordre démocratique ». Une accusation déjà formulée par l'Etat italien lorsque l'opération « Cervantès », entre 2003 et juin 2004, avait abouti à une centaine de perquisitions sur tout le territoire italien, 36 mises en examen et quatre incarcérations, dont Sergio Stefani, qui sera relâché et acquitté en 2006. [Au fait, Sergio et Alessandro ont été arrêtés le 3 juillet chez eux la maison, et donc pas à bord d'un véhicule volé comme le disait les médias. En plus de l'inculpation d'association subversive, ils sont également accusés de tentative de sabotage de la ligne ferroviaire Orte-Ancona dans la nuit du 27 au 28 mars 2008. Les deux compagnons avait alors été arrêtés près de Orte à bord d'un véhicule volé.]

Il avait déjà été accusé de vol aggravé en mai 2006, et condamné à deux ans et huit mois de prison pour avoir placé un engin explosif (qui n'a pas explosé) devant une boucherie d'Arezzo, en Toscane. La police l'avait également arrêté à bord de sa voiture et saisi des brochures anarchistes insurrectionnalistes détaillant la fabrication d'engins incendiaires et explosifs.

Ici la police aurait arrêté les deux compagnons alors qu'ils s'apprêtaient à poser des crochets métalliques sur les caténaires de la ligne Orte-Ancona. D'après la presse, les crochets auraient été fabriqués selon les schémas indiqués par un manuel « clandestin » intitulé *Ad ognuno il suo. 1000 modi per sabotare questo mondo* : « *Mille façons de saboter ce monde. A chacun la sienne*».

Cette opération, baptisée « Shadow » par les carabiniers, a pour but d'établir des liens entre plusieurs personnes déjà visées en octobre 2007 (dont le jugement est actuellement en appel à la Cour de Terni) et des groupes affinitaires de la même région. L'armée explique également que les anarchistes inscrivaient cette action dans une plus vaste « campagne révolutionnaire » en lien avec des groupes similaires opérant en Espagne et en Grèce.

La méthode n'est pas nouvelle. Si nous semblons en France découvrir ce genre de campagne, avec l'apparition somme toute récente de la notion de « mouvance anarcho-autonome », et les récentes poursuites engagées par l'Etat français, les compagnons italiens font face à ce type d'accusations depuis plusieurs années déjà (« bande armée », « association subversive », «organisation révolutionnaire anarchiste insurrectionnelle »).

On le constate avec les différentes affaires regroupées par la justice française sous le régime anti-terroriste : une tentative d'incendie d'un véhicule de police devant le commissariat de Clignancourt en mai 2007, transport des plans d'une prison pour mineurs et de brochures de fabrication d'engins incendiaires, et transport de matériel « potentiellement explosif »- des fumigènes artisanaux- en janvier 2008, sabotages de caténaires sur les lignes de train en novembre 2008, fabrication d'engins explosifs en mai de cette année à Chambéry), il semble que les États cherchent à harmoniser leurs stratégies répressives au niveau européen, en fabricant des catégories similaires, permettant d'infliger des peines très lourdes et de mobiliser tout un arsenal de contrôle (contrôles judiciaires, prison préventive, gardes à vue prolongées, interrogatoires, perquisitions, filatures, écoutes téléphoniques, mouchards audio/vidéo dans les voitures, logements, squats etc.).

Au-delà des catégories forgées par l'ennemi, qui ne répondent qu'à ses critères (hiérarchie, leader(s), organisation centralisée, terreur, « lutte armée »…) et qui visent à séparer les bons des méchants, les « libertaires pacifiques» des « terroristes anarchistes », les « coupables» des « innocents », il ne tient qu'à nous, par delà les frontières, de manifester une solidarité agissante contre l'Etat et contre tout ce qui contribue à nous rendre esclaves. Comme le disaient des anarchistes du Salento il y a peu : « Nous envoyons notre solidarité à ces rebelles, qui se trouvent sur la mauvaise route, et que nous ne pouvons que sentir comme des camarades, parce que c'est sur cette mauvaise route que nous nous trouvons également. Et même si nous n'avons pas encore eu l'occasion de nous y rencontrer, nous savons que nous allons dans la même direction. Vers la même destination aussi. »

Leur justice est la même, leurs prisons sont les mêmes, que nos révoltes se joignent à celles de nos compagnons anarchistes d'Italie et d'ailleurs, qu'elles ravagent ce monde de domination et d'exploitation.

Des anarchistes
Samedi 4 juillet 2009

Protestations et révoltes dans les centres fermés italiens et dehors

Le 8 août 2008, entre en vigueur la nouvelle loi de Sécurité du ministre des Affaires Intérieures, Maroni. Cette loi prolonge entre autres le délai d'enfermement de 2 à 6 mois pour les sans papiers emprisonnés dans l'un des 7 centres fermés d'Italie et pénalise l'aide aux illégaux' (hébergement, soins médicaux, loyer,…). De plus, l'Italie a conclu des accords avancés avec certains pays, comme la Libye, en matière de déportation de réfugiés. Implacables, les patrouilles maritimes repoussent les réfugiés dans des bateaux vers les eaux libyennes, où ils sont enfermés par milliers dans des camps au milieu du désert.

Dans les villes italiennes, depuis l'année passée, des soldats marchent dans la rue, côte à côte avec la police, alors que des milices fascistes organisent des patrouilles pour garantir la 'sécurité'. La surveillance des centres fermés est toujours d'avantage remise aux mains des soldats.

Depuis la mutinerie dans le centre fermé de Lampedusa, début 2009, des protestations ont lieu sans cesse dans les centres fermés. Elles se sont intensifiées avec l'instauration de la nouvelle loi. Les révoltes ont détruit une partie de l'infrastructure carcérale, réduisant ainsi considérablement l'espace disponible dans la prison et enrayant partiellement sa bonne marche.
Dans les prisons également, les mouvements de protestations contre la surpopulation, les mauvaises conditions, les longues peines,…s'intensifient.

Ci-dessous, nous publions un aperçu des protestations et des révoltes, dans les centres fermés et en dehors. Dans le précédent numéro de La Cavale, nous avions publié une chronologie à partir de la mutinerie à Lampedusa jusqu'en mai 2009.

25/06 Rome et Gênes – Dans la prison de Rebibbia (Rome), des prisonniers commencent à taper sur les barreaux pour protester contre la surpopulation. Une partie des prisonniers est alors transférée à la prison de Marassi (Gênes) où des protestations éclatent immédiatement. Le soir, des prisonniers boutent le feu aux matelas et au linge.

26/06 Gênes – Une tentative d'incendie d'une camionnette de la Croix Rouge échoue.

11/07 Bologne – Une quinzaine de personnes masquées bloquent la route à l'aide de pneus enflammés. En même temps, ils s'attaquent à deux banques, plusieurs distributeurs de billets sont tachés de peinture. Deux anarchistes sont arrêtés en peu plus loin et seront placés en résidence surveillée quelques jours plus tard.

13/07 Milan – Deux distributeurs de billets sont incendiés. Un anarchiste est arrêté, notamment avec l'aide d'un citoyen (sans-papier) et relâché avec l'obligation de signer au poste de police une fois par semaine.

15/07 Rovereto – Les vitres d'une agence d'intérim et d'un immobilier sont cassées. Les tags « Liberté pour tous » et « Mauricio Morales vive » est laissé sur place [un anarchiste qui est mort il y a quelques mois au Chili suite à la détonation imprévue de sa bombe].

20/07 Rovereto – Les vitres de la Croix Rouge sont cassées. Un tag est laissé sur place : « Retirez vous des centres fermés ». La Croix Rouge gère plusieurs centres fermés en Italie.

21/07 Bologne – Une émeute éclate dans le CIE (centre fermé). Une quarantaine de prisonniers se révoltent contre une tentative de déportation d'un codétenu. Cinq flics sont blessés.

26/07 Gênes – Quand des politiciens du parti Pdl (parti de Berlusconi) viennent récolter des signatures au centre-ville historique pour demander des militaires dans la rue, une centaine de personnes protestent. Les politiciens sont protégés par des dizaines de flics en tenue anti-émeute. Avec une banderole « Fascistes et militaires hors des quartiers », des anarchistes avaient notamment pris l'initiative de cette protestation. Quelques échauffourées et jets de tomates et ballons remplis d'urine.

4/08 Rome : Un groupe d'une quinzaine de sans-papiers algériens du CIE de Ponte Galeria qui protestait contre le tabassage d'un retenu (un malade du cœur tabassé parce qu'il souffrait trop sans médicaments) est mis à l'isolement. Des témoins de la scène seront expulsés le lendemain.

6/08 Ancône : les détenus de la prison de Montacuto (391 prisonniers pour 172 places) commencent un mouvement de révolte qui durera trois jours, notamment en tapant sur les barreaux et en brûlant leurs t-shirts.

6/08 Turin – Des balles de tennis avec des tracts contre les centres sont lancés par-dessus les murs du CIE.

6/08 Milan : Vers 17h, début de la grève de la faim des retenus du CIE de via Corelli, très suivie, également par la section « femmes ».

7/08 Rome : Les retenus du CIE de Ponte Galeria entament à leur tour une grève de la faim.

8/08 Gradisca d'Isonzo : une centaine de sans-papiers montent sur le toit vers 22h et résistent aux flics jusqu'à 2h : objets variés, bouteilles et morceaux de portes contre lacrymogènes. Les dégâts contre le centre sont importants, faisant passer ses capacités de 248 à 194 places. Une trentaine de retenus seront transférés par la suite à Milan, et 40 soldats de la brigade « Pozzuolo del Friuli » viendront renforcer les 40 autres de l'unité « Genova Cavalleria » pour remplacer les flics à l'intérieur...

8/08 Gênes – Une patrouille de soldats et de police est harcelée, insultée et chassée par des anarchistes et des passants.

9/08 Rome : Manifestation sauvage d'une vingtaine de personnes sous les murs de la section « femmes » du CIE.

10/08 Gênes – Une deuxième patrouille de soldats et de police est harcelée, insultée et chassée par des anarchistes et des passants. Quelques semaines plus tard, 19 compagnons reçoivent des dénonces de la part du DIGOS (police politique italienne) pour « insulte » et « rébellion »…

12/08 Milan : Les sans-papiers du CIE sont au cinquième jour de grève de la faim, dont trois de grève de la soif. 34 retenus du CIE de Gradisca viennent d'arriver. Un rassemblement s'est tenu devant le centre, et plusieurs sans-papiers ont tapé les barreaux pendant longtemps, mais sont aussi parvenus à sortir de leurs gonds plusieurs portes.

13/08 Milan : Le soir éclate une dure émeute, où tout ce qui peut l'être est brûlé, la police et les militaires interviennent et ont besoin de deux charges successives pour mater tout le monde. Deux modules sur cinq sont détruits. Nombreux tabassages et nombreuses fractures (têtes, jambes, etc.). 14 sans-papiers, 5 nigérianes et 7 hommes de diverses nationalités, sont incarcérés pour « incendie volontaire ». Dehors, les compagnons qui tentaient d'empêcher le transfert vers le commissariat sont repoussés part les flics en nombre.

13/08 Turin : Les sans-papiers du CIE de corso Brunelleschi (capacité de 60 hommes et 30 femmes) commencent une grève de la faim. La police est intervenue en force pour tenter de les dissuader, et parce qu'elle craignait un début d'émeute.

14/08 Turin : Rassemblement devant le CIE, vite cerné de flics et de Chasseurs-Alpins. A l'intérieur, les retenus sortent les portes de leurs gonds et résisteront à trois charges avant d'être tabassés. Vers 22h30, un retenu monte seul sur le toit et y restera une demi-heure.

15/08 Turin : La nuit dernière vers 2h30, une vingtaine de retenus du CIE de corso Brunelleschi sont montés sur le toit, et n'en sont redescendus qu'une heure-et-demie après sous la menace. Les premiers grévistes de la faim commencent à interrompre la grève.

16/08 Bari : Dans la une révolte nuit a explosé à l'intérieur du CIE. Pendant cinq heures des retenus marocains et tunisiens ont mené une guérilla provoquant des dizaines de milliers d'euros de dégâts. Cette fois encore, ils ont dévasté les lits, brisé les robinets et les conduites d'eau, les utilisant comme des barres pour dévaster tout ce qu'ils ont pu, avant de grimper aux murs et sur les toits. Deux immigrés ont été incarcérés à cause des caméras, un tunisien de 25 ans et un marocain de 30 ans. Les soldats du « Bataillon San Marco » chargés de garder le centre n'ont rien pu faire.

18/08 Bari : Plus d'informations sortent petit à petit du CIE. Les deux immigrés ont été incarcérés en représailles à la protestation de la nuit dernière, et sont accusés de « dévastation » et « saccage ». Selon la police, la protestation de la nuit du 15/16 août aurait causé des milliers d'euros de dégâts et aurait été une tentative d'évasion collective.

18/08 Milan : Après les manifestations de protestation et le battage des barreaux du 12 août dans le CIE, puis la révolte du lendemain contre la décision punitive de prolonger de 60 jours supplémentaires la rétention des sans-papiers en grève de la faim, la répression policière et judiciaire s'est abattue avec violence. Résumé en quelques chiffres : 14 incarcérés (9 hommes et 5 femmes), 29 sans-papiers transférés dans le centre de Bari-Palese (un des plus grands du pays), 19 transférés à Brindisi (où vient de s'ouvrir un nouveau centre).

18/08 Modène : Après les révoltes dans les CIE de Gorizia, Milan, Turin, Lamezia Terme et Bari, c'est au tour de celui situé via Lamarmora à Modène. La protestation a commencé hier après-midi par une grève de la faim lancée par une trentaine de nord-africains. Le soir, certains reclus ont mis le feu à plusieurs matelas, provoquant un incendie que les pompiers ont mis près de trois heures à éteindre. Le feu de rage des révoltés a sérieusement endommagé quatre chambrées, et 12 femmes ont été transférées dans un autre centre. La police a du libérer 4 chinois, ne sachant plus où les mettre.

18/08 Turin : Des tags ("Cie lager" et "No Cie") sont apparus entre hier après-midi et la nuit. Ce sont les murs externes du siège de l'entreprise Camst qui ont été pris pour cible, soit « la plus grande entreprise à capital italien de restauration collective » qui fournit les repas à l'intérieur.

18/08 Sollicciano (Toscane) : Dans cette prison, au moins 500 prisonniers se sont révoltés (ils sont 950 pour 400 places). Tout ce qui pouvait être incendié dans les cellules l'a été et lancé à travers les barreaux et dans les couloirs, tandis que les voix des détenus faisaient entendre un seul cri : « Liberté ». Cela a duré de 23h à 1h, puis cela a repris vers 10h30. A l'extérieur, un gros cordon de carabiniers et de flics a entouré la prison, prêt à intervenir en cas d'évasion.

18/08 Bologne : deux jeunes se sont évadés hier de la prison pour mineurs de Pratello. Ils ont attaqué un maton lors de la promenade puis se sont enfuis.

18/08 prisons de Rome, Como, Pérouse : A Rome, draps incendiés, battages de barreaux sans fin et slogans depuis plusieurs jours. A Como, les prisonniers de « Bassone » tapent sur les barreaux depuis trois jours. A Pérouse, un prisonnier a bouté le feu à un matelas dans la cellule, et les autres ont fait un refus de remonter de promenade.

19/08 Bari : « Solidarité avec les immigrés enfermés dans le CIE. Solidarité avec les révoltés. Liberté pour tous » est ce qu'il y avait écrit sur une gigantesque banderole fixée avec des chaînes entre deux feux rouges de la ville, bloquant la circulation corso Benedetto Croce.

20/08 Rome : Toujours avec des chaleurs supérieures à 40°, les détenus de la prison romaine de Regina Coeli ont recommencé après le repas de midi à battre les barreaux tandis que des bonbonnes de camping-gaz [autorisées en Italie pour cuisiner] explosaient vers l'extérieur. Les femmes de la prison de Rebibbia ont obtenu l'ouverture des cellules du matin au soir, et le libre accès aux douches. La veille, elles avaient refusé de rentrer en cellules de 23h à 3h du matin.

21/08 Gradisca di Isonzo : Ce matin, malgré le régime de sécurité maximale imposé par le préfet de Gorizia suite à la révolte de samedi dernier, 7 reclus du CIE ont réussi à s'évader en forçant les barreaux des cellules. Deux autres ont été capturés sur les toits.

21/08 Milan : Début du procès des 14 incarcérés suite à la révolte du CIE de via Corelli. Beaucoup de personnes solidaires au tribunal, et un grand bordel entre les protestations des reclus et les cris du public.

22/08 Monza : Après Bologne et Voghera, un prisonnier a réussi à s'évader de la prison de Monza. Le troisième en quelques jours.

22/08 Rivoli – Jets de peinture contre les bureaux de la Lega Norte.

23/08 Turin : nouveau rassemblement sous le CIE.

23/08 Otranto – Des inconnus envahissent un restaurant de luxe et jettent des restes de viande sur les tables. Ils laissent un tract contre les centres fermés en faisant allusion notamment aux grèves de la faim.

23/08 Florence – Banderole accrochée à un pont en solidarité avec les prisonniers dans les prisons et les centres fermés.

23/08 Turin – 20 membres de la Lega Norte se rassemblent devant le CIE en solidarité avec la police et la Croix Rouge. Une contre-manifestation d'une cinquantaine de personnes, soigneusement tenue à distance par les flics, l'emporte sur le rassemblement fasciste avec plein de bruit et de la musique. Ensuite, les murs du CIE sont recouverts de slogans en différentes langues contre les CIE.

27/08 Turin – Plusieurs monuments sont recouverts de slogans commémorant Carlo Giuliani, un compagnon tué par un flic à Gênes en 2001 lors des émeutes.

27/08 Bologne – Le monument de commémoration des flics tués en Nassirya (Iraq) est attaqué. Les quatre têtes sont cassés, des slogans sont laissés sur place « Carlo vive » et « carabiniers assassins ».

28/08 Turin – Feu d'artifice au CIE.

31/08 Turin – Le domo (cathédrale) est recouvert de slogans contre les flics, dans les rues avoisinantes apparaissent des tags contre les CIE

6/09 Turin – Une centaine de personnes manifestent contre une conférence de Bossi (membre du Lega Norte). Quelques échauffourées avec les flics.

9/09 Trento et Rovereto – Dans les environs des deux villes, quatre stations d'essence d'Agip sont sabotées : une quarantaine de tuyaux sont coupés, les automates de vente sont cassés. Une phrase arrive chez quelques journaux lo-



Du côté de Sisyphe

À propos d'expulsions et de contestations à Gênes



Sisyphe avait osé défier les Dieux, et fut à cause de cela condamné à pousser un énorme rocher jusqu'au sommet d'une montagne. Mais chaque fois que ce rocher atteignait la cime, il roulait inexorablement une fois de plus dans la vallée. Pour l'éternité.

A notre tour, nous nous sentons un peu à la place de Sisyphe : nous continuons à pousser un « rocher » le long de la crête d'une montagne toujours plus inaccessible. Cependant, contrairement au mythe, à peine commençons-nous à atteindre le sommet, voilà que nous devons tout recommencer à zéro. C'est du moins ce que semble être notre situation.

Notre sommet est la liberté, la nôtre et celle de tous. Notre chemin est pavé de la difficulté de devoir combattre quotidiennement des Dieux -décidément plus crapuleux que ceux du Héros- qui précipitent la société dans le gouffre de la barbarie. La montée à laquelle nous faisons face et que nous tentons de dépasser gravit une montagne de merde faite de racisme, de lois contre les pauvres, de militarisation, de contrôle, de guerre et de répression. Face à cette montagne, face à la radicalisation de l'horreur à laquelle ce régime nous condamne, nous avons décidé de lutter, nous avons compris qu'il était important de recréer les bases pour un réel changement du monde, même si celui-ci pouvait nous sembler lointain. C'est ainsi que nous nous sommes lancés dans « l'ascension ».

C'est au nom de cet amour pour la liberté et de la haine pour les misérables conditions -émotives, économiques et intellectuelles- qu'ils nous ont imposé que nous sommes descendus dans la rue au cours des nombreuses contestations qui se sont déroulées à Gênes ces derniers mois. Nous avons décidé, même avec peu d'instruments et peu d'expérience, que le moment de nous « bouger le cul » était venu. Nous devions et nous devons nous défendre des attaques du régime, nous ne devions et ne pouvons pas abandonner la rue et les « quartiers » aux fascistes (de toutes couleurs, peu importe comment ils tentent de se camoufler) et à la militarisation de nos vies. Nous devions et nous devons agir maintenant, en cessant de nous lamenter devant la télévision ou de verser des larmes de crocodile sur les nombreux hommes et femmes qui subissent la furie xénophobe du régime.

L'histoire nous a trop bien appris que derrière les justifications du type « on ne peut rien faire » ou « on est trop peu » se cachent les pires tragédies : les « excuses » ne sont qu'une hypocrisie derrière laquelle se planque la honte des lâches. En parcourant notre chemin, nous nous sommes rendus compte avec émerveillement et une certaine joie que, bien qu'en de rares occasions, Sisyphe n'était plus seul. Beaucoup de personnes encore munies de solidarité et d'indignation sont accourues pour pousser « le rocher ». Ensemble, nous avons ainsi chassé les fascistes, nous avons chassé les léguistes [de la Ligue du Nord], nous avons fait entendre notre voix contre un Gouvernement qui nous impose l'armée dans les rues et les camps de concentration devant « nos portes ».

Là, nous avons compris que, peut-être, tout n'était pas perdu. Qu'il était possible d'attaquer le régime, qu'il était encore possible d'arrêter le « monstre ».

Si les hommes ont le courage de déserter la politique et la délégation, s'ils ont le courage de s'auto-organiser en faisant de leurs différences un moment de force pour monter à l'attaque, on peut alors commencer à jeter les bases pour construire une force sociale réellement en mesure de donner du fil à retordre à « nos » maîtres.

Pour toutes ces raisons, et malgré l'été, nous avons choisi de ne pas partir en vacances. Il était, et l'est encore, important de ne pas perdre en route ces ébauches de solidarité et d'auto-défense que nous avons vu s'allumer dans les rues de Gênes. Nous savions par ailleurs que

pour alimenter les possibilités d'offensive contre le régime -et empêcher la récupération des tensions par la gauche politique-, se retrouver épisodiquement dans les rues ne suffisait pas, qu'il fallait aussi que l'hétérogénéité qui s'était exprimée « dans les rues » trouve des moments de confrontation : c'est la principale raison pour laquelle nous avons occupé une maison à Castelletto le 29 juillet [2009].

En plus de répondre à nos besoins de logement, nous voulions un lieu de discussion ouvert qui puisse commencer à mettre en branle cette force sociale que nous souhaitons voir croître.

Nous avons donc occupé, nous avons commencé à construire des moments de rencontre, nous avons appris à nous connaître dans la diversité, nous avons consolidé de vieilles relations et tissé de nouvelles complicités. Puis, il y a quelques jours, la politique a décidé que tout cela devait finir.

Les Dieux outragés ont envoyé leurs mercenaires en uniforme et ont mis fin à l'occupation. Avec l'aide des pompiers, ils sont arrivés en force et ont expulsé le lieu de nos relations, la base à partir de laquelle nous avions choisi de partir à l'offensive.

Il ne leur était évidemment pas possible d'accepter des contestations supplémentaires, vu qu'il est clair que toute forme de dissidence ne peut plus être tolérée par le régime. C'est pour cela qu'ils ont essayé de pratiquer la terre brûlée autour de nous, avec les habituelles calomnies et inventions journalistiques et avec la traditionnelle liste d'inculpations et de poursuites en cours. Le mot d'ordre du Gouvernement est clair : les oppositions réelles doivent être brisées à tout prix.

Mais s'ils peuvent nous priver d'un lieu, ils ne peuvent nous enlever ce que nous avons construit en matière de rapports et d'expérience. Il y a aujourd'hui une maison occupée de moins, un espace d'assemblées de moins, mais des complicités en plus. Et ça, c'est la chose la plus importante. L'expulsion de la maison que nous avions occupée et toutes les inculpations liées aux contestations dans les rues ne sont pas une affaire privée entre une poignée de subversifs et l'Etat, c'est l'affaire de tous. C'est l'affaire de tous, parce qu'en condamnant certains d'entre nous, c'est la liberté et la lutte de tous qui est touchée, parce qu'avec l'expulsion d'un lieu de discussions et d'opposition, c'est la possibilité de discuter et de protester de tous qui est attaquée et empêchée.

Nous ne demandons pas de solidarité avec nous ni d'épouser nos idées de manière acritique, mais c'est un fait établi que tous ceux qui sont descendus dans la rue contre les différentes politiques du régime ces derniers mois doivent à présent trouver la capacité de réagir face à ces premières attaques de la répression. Reculer face à la répression signifierait balancer à la poubelle tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant et qui, même si cela peut sembler peu, reste un point de partance important. Du reste, il est vrai que Gênes a été au moins un exemple, la seule ville -comme disent les politiciens indignés- où les fascistes, les léguistes et les militaires ont été perturbés dans leurs activités prévues au centre-ville.

Nous sommes à nouveau au fond de la vallée, et nous devons recommencer à pousser le rocher avec nos épaules. Ce sera difficile, peut-être même retombera-t-il. Mais cette fois, nous sommes plus nombreux pour le pousser, et nous pouvons l'être encore plus. Les inculpations sont du papier de tribunal, la prison peut incarcérer les corps mais pas les cœurs, les maisons ne sont que des briques : les rapports, la complicité, les affects, les idées... eux sont la force, et eux sont entrain de grandir. Malgré tout, paradoxalement, nous avons gagné la bataille... et Sisyphe s'apprête pour une nouvelle montée.

Anarchistes et libertaires à Gênes

caux : « Stations d'Agip sabotées. L'Italie fait du commerce avec la Libye : les deux massacrent des immigrés. Vos mains sont tachées de sang : maintenant ça suffit. » Selon les journaux, des sabotages contre Agip seraient aussi survenus à Gênes.

10/09 Abruzzo – Les tuyaux de deux stations d'essence d'Agip sont coupés.

13/09 Turin – Feu d'artifice au CIE.

17/09 Lodi – Le local culturel Verde Bianco Rosso de l'extrême-droite est incendié.

19/09 Turin – Occupation des bureaux de la Croix-Rouge. Le lendemain, le CGIL, syndicat de gauche, envoie un communiqué pour exprimer sa solidarité avec la Croix Rouge…

19/09 Rome – Des anarchistes déploient une banderole dans un centre commercial et distribuent des tracts contre les CIE.

22/09 Rome – Une dizaine de personnes masquées font irruption à la Croix Rouge et jettent de la peinture rouge. Ils laissent des tracts contre les centres fermés sur place. Dans un journal local de Trento, ils disent que les vitres de la Croix Rouge de Trento ont été cassées.

22/09 Milan – Une centaine de solidaires se rassemblent devant le tribunal de Milan, où se déroule le procès à propos de la révolte dans le centre fermé de via Corelli fin août 2009.

22/09 Trofarelo – Des anarchistes perturbent l'ouverture du « Musée de la Croix Rouge ».

25/09 Turin – Dans le centre, des dizaines de tags de joie apparaissent suite au décès du procureur Asti Maurizio Laudi.

26/09 Turin – Les bureaux de Kairos, collaborateur de la gestion du centre fermé de Gradisca, sont recouverts d'un slogan.

Entretemps, les protestations dans les centres fermés continuent : tentatives d'évasion, affrontements, émeutes, grèves de la faim… se succèdent. Dehors, pleins d'initiatives ont lieu dans plusieurs villes en essayant de porter l'attention sur les engrenages de la machine à expulser (comme Sodexho qui fournit de la nourriture dans les centres ; comme la Croix Rouge, Misericordia, Connecting People et Kairos qui gèrent plusieurs centres) et en le liant avec les protestations contre la militarisation des villes. Plusieurs visites « hostiles » ont été faites chez ces institutions pour dénoncer publiquement leurs responsabilités. Les rassemblements devant les centres continuent.

Sur l'‘avvisi orali’ et la surveillance spéciale

Lettre ouverte à la Gênes rebelle

Gênes, 2 octobre 2009

Aux Gênois, à ceux qui y sont nés ou l'ont rejointe, aux enragés.

Au matin du 1er octobre, on m'a «adressé» (verbalisé) un «avis oral» à la Préfecture de police de Gênes. Pour ceux qui ne le savent pas, l'avis oral est un «avertissement» donné –à discrétion du préfet de police– aux personnes «*qui s'adonnent de manière habituelle à la commission de délits qui offensent ou mettent en danger la sécurité et la tranquilité publique*». La personne en question est invitée à changer la manière dont elle se comporte et est mise sous observation (pendant une période maximale de trois ans). Si les inspecteurs estiment que le «sujet dangereux» ne change pas et n'a pas l'intention de changer d'attitude, on lui applique la surveillance spéciale.

A nouveau, pour ceux qui ne sont pas au courant de ce triste langage de tribunal, la surveillance spéciale est une mesure préventive –non liée à des condamnations ou des délits particuliers– qui est appliquée de manière discrétionnaire à temps indéterminé, et qui prévoit une innombrable série de restrictions personnelles : retour chez soi avant une certaine heure, impossibilité de sortir de la commune de résidence, révocation du permis de conduire et du passeport, impossibilité de fréquenter des assemblées et des initiatives publiques, impossibilité de rester avec plus d'un certain nombre de personnes, contrôles permanents des forces de l'ordre, etc. Tout cela, répétons-le, sans qu'il n'y ait eu de condamnations particulières et définitives, et sur une base absolument arbitraire.

Beaucoup d'entre vous, qui êtes entrain de lire ces lignes, penseront que de telles pratiques sont dignes du régime de Mussolini et ne sont pas vraiment constitutionnelles. Et en effet, ces mesures ont pour origine légale cette période-là et leurs lois spéciales, mais cela ne devrait plus surprendre personne : comme on le sait désormais, il existe une continuité de fond, dans de telles pratiques et en Droit, entre l'Italie de Mussolini et l'Italie républicdaine, entre le fascisme et la démocratie.

Après cette brève introduction, peut-être un peu technique, nous arrivons au pourquoi de ma lettre. Je suis un opposant à ce *régime*, et plus précisément –en tant qu'anarchiste–, je suis un opposant à *tous* les régimes. Ces derniers mois, avec beaucoup d'entre vous, unis dans une multiplicité d'idées et de pratiques, nous avons contesté les politiques racistes et fascistes (de celles de Fiamma Tricolore à celles de la Ligue du Nord, jusqu'à Forza Nuova), nous avons manifesté contre les lois racistes prévues par le nouveau «paquet sécurité», nous sommes descendus dans la rue pour chasser l'armée que ce gouvernement a décidé d'employer contre sa propre population (une pratique *jusqu'à présent* réservée aux seuls régimes militaires).

D'après ce que j'ai appris lors de mon «rendez-vous» peu heureux à la préfecture, beaucoup d'entre-nous ont été inculpés pour une série de délits qui vont de «outrage aux forces armées» à «outrage simple», en passant par «résistance et violences à agent assermenté» et «manifestations non autorisées» suite à ces manifs et à ces contestations. Bien sûr, non contente de tout cela, la préfecture a décidé d'ajouter une peine supplémentaire en empruntant la voie de la «surveillance spéciale».

En somme, chers concitoyens, selon ce qui m'a été référé et consigné en préfecture par le dirigeant de la Digos (chargé par le préfet de la notification), si on ne veut pas être soumis à la surveillance spéciale, il ne faut pas «casser les couilles» (je cite textuellement). La conclusion, c'est que nous devrions tous continuer de vivre dans un pays où sont approuvées des lois raciales, des lois contre les pauvres, où des villes sont militarisées, où sont construits des camps de concentration pour hommes et femmes dont la seule faute est de ne pas avoir le «bon» papier, où on doit crever au travail ou de privations, être gouvernés par une bande de mafieux, de trafiquants de drogue, de maquereaux et de profiteurs. En somme, où on doit subir la tête baissée. Et si quelqu'un souhaite s'opposer à tout cela, souhaite relever la tête et élever la voix, veut agir pour changer les choses, voilà que ressortent du chapeau de la démocratie les vieilles restrictions inventées et appliquées avec tant de dévouement par les chemises noires. De plus, et par «devoir d'information», je peux vous dire qu'au «paquet» qui m'a été réservé, le dirigeant de la Digos a voulu ajouter différentes promesses annexes qui vont de la garantie qu'il s'emploiera à ce que la surveillance spéciale me soit donnée au plus tôt, du fait que je ne serai pas le seul et que d'autres compagnons proches subiront le même sort, jusqu'à une série de menaces plus ou moins graves (certaines le sont particulièrement, je ne les reporte pas ici sans avoir eu auparavant la possibilité de consulter mon avocat) et la garantie d'une «vie difficile». Tout cela, selon ce dirigeant, lui est permis par la loi (tout en n'étant pas un amant de la loi, je dois dire en blasphémant qu'il ne me semble pas que la loi permette au préfet de faire ce qu'il m'a promis, mais bon...).

A présent, comme j'ai déjà eu l'occasion de le déclarer à la préfecture de police, je ne pense vraiment pas que les esclaves et les protecteurs de cet Etat et de «nos» gouvernants puissent à quelque «titre moral» que ce soit m'intimer quelque chose. Il est donc évident pour ma part que je n'ai aucune intention de ranger ma critique de cette société dans un tiroir.

Certes, pour beaucoup d'entre vous qui êtes entrain de me lire, tout cela importe peu, et le sort qui me sera réservé, à moi et mes compagnons, présente peu d'intérêt dans un monde peuplé de tragédies bien plus graves.

Aussi n'ai-je pas l'intention de demander de la solidarité. Je voudrai plutôt faire comprendre que ce qui me touche aujourd'hui,

moi et beaucoup d'autres (il y a eu ces dernières années plusieurs tentatives, souvent réussies, de placer «les dissidents» sous surveillance spéciale) en termes de répression, pourra toucher tout le monde demain.

Comme je l'ai dit, nous sommes descendus dans la rue ces derniers mois pour lutter, et peut-être –ou même certainement– avons-nous fait trop peu. Il a pourtant suffit de ce peu, il a suffit de parler dans les rues avec un micro, de participer à des contestations, d'écrire un journal et quelques tracts, pour se retrouver ensevelis sous une montagne de papiers de tribunal. A partir de maintenant, il doit être clair que toute forme de dissensus sera frappée. Elle sera frappée légalement et illégalement, par le mensonge et la calomnie, il lui sera attribuée des délits réels et d'autres «inventés» qu'elle n'a même pas eu le plaisir de commettre. Enfin, si elle continue encore à s'emparer de la critique de l'Etat, viendront les «surveillances spéciales» et la prison.

Cet Etat est responsable de la mort de milliers de personnes, cet Etat envoie au lager et à la torture des centaines d'hommes et de femmes, cet Etat affame et jete sur le pavé une grande partie de la population. Cet Etat a déclaré la guerre contre les pauvres.

Malgré la dureté des attaques répressives, nous devons réagir, nous devons nous défendre, nous devons trouver la force de croître, d'être une *force sociale*. Je ne peux pas vous dire : ne laissez pas seuls les anarchistes dans la bataille, mais je peux vous dire combattez avec nous, combattez pour vous, ne cédons pas aux chantages et à la peur.

Exploités, exclus, prolétaires ou qu'importe comment nous voulons nous appeler, ne nous faisons pas abrutir par la meute médiatique qui nous bombarde d' «urgences sécurité» et de détails truculents sur les derniers «faits divers». Certes, la pauvreté et le désespoir ne rendent pas a priori l'homme vertueux, certes il est évident que la recrudescence de la violence et des trafics les plus torves nous dégoûtent et nous font peur. Mais nous ne pouvons pas répondre à cette violence en sacrifiant nos résidus de liberté et en livrant nos vies à ceux –les politiciens– qui ont créé cette condition. Nous devons répondre à l'insécurité par l'auto-organisation, par la connaissance réciproque, par la solidarité, par la construction de l'entr'aide et de l'appui mutuel.

Pendant qu'ils nous convainquent de l'inéluctabilité des lager et de l'aide que ces braves militaires donnent aux «gens honnêtes», on est entrain de plonger dans la misère. Et quand nous voudrons protester contre cette misère, les militaires seront là pour protéger l'intérêt des patrons, des politiciens, des trafiquants d'hommes et de mort. Les portes des «camps» se refermeront alors sur *tous*.

Ils voudraient nous mettre les uns contre les autres, pauvres contre pauvres, italiens contre étrangers, blancs contre noirs. Ils voudraient la *guerre civile*, parce que c'est la *leur* : on sort et on est toujours sorti de la «crise» par la guerre, les patrons et les gouvernants en s'engraissant, les pauvres en se massacrant entre eux.

En Italie, il est désormais évident que nous nous trouvons face à un régime totalitaire, une forme particulière de gestion de l'Etat à cheval entre l'Etat policier et l'organisation mafieuse. Chaque jour, on vient à connaître des trafics et des turpitudes des puissants, des politiciens, des grands industriels, du haut de la hiérarchie des forces de l'ordre ; chaque jour augmente le nombre d'agressions racistes et xénophobes, de pauvres asassinés, torturés ou blessés, en mer lorsqu'ils tentent de fuir des conditions intolérables, en prison parce qu'ils ont volé pour manger, dans les centres de rétention tout simplement parce qu'ils *existent*.

Bien que risquant de tomber dans la rhétorique, je souhaite vous rappeler un vieux slogan : les prolétaires n'ont ni frontière ni nation. Cherchons à nous en souvenir, cherchons à appliquer cette maxime dans notre quotidien, dans nos petites comme dans nos grandes batailles.

Avec beaucoup d'entre vous, ensemble, nous avons commencé une lutte *contre* : contre le racisme, contre le gouvernement et ses lois, contre le fascisme, contre la misère. Mais nous devons avoir à l'esprit que notre lutte est aussi une lutte *pour* : pour la dignité humaine, pour la solidarité, pour la compréhension et l'affirmation de la diversité comme force et potentialité, pour la liberté.

Ce que je suis, la certitude de combattre du bon côté de la barricade, *ma façon* d'être anarchiste, il ne peuvent me l'enlever : «avisé» ou pas, «surveillé» ou pas, menacé ou pas, incarcéré ou pas. Ce que nous tous pouvons être, ce que nous pouvons faire et ce que nous pourrons changer, notre capacité de résistance et d'offensive, en somme *notre force* sociale, oui, cela dépend de nous tous, de notre détermination et de notre courage, de notre rage et de notre amour. Que la police aille se faire foutre, en avant !

Insuscettibile di ravvedimento,*
Luca

*Ndt : *Insuscettibile di ravvedimento* [«Non susceptible de repentir»] était la formule employée par la police de Mussolini contre les réfractaires définitifs au régime.

Entre-temps, plusieurs compagnons de Gênes ont été 'invités' à la préfecture et informés d'une procédure en cours pour un 'avviso'. Une autre compagnonne a reçu, début octobre, un 'foglio di via' pour Gênes (interdiction d'entrer dans la ville) pour trois ans parce qu'elle avait insulté un ministre dans la rue.

Lettre de Giannis Dimitrakis à propos du procès contre les mutins de Trikala

Le 27 mars 2006, une mutinerie éclate dans la prison de Trikala. Quelques bâtiments de la prison sont pris par les flammes. Aujourd'hui, trois ans plus tard, plusieurs détenus reçoivent l'addition, dont Vagelis Pallis, un des inculpés, qui se bat depuis des années à l'intérieur des murs de la prison.

Ces dernières années, la tension dans les prisons grecques s'accroît considérablement. En avril 2007, de grandes mutineries éclatent simultanément au sein de dix prisons. Une première mutinerie démarre suite à une déclaration de solidarité contre le tabassage de Giannis Dimitrakis, un compagnon anarchiste condamné à 35 années de prison pour braquage de banque à Athènes.

En novembre 2008, des milliers de prisonniers entament une grève de la faim. D'autres détenus, ne voulant se ranger derrière cette méthode, développent différentes manières de lutter. La mobilisation s'achève lorsque l'Etat grec promet de libérer quelques milliers de prisonniers (malades en phase terminale, détentions préventives, longues peines,…).

Lors du procès contre la mutinerie à Trikala, des centaines d'anarchistes et d'antiautoritaires ont manifesté devant la Cour de Justice. Dans les échauffourées qui ont suivi, plusieurs caméras et deux banques ont été incendiées.

Aucune clémence pour les écorcheurs de nos rêves
Aucune trêve à la guerre qui se déchaîne
par la passion pour la dignité et la liberté.
Rien n'est terminé, tout continue...

A chaque action il y a une réaction, ainsi chaque acte a ses propres conséquences. Plus une action prend de l'ampleur, d'autant plus forte sera la réaction. Il s'agit des lois physiques qui gouvernent la vie de l'individu mais aussi d'entiers systèmes sociopolitiques.

Le filet autoritaire qui a enrobé et emprisonné nos vies à tous à travers des comportements imposés, des dogmes de discipline, de surveillance, de répression et de restriction de la libre pensée et action, toujours à travers des distorsions et des déformations, détectait et collectait des supports idéologiques à son existence et son comportement en utilisant des axiomes et des théorèmes physiques qui décrivent les règles régulatrices du fonctionnement de la nature de ce monde.

Dans le même cadre s'inscrivent les mécanismes qui obéissent aux ordres de n'importe quel système établi, mécanismes qui montrent toujours une préférence particulière à épuiser toute leur force et leur réaction réflexive rapide face à tout ce qu'ils considèrent comme subversif, à tout ce qui constitue une menace potentielle aux fondements de leur domination. À toute action de personnes, de groupes ou de mouvements sociopolitiques plus vastes qui se retournent contre eux, ils essaient de répondre en faisant preuve de zèle démesuré et d'une façon provocativement disproportionnée. De cette façon, ils confirment la loi de l'action – réaction, mais dans sa version la plus dégénérée et déformée.

L'intention ici n'est évidemment pas de s'engager dans un questionnement pour savoir dans quelle mesure les dominants appliquent le principe de la proportionnalité quand ils agissent ou réagissent contre ceux qui luttent contre eux ou contre ceux qui projettent leur extinction définitive. Il va de soi que, pour des raisons inhérentes à leur lutte continue pour la pérennisation de leur pouvoir et de leur force, contre et sur le dos de tous les autres, ceux qui leur crachent à la gueule, qui leur résistent en leur déclarant une guerre sans trêve et compromis, doivent être punis de manière exemplaire. Ils veulent que les conséquences de ce châtiment pour leurs ennemis soient aussi visibles que possible, afin d'éliminer la moindre possibilité de reproduction de ce genre de comportements et de pratiques par l'ensemble des dominés.

Les constats dressés ici le sont donc uniquement dans le but d'introduire, encore une fois, la question de la solidarité en tant que barrière, de bouclier de protection pour toute personne qui est



Mutinerie dans les prisons grecques, avril 2007

directement attaquée par la tornade meurtrière et vindicative du pouvoir ; la solidarité en tant que moyen de créer de nouvelles ruptures avec le système existant, en donnant vie à un discours, une expression et des pratiques qui dépassent ce qui est établi ; la solidarité en tant que moyen de création de nouveaux liens forts avec les morceaux de la société en lutte, en faisant converger et en augmentant les forces qui maintenant et dans l'avenir réaliseront des attaques toujours plus vastes et contre les lignes de l'ennemi. Le but est de souligner encore une fois combien est nécessaire la solidarité envers un des morceaux les plus vulnérables de la société, les détenus révoltés qui sont incarcérés dans les geôles du système pénitentiaire.

Il est vrai que ces dernières années le rapport des anarchistes-antiautoritaires avec la question des détenus a été ranimé et cela est quelque chose de positif. Des notions comme insurrection, révoltes, militants, prisonniers etc. sont apparus dans de nombreux textes, tracts, affiches et revendications d'attaques effectuées contre des cibles diverses en tant que démonstration de solidarité avec la lutte des prisonniers.

Mais derrière les mots et les expressions emphatiques utilisées pour décrire des événements que nous avons enlacés, promus et soutenus de toute manière, il y a quelques individus et personnes qui leur donnent du sens. Des personnes qui assument et jouent le rôle principal, qui sont directement exposées aux mécanismes répressifs, qui déclenchent des explosions continues en indifférant du coût personnel de leurs choix.

Il s'agit des incendiaires connus et inconnus de la dure réalité de la prison, ceux qui passionnément préservent et aliment avec cohérence et dignité la longue et lourde histoire des insurrections dans les geôles grecques. Et c'est le coût qu'ils ont payé, ceux qui – malgré les tortures, les privations, les tabassages, la fatigue et l'usure subies à cause de leur action insurrectionnelle – n'ont pas baissé la tête, qui causent en nous ces profonds sentiments de respect et d'estime envers eux.

C'est leur parcours précieux, indépendant et sans compromis dans les chemins du feu qui nous attire et nous séduit. C'est leur corps blessé et torturé mais aussi leur force d'esprit indemne et inépuisable qui les distinguent de l'ensemble. Ce sont les chemins solitaires qu'a entrepris chacun de nous quand il a laissé derrière lui le paradis des illusions, chemin qui ressemble à leur chemin. Et c'est la même vague de sensations et d'émotions qui nous emporte, nous élève et nous recrache à des endroits inconnus où l'un reconnaît l'autre et cherche désespérément les points de rencontre, les expériences communes qui composeront des liens d'amitié et de camaraderie indissolubles. Enfin, ce sont ces relations solides et profondes qui se créent entre les guerriers qui ont affronté ensemble les bêtes et les obstacles rencontrés pendant leur parcours commun sur les champs de bataille accidentels ou prémédités.

Le compagnon et militant Vagelis Pallis – qui passe en jugement à Larissa le 23/03/09 à cause des cendres que lui et ses co-détenus ont laissées derrière eux dans la vieille prison de Trikala le 27/04/06 – ne mérite rien de moins que notre solidarité généreuse et multiple. Notre présence physique à ses côtés doit être la plus forte et visible possible pour qu'on honore la lutte qu'il a menée et qu'il continue à mener contre un des mécanismes répressifs les plus puissants de l'Etat, la prison.

Giannis Dimitrakis

Giorgos Voutsis-Vogiatzis condamné à huit ans de prison

Le 1er et le 2 avril 2009, le procès contre le compagnon Giorgos Voutsis-Vogiatzis concernant un braquage de banque en 2007 a eu lieu à Athènes. Juste après le braquage, Giorgos a été appréhendé par un chauffeur de camion qui a aidé la police à l'arrêter. Giorgos était accusé de « braquage armé » et « possession d'explosifs » (lors de son arrestation, les policiers ont trouvé une grenade).
Giorgos a été condamné à 8 ans de prison au total, 7 pour le braquage et 1 pour la grenade. Giorgos a déjà purgé 18 mois en préventive et il a travaillé en prison (chaque journée de travail compte double). Tous calculs faits, il pourrait sortir en automne 2009 en conditionnelle (3/5 de la peine).
Pendant la première journée du procès, deux prisonniers ont réussi à s'évader du tribunal. La police était tellement fixée sur la présence de plus de 100 anarchistes qu'apparemment ils avaient moins d'attention aux autres…
Ci-dessous, nous publions la traduction d'une affiche en solidarité avec Giorgos.

« Avec la violence comme partie structurelle, le système organise l'ignorance et se fortifie depuis ses renégats. La violence est partout. Elle est dans les petharxika (1), dans les punitions et dans les cellules d'isolement. Sur le plan de la ville et dans la guerre. Dans le journal télévisé et dans les annonces publicitaires. Dans la police meurtrière et dans le saccage de l'environnement. Dans les jeux vidéo et dans les institutions pour mineurs.
Monsieur le président, combien vaut, selon ta démocratie, la vie d'un braqueur et combien vaut celle d'un policier ? Combien vaut la vie d'un prisonnier dans ta démocratie moderne et combien vaut celle d'un directeur de prison ? Combien vaut la vie d'un juge réputé et combien celle d'un maudit immigré pauvre ? Il va de soi que la valeur d'une vie humaine est différente quand le mort est un des défenseurs de la classe dominante. Mais les balles ont la même valeur. »
Giorgos Voutsis-Vogiatzis

NOUS DEVRIONS NOUS ARMER AVEC TOUTE LA FORCE DE NOTRE EXISTENCE

Les jours du consentement, des promesses, de la compréhension et de la complaisance semblent être toujours plus comptés. La dictature de l'économie préserve le silence en utilisant des armes. Les assassins avec leurs mitraillettes au coin de la rue, la richesse des patrons derrière les portes de sécurité et les gardiens, les antidépresseurs qui promettent le bonheur, les diffuseurs de nouvelles qui appellent à la peur…

RIEN NE TUE DE MANIÈRE PLUS DÉFINITIVE QU'ÊTRE CONTENT DE SAVOIR JUSTE SURVIVRE.

Nous le sentons depuis longtemps. Nous le savions très bien. Décembre nous l'a confirmé. Sur le fil du rasoir. Il n'y a pas de vie sans la sérénité qui se trouve derrière les barricades, sans les rues dépavées, sans le feu dans les centres commerciaux, sans le pillage d'un supermarché, sans le saut derrière le comptoir d'une banque…

LIBERTÉ POUR L'ANARCHISTE GIORGOS VOUTSIS-VOGIATZIS QUI DEVRA COMPARAÎTRE LE 1 ET 2 AVRIL 2009

(1) Les punitions juridiques que reçoivent les prisonniers pour des raisons de désobéissance ou de mauvais comportement dans les prisons. (ndt.)

Quelques attaques en solidarité avec Giorgos

13.04 Zürich – Le siège principal de l'agence intérim Randstad voit ses vitres brisées en solidarité avec l'anarchiste grec G. Vogiatzis, qui a été condamné pour braquage de banque, et avec ceux qui se révoltent contre l'ordre en place. "[...] *Le travail n'est pas une occupation! Occupons-nous de sa destruction!*"

30/3 Byron – Peu après minuit, trois banques sont attaquées par un groupe d'environ 25 personnes qui brisent les vitres et balancent des cocktails Molotov à l'intérieur. Les attaques sont revendiquées par téléphone en solidarité avec Giorgos Voutsis-Vogiatzis.

28/03 Halandri – Pendant la nuit, une dizaine de personnes attaquent un concessionnaire de la marque Jaguar. Ils rompent les vitrines à coups de pied-de-biche et jettent des cocktails et des bombonnes de camping-gaz à l'intérieur. Deux véhicules sont entièrement détruits, le bâtiment est sérieusement endommagé. L'attaque est revendiquée par les « Ombres obscures » en solidarité avec Giorgos.

28/03 Athènes – Des dizaines de personnes attaquent en pleine journée l'office central de la Banque Nationale à l'aide de marteaux et de peinture. Un agent de police est blessé à la tête suite à une tentative d'intervention. L'attaque est revendiquée en solidarité avec Giorgos.

27/03 Thessalonique – Une filiale de la banque Millennium est incendiée par la « Coopération d'Incendiaires », entre autre en solidarité avec Giorgos.

27/03 Serres – Pendant la nuit, le hall abritant les distributeurs de billets d'une filiale de la Banque Nationale est incendié en solidarité avec Giorgos par le « Chemin Obscur ».

26/03 Thessalonique – Le matin, divers supermarchés et commerces au centre-ville sont attaqués à coups de pierres en solidarité avec Giorgos : « *Il n'y a rien de pire qu'un esclave qui aime ses chaînes. Dans les temples de la marchandise, les grands et les petits magasins, les masses de consommateurs affluent au quotidien pour dégorger le plus possible la misère et la violence causées par l'autre face du paradis capitaliste : le travail.* […] »

24/03 Nea Ionia & Heliopolis – Les bureaux d'une entreprise d'assurance et une filiale de la Banque Proton sont incendiés en solidarité avec Giorgos.

23/03 Kalamaki – « *Dans la nuit de lundi, nous sommes encore une fois apparus avec l'arme offensive du feu. Défiant la loi, nous ne portions pas de masques quand nous avons cramé la Banque Apsis sur le coin de l'avenue Poseidon à Kalamaki. Certains pensent que l'attaque ne sert à rien. Pour nous, l'attaque contre ce qui nous opprime est la moindre des choses que l'on puisse faire. Regarder dans le vide de la télévision, être fier de la révérence servile devant un maître quelconque : si tu n'acceptes pas la soumission et les conditions que ce monde nous impose, alors s'ouvre le chemin de l'attaque. Le faux sourire, les fausses promesses, les sentiments hypocrites et dégoutants des mots romantiques sont les illusions que cette société nous offre. Le monde n'est pas gagné et ne sera pas gagné avec des prières. L'exercice de l'agression, l'engagement insurrectionnel, est la valeur suprême pour ceux qui sont à la recherche de l'utopie de la liberté sans entraves.* […] *Liberté pour le compagnon Giorgos Voutsis-Vogiatzis.* » (Impact Anarchiste – Commando Jules Bonnot)

14/03 Athènes – Les fenêtres et les distributeurs de billets de deux filiales de la Banque Nationale et de la Banque de Piraeus sont cassés en solidarité avec Giorgos.

13/03 Athènes – A Kolonaki, des dizaines de compagnons attaquent six banques, des bureaux du Ministère de la Défense Nationale, des commerces, des voitures de luxe et des voitures diplomatiques. Des slogans sont laissés sur place : « Les hostilités continuent… », « Liberté pour Giorgos Voutsis-Vogiatzis »,…

[Avant cette date, d'autres attaques avaient déjà eu lieu en solidarité avec Giorgos. Vous pouvez en retrouvez un aperçu dans le numéro 15 de La Cavale]

LE TRAVAIL PROMET DE L ARGENT…

Aujourd'hui, le travail n'est pas seulement la production des biens matériels : c'est tout un système d'esclavage, un processus de production de consciences aliénées et domestiquées. Dans notre vie quotidienne, notre existence tourne uniquement autour du travail : dans la salle de classe comme préparation au travail ou en se battant pour trouver un emploi par peur du chômage et de la pauvreté ou, finalement, en travaillant pour un patron entre 8 et 12 heures par jour. Il est évident que le paradoxe suivant t'est présenté : au plus tu travailles, au plus tu passes à côté des choses. Dans cette société hiérarchisée, seule une infime minorité jouit du dur labeur de la grande majorité. Et ils deviennent de plus en plus riches, ils nagent dans l'argent tandis que la société sombre. Enfin, avec les promesses non respectés d'opportunités, de carrières, de prospérité, nous perdons nos propres vies et nous oublions que la vie nous échappe des mains…

PRENDS-LA EN PILLANT

Face à cette coercition imposée en permanence, certains restent inconscients et heureusement apprivoisés ; d'autres se plaignent, mais reportent sans fin toute forme de réponse ; d'autres encore prennent les armes et décident d'y échapper à tout prix. Giorgos Voutsis-Vogiatzis fait partie de ces derniers. Dans une tentative d'arracher des conditions de vie dignes, le 3 octobre 2007, il a exproprié la Banque Nationale à Gizi (Athènes), les armes à la main. Malheureusement, il a été arrêté peu après avec l'aide décisive d'un «honnête» passant. Le choix et le parcours de cet antiautoritaire ont donné l'occasion aux médias de diffuser leurs calomnies tandis que l'Etat l'incarcérait sous de lourdes accusations. Un braquage de banque est un choix de résistance digne contre l'ordre établi et une négation du chantage du travail dans lequel nous sommes piégés. […]

DES BANQUES EN FEU…ENCORE ET ENCORE.

Le 17/03/2009, nous nous sommes cagoulés, nous sommes entrées en pleine journée dans la Banque Nationale de Kounoupidiana Punjab et nous l'avons cramée. Ainsi, nous envoyons un salut au compagnon incarcéré Giorgos Voutsis-Vogiatzis, nous partageons son choix et sa perspective : attaquer les banques, les temples de l'argent pour détruire le monde du travail, de l'exploitation et de la soumission. Nous ne laissons que des cendres et des ruines derrière nous. Nous envoyons aussi un salut à ceux qui avec le feu et la furie font brûler la flamme de la rébellion. Un message aussi à tous ceux qui lisent ceci, à Chania et ailleurs, qu'il ne suffit pas de parler contre les banques, le travail, l'économie, mais qu'il est nécessaire de faire quelque chose contre. [...]

Solidarité brûlante – Incendiaires contre l'oubli

[Publié sur bellumperpetuum.blogspot.com le 19.03.2009]

Deux compagnons anarchistes arrêtés inculpés d'un braquage de banque en Grèce

Le 2 octobre 2009, les compagnons anarchistes Alfredo M. Bonanno et Christos Stratigopoulos sont arrêtés 20 minutes après un braquage de banque à Trikala. Les compagnons ont été arrêtés avec les 46 900 euros du braquage sur eux. Selon la presse, ils auraient été arrêtés séparément aux barrages que la police avait monté dans les environs de Trikala.

Les deux sont passés devant un juge d'instruction grec qui a ordonné la détention préventive. Ils sont détenus dans la prison de Amfissa.

Christos est inculpé de braquage, Alfredo de complicité.

Lors des grandes mutineries en décembre 2008, des centaines de personnes ont été arrêtées. Quelques dizaines d'entre elles ont purgé plusieurs mois de prison ; celles qui ne possédaient pas de permis de séjour valable ont été déportées après leur incarcération.

Début juin 2009, cinq compagnons sont toujours enfermés. Voici le texte diffusé pour un appel à quatre jours de solidarité internationale (12-15 juin).

Le 20 juin, trois compagnons ont été relâchés. Deux autres ont été libérés récemment, après avoir entamé une grève de la faim.

Depuis le mois de décembre, les attaques se multiplient en Grèce, en solidarité avec ces prisonniers. Il nous paraît évident que c'est aussi la poursuite de la lutte sous toutes ses facettes, comme le portent les compagnons grecs, qui est la forme de solidarité la plus appropriée pour ceux qui sont pris sur la voie de l'insurrection.

Du feu pour nettoyer la terre

« Un mouvement qui n'est pas capable de soutenir ses compagnons emprisonnés est destiné à succomber dans la torture la plus atroce. »
Daniela Carmignani, Solidarité Révolutionnaire



L'insurrection de décembre était une expression visible et massive de la guerre sociale qui est toujours en cours et qui continuera jusqu'à la destruction de toute domination.
Des milliers de personnes se sont battues dans les rues réappropriées de la nécropole. Des centaines de personnes ont été arrêtées et plusieurs personnes ont été emprisonnées suite à des procédures exceptionnellement rapides. Aujourd'hui, six de ces personnes sont encore en taule. Car, pour ceux qui sont au pouvoir, quelqu'un doit payer le prix pour la négation mise en pratique que nous avons tous exprimée contre ce monde mourant.
Dans les deux premières semaines de juin, les derniers prisonniers de décembre, dont l'anarchiste A. Kiriakopoulos, paraîtront devant un tribunal qui statuera sur la prolongation de leur détention. Du 12 au 15 juin, des journées d'action en solidarité auront lieu partout en Grèce.
La prison est un instrument direct et violent à la disposition du pouvoir pour l'utiliser contre ceux qui ne sont pas capables ou qui refusent de suivre ses règles. Le rôle de la prison, en particulier lors de moments de lutte ou de révolte intensifiée, est d'isoler les « fauteurs de troubles », d'affaiblir l'attaque collective et d'apeurer ceux qui voudraient rejoindre la lutte. Dans ce sens, la prison et le système juridique sont des structures qui essayent d'empêcher la généralisation du conflit social. Ainsi, la solidarité avec ceux qui ont été incarcérés suite à l'insurrection de décembre est une nécessité pour la continuation du projet révolutionnaire.
La solidarité ne devrait pas être comprise comme un devoir, une obligation ou une charité ; elle ne requiert pas non plus un rapport personnel avec ceux qui sont incarcérés ni même une reconnaissance absolue avec ces derniers. La solidarité est par contre un moyen pour renforcer nos liens entre complices dans la conspiration contre l'existant. La solidarité est une arme avec laquelle nous n'attaquons pas seulement la prison, mais toutes les structures du pouvoir dans la continuation de la guerre sociale dans son ensemble. En même temps, la solidarité est un outil pour obtenir le résultat pratique immédiat de la libération de nos compagnons de la prison.
Ceci est un appel aux compagnons, peu importe où ils se trouvent, à commencer une vague de solidarité qui donnera des frissons aux merdes au pouvoir. Montrons-leur que le syndrome d'Athènes est effectivement une maladie contagieuse.
A l'intérieur comme à l'extérieur des murs de la prison, la perspective insurrectionnelle est une condition permanente qui n'attend pas de moment spécifique, qui n'accepte pas la charité, mais qui attaque directement, partout et toujours.

Jusqu'à la destruction de toutes les prisons.
Liberté pour le compagnon A. Kiriakopoulos et tous les prisonniers de décembre
Solidarité avec tous les persécutés
Pour la généralisation de l'affrontement insurrectionnel

ARRESTATIONS EN GRECE

À propos des attaques contre l'État et le Capital et de la Conspiration des Cellules de Feu

En décembre 2008, une tempête de révolte a secoué les rues grecques. Après le meurtre du jeune Andreas Grigoropoulos par un policier, des émeutes avaient gagné les rues de l'ensemble du territoire pendant des semaines. Des centaines de banques, commerces, concessionnaires, bureaux, institutions gouvernementales, commissariats ont été attaqués, pillés et incendiés. S'il est sûr que les anarchistes et anti-autoritaires ont pris l'initiative pendant la première semaine qui a suivi le meurtre, la lutte s'est rapidement étendue et beaucoup de gens ont été impliqués dans cette révolte contre les autorités, les conditions de vie insupportables, contre toute la merde et le manque de perspectives que ce monde offre aux exploités et aux opprimés.

Pourtant la révolte ne s'est pas terminée fin décembre 2008, tout comme elle n'a pas commencé le lendemain du meurtre. Les attaques contre les structures de l'Etat et du Capital ont continué et se sont mêmes étendues vers plusieurs plus petites villes de Grèce. Beaucoup de ces attaques ont été revendiquées par des anarchistes et des anti-autoritaires, avec leurs différences et leurs différents angles d'attaque. A travers des communiqués et des revendications, des discussions permanentes ont lieu à propos des perspectives d'insurrection, de guérilla urbaine, de cibles et des différents angles de la critique révolutionnaire de l'existant.

Le 24 septembre, quatre personnes ont été arrêtées par les unités anti-terroristes. Elles sont accusées d'« appartenance à l'organisation La Conspiration de Cellules de Feu », « possession de matériel explosif », « terrorisme »,… Les arrestations ont eu lieu au lendemain de l'attaque contre la maison d'un politicien socialiste. La police prétend disposer d'empreintes que les suspects auraient laissées sur des engins incendiaires qui n'ont pas fonctionné ; lors des deux perquisitions (les compagnons ont été arrêtés dans deux maisons différentes), la police prétend avoir trouvé des marmites, du matériel pour « confectionner des retardateurs électriques », des traces de matériel explosif,… Deux jours après l'arrestation les quatre suspects ont été amenés devant le juge d'instruction. Celui-ci a relâché une personne avec l'obligation de rester à disposition des flics ; les trois autres ont été incarcérées en attendant le procès. Le juge a également émis six mandats d'arrêt contre six autres compagnons. Tous sont encore en cavale aujourd'hui, et ce malgré les recherches poussées des flics et les barrages routiers qui avaient été dressés pendant plusieurs jours dans et autour d'Athènes.

Ces deux dernières années, environ 180 attaques incendiaires et, depuis quelques mois, à l'explosif, ont été réalisées sous le nom de « Conspiration des Cellules de Feu ». Ces attaques ont visé des banques, des concessionnaires, des centres commerciaux, des institutions étatiques, des commissariats, des bureaux de partis politiques, des entreprises qui construisent des prisons, des domiciles de politiciens, juges, criminologues et journalistes, des entreprises de sécurité privé,… Plusieurs fois, ces attaques étaient coordonnées : en quelques jours, une dizaine de cibles étaient attaquées. Dans les revendications, non seulement le Capital, l'Etat et l'Autorité (sous tous leurs aspects) étaient critiqués, mais aussi la résignation des exploités, leur mentalité grégaire, leur collaboration avec le système.

Le communiqué qu'on publie sur les pages suivants, revendique l'attaque contre un meeting électorale du premier ministre actuel, Karamanlis, à la veille des élections. Une bombe artisanale a été placé dans un conteneur à ordures à côté du bâtiment où se tenait le meeting. Après un avertissement téléphonique, le bâtiment a été évacué. Dans la revendication, la « Conspiration » parle aussi des arrestations récentes. Le 4 octobre, les socialistes du PASOK ont gagné les élections. Ils forment maintenant le gouvernement en coalition avec le parti des verts. Une de ces premières mesures fût d'envoyer une présence policière écrasante à Exarchia, le quartier athénien où l'activité anarchiste et anti-autoritaire est depuis des années très intense. Cette force policière y est restée pendant plusieurs jours pour « pacifier le bordel ». Les socialistes, dans le meilleur de leurs traditions, ont fait de la lutte contre les anarchistes et la diffusion des attaques un point important de leur agenda gouvernemental…

En publiant ce communiqué, qui ne permet évidemment qu'un aperçu limité sur les activités et les idées de la « Conspiration », nous voulons en premier lieu surtout offrir la possibilité aux compagnons de prendre connaissance de leurs idées, d'y réfléchir, d'en discuter. Comme la solidarité n'est autre chose que l'extension de nos propres activités et nos propres manières d'entendre la lutte contre la domination, prendre connaissance des idées que ces compagnons portent et d'en discuter pourrait permettre à chacun et à chacune de jeter ses propres bases sur lesquelles puisse croître une solidarité révolutionnaire.

« C'est ainsi…si c'est ce que vous pensez… »

Conspiration des Cellules de Feu - Fraction Nihiliste

En temps difficiles, nous n'avons jamais abandonné la lutte, bien que les chiens jappaient autour de nous, leur souffle chaud ne nous a jamais atteint. Nous nous sommes regardés, assurés de nos décisions, vérifié nos armes, interrogé notre haine : « allons-y encore une fois… cette fois-ci jusqu'au bout… »

Après notre attaque contre le ministère de Macédoine-Thrace et l'annonce d'élections nationales, deux de nos cellules en collaboration avec les compagnons de la Fraction Nihiliste ont décidé de frapper des domiciles et des bureaux de personnalités politiques, faisant appel ainsi de nouveau à la stratégie de la provocation sociale. Le coup de départ pour cette série d'attaques à la bombe à été donné contre le domicile de la candidate PASOK [parti social-démocrate grec], Louka Katseli, à Kolonaki. Décision avait été prise de réaliser cette entreprise en l'espace de deux jours. Néanmoins, le jour même de l'attaque, nous avons été surpris d'entendre des journalistes célébrer en annonçant la désarticulation de notre organisation ; descente dans une planque à Halandri, filatures de plusieurs jours, succès de EYP (Agence Nationale d'Information), localisation et identification d'empreintes provenant d'attaques précédentes, scénarios sur la logique des vases communicants…

Et tout cela alors que le jour même nous avons réalisé sans être dérangés d'aucune manière notre attaque à Kolonaki, sous le nez de la police, avant de nous en aller, toujours sans être inquiétés. Si ces événements ne s'accompagnaient pas de poursuites contre des personnes portraiturées comme membres du bras actif de notre organisation, ils ne pourraient provoquer que rires et sarcasmes. Scénario parfait pour satisfaire l'instinct cannibale des journalistes et de la société qui depuis des mois réclament ardemment des arrestations de terroristes. Ruses préélectorales… cuisine interne des flics… artifices générateurs de peur… nous ne connaissons et ne rentrerons pas dans leur logique.

Mais tout ce qui s'est dit nous est resté ancré dans la mémoire et le seul mot que nous avons prononcé sans arrière-pensée fut « VENGEANCE ».

Vengeance pour la fête qu'ils ont tenue pour célébrer nos soi-disant arrestations, avec comme prétexte le vingtième anniversaire de l'exécution de l'affreux Bakogianni. [En septembre 1989, le groupe armé 17 Novembre a tiré une balle dans la tête de ce politicien du parti de droit Nea Demokratia]. Fête dont le protagoniste, le gros maquereau Karamanlis [ex-Premier Ministre grec depuis le 4 octobre 2009], a proclamé avec arrogance son triomphe sur le terrorisme révolutionnaire.

Vengeance contre cette vermine journaliste qui, se donnant des airs d'écrivain, parlaient de « terroristes de la casserole et de la Playstation », de chefs et de gamins subordonnés. Mais vengeance aussi contre les mentors sensibles de la presse progressiste, parlant avec inquiétude des bons enfants de la porte d'à côté. Vengeance contre cette pute de société qui souriait malicieusement croyant s'être débarrassée de nous, qu'elle pourrait aller dormir en sécurité. Vengeance contre ces salauds de flics, qui font les malins dans leurs gilets pare-balles présentant leurs mitraillettes sous ces conditions de victoire infirme et fabriquée, mais qui, quand nous attaquions de nuit les commissariats pour les brûler, pleuraient et couraient se cacher sous leurs bureaux.

Vengeance contre ces crapules de procureurs et juges d'instruction qui croient pouvoir envelopper notre haine et notre conscience, notre sentiment et notre logique, dans les feuilles de leur procédure pour nous effrayer.

Vengeance pour tout ce qu'on vit, qu'on perd, pour tout ce qu'on aurait de toute façon fait en ayant choisi la nouvelle guérilla urbaine en tant que condition de vie.

Aujourd'hui nous et nos persécuteurs connaissons la vérité. On sait que leur spectacle ne convainc pas ceux capables de penser, ni ne fait peur à ceux qui ont choisi en tant que patrie cet endroit que peu sont ceux qui osent choisir.

Pour les autres, cela nous importe peu.

D'ailleurs, il y a quelques mois, en mai pour être précis, quand on a posé des engins explosifs aux commissariats de Stavroupoli et Penteli, on avait écrit : « Le résultat est encore plus pauvre et pittoresque. La plupart des arrêtés « sont poursuivis à cause de leurs idées » ou ils passaient par hasard par le lieu de l'attaque. Nous, on ne croit pas qu'une arrestation doit résulter en la création de martyres… ni qu'un accusé doit être sacrifié pour la bonne cause. Mais on doit savoir que nos choix comportent des responsabilités. Plus on garde cela en tête, plus sûrs – et donc exigeants – on devient envers nous mêmes et envers nos compagnons. »

De cette façon, on veut faire comprendre que nous sommes des personnes qui honorent leur parole comme engagement à vie. Pour cette raison, on serait pour le moins incohérents et lâches si en cas d'arrestation on niait nos principes et positions en disant qu'on dénonce et condamne toute acte violent ou si on déclarait qu'on ne connaît pas l'organisation à laquelle on participe, comme – selon les journalistes – l'ont fait deux des arrêtés. Chose logique, car ils n'avaient rien à voir avec nous.

De plus, on est fiers de nos choix et actes et on a le courage, le privilège et l'honneur de nous regarder en face dans le miroir sans nous cacher de honte. On aurait agit de la même manière en cas d'arrestation, on n'aurait pas caché nos visages comme les deux autres jeunes supposés membres du groupe. En définitive, si quelqu'un doit cacher son visage, c'est cette société dégénérée.

En ce qui concerne la preuve solide qui « consolide » le cas, c'est-à-dire l'existence d'un engin explosif placé dans une cocotte-minute trouvé dans l'appartement à Chalandri, on ne jouera pas au détective et on ne jugera pas ni du comment ni du pourquoi.

Ceci dit on doit absolument clarifier quelque chose : les engins explosifs artisanaux ne sont pas couverts par de brevet, spécialement quand on parle de circuits de détonation simples, de casseroles et

d'horloges, c'est-à-dire de matériaux largement commercialisés et ne constituant pas le copyright exclusif d'une organisation ni de modus operandi, comme le prétendent les forces de répression. De plus, la méthode spécifique à savoir l'utilisation d'une casserole en tant qu'ustensile de renforcement de la vague d'explosion, est utilisée depuis le 19e siècle par les terroristes et nihilistes français (Henri, Ravachol, Vaillant…), et aujourd'hui encore par l'organisation anarchiste FAI en Italie et par nous-mêmes et l'organisation ENEDRA [groupe antiautoritaire qui a posé en septembre 2007 plusieurs engins artisanaux] en Grèce.

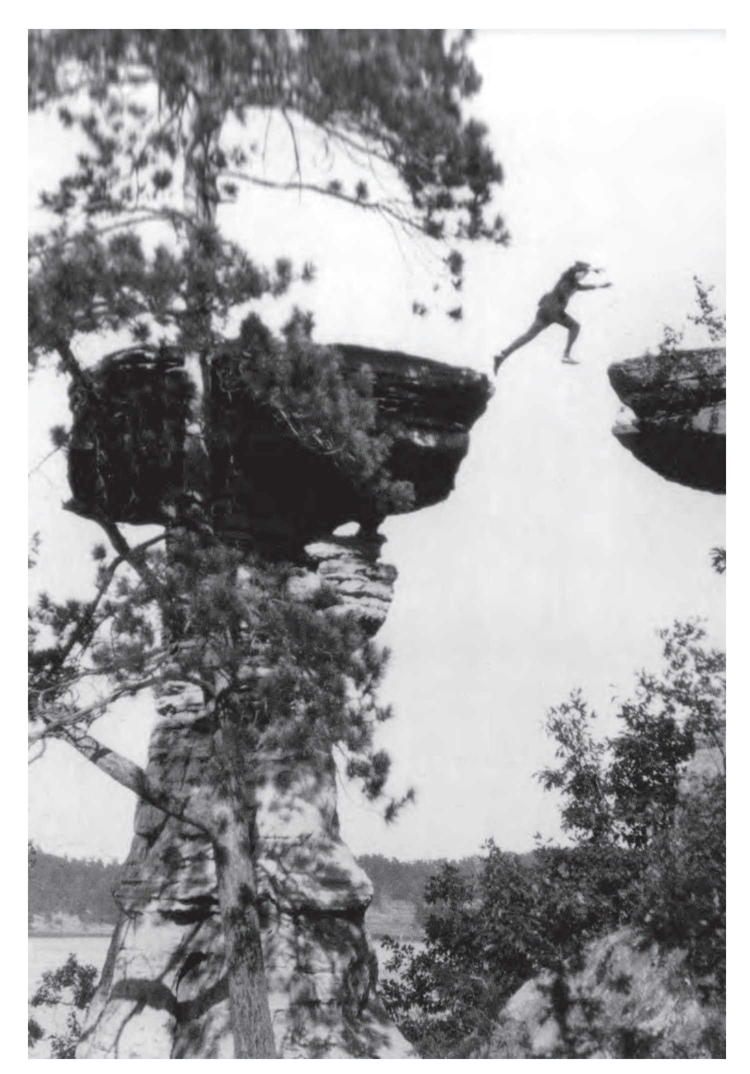
Alors, comment se peut-il que la découverte possible d'un engin explosif de diffusion et de facture diachroniques et internationales soit considéré symbole-sceau d'un groupe spécifique comme la Conspiration des Cellules du Feu ?

Il y a quelque chose qui pue ici mais ce n'est pas à nous de trouver de quoi il s'agit. La même question peuvent se poser tous ceux qui ont cru qu'on se cachait au sein du campus de l'École Polytechnique, alors qu'en même temps que les bâtiments universitaires étaient encerclés de flics en civil et de journalistes, nous avons placé la bombe à Pedion tou Areos au rassemblement du gros [ex Premier Ministre grec]. L'asile nous est indifférent, il était toujours désir ardent de la police. On ne s'occupera plus de tout ça, on cherche déjà de nouvelles cibles.

Pour finir, afin de pourvoir pour l'avenir pour qu'on défie notre présent dans un esprit de lucidité, on veut rendre clair que la captivité de l'un de nous ne signifie pas position de faiblesse. On a un code de valeurs qu'on respectera jusqu'à la fin et une mémoire que nous ne salirons pas avec les déchets de la révocation, de l'incohérence et de l'oubli. Autrement dit, que les hyènes de la solidarité gardent leurs griffes loin de nous ; que les bien-intentionnés, les personnalités, les « vieux », ceux qui « savent », les mères-Térésa et toute la fripouille s'occupent de victimes plus faciles et plus dociles, parce que nous, nous ne sommes pas une proie facile et nous allons leur casser les dents. Même au pire des moments, un révolutionnaire doit savoir honorer les amis et les compagnons et mépriser les hommes de paille d'intérêt vulgaire et de faux humanisme qui décapitent la conscience et la pratique révolutionnaires, en l'emmenant vers la guillotine de la compromission. C'est pour cela qu'on invite les nouveaux compagnons de rejeter la mentalité de cafés qui se transforment en salles de presse où les experts de la solidarité annoncent des communiqués, et de ranimer leurs rencontres conspiratrices là où les projets et les mots clairs remplacent les commérages.

Que la peur et l'indécision fassent place à l'audace et à la détermination, que la colère engendre des tempêtes de rage et que chacun demande à son cœur « si pas maintenant… quand ? Si pas nous… qui ? »

Après les derniers événements, une restructuration du plan d'action a été proposée à l'initiative des compagnons qui ont agi contre Katseli. Étant convaincus que la réalité captive qui nous entoure n'est pas l'oeuvre d'une direction unitaire et compacte qui émet des ordres et dirige les institutions, mais que c'est une usine sociale de comportements, de culture, de traditions, d'habitudes, nous voulons attaquer chaque domaine de cette usine qui atteint le comble de la production de tout ce qu'on déteste. Maintenant, la proposition initiale d'attaquer les maisons de 5-6 politiciens nous a semblé pauvre. Elle n'avait pas la dynamique qu'on souhaitait projeter. On voulait



faire quelque chose qui briserait les limites supposées et l'alibi d'innocence de la société qui la débarrasse de ses responsabilités, en lui attribuant le rôle de l'éternelle victime. Mais les victimes n'acclament pas leurs assassins, ne dénoncent pas ceux qui se sont opposés aux tyrannies, ne supportent pas leurs oppresseurs, ne s'alanguissent pas dans leurs cellules fausses parce que les victimes simplement n'ont pas de choix.

Mais les hommes dans la société contemporaine ont des choix et, par conséquent, des responsabilités. Peut-être on vit tous – nous et la société – dans la même merde, mais n'oublions pas que dans les centres pénitenciers les prisonniers et les gardiens vivent la même prison et que cela ne signifie pas qu'ils sont des alliés.

Nous aussi éprouvons les mêmes sentiments vis-à-vis de cette société du rien flamboyant et de la lâcheté polissonne. Il n'a donc pas fallu trop de temps pour que cette idée naisse. Nous avons choisi de frapper un rassemblement préélectoral, là où la foule insipide des déchets-sur-pattes court pour sortir dans la rue et acclamer ses dirigeants. La préférence envers le rassemblement de Nea Demokratia était juste question d'esthétique. Le spectacle du gros con de Karamanlis se vantant d'un succès inexistant contre le terrorisme révolutionnaire nous était insupportable. Nous avons donc voulu lui rappeler que les grandes paroles creuses n'ont encore fait du bien à personne.
Nous avons aussi voulu casser l'élan ambitieux des guignols du service antiterroriste qui cherchent une revanche pour leur agent mis K.O. par l'Organisation « Secte des Révolutionnaires » [ce flic a été

exécuté en avril 2009] et qui montent des jeux sur le dos de gens qui n'ont rien à voir avec la nouvelle guérilla urbaine. Finalement, nous voulions envoyer un message à tout le monde.

Désormais, la place de l'indifférence est abolie. Le terrorisme révolutionnaire et nous, en tant que Conspiration des Cellules du Feu, passons le seuil de la menace sociale et de l'agression nihiliste. Autant que la majorité se cache derrière la psychologie des masses afin de camoufler sa responsabilité personnelle, tant qu'elle se définit à travers ses illusions comme le peuple pauvre, trompé, victime d'injustices, tant elle restera déployée en face de nous en tant qu'ennemi. Tolérance zéro aux justifications. Il est difficile de se lever le matin dans un monde indigne, parmi des sourires abrutis, des corps fatigués, des gestes faussés, des regards apathiques et au milieu de l'absence qui règne. On s'est débarrassé de tous les bagages qui nous freinaient : des relations mortes, situations de marasme, conventions, faux-semblants, répétitions permanentes et on commence un chemin sauvage avec nos poumons qui palpitent au rythme frénétique d'une mutinerie ineffable.

On jouera de la roulette russe en ayant le revolver de la vie entre les mains au lieu de rester à mourir lentement et patiemment loin de tout ce qu'on avait cherché. On sait qu'on n'est pas seuls. On sait que les nouveaux compagnons du feu sont avec nous et nous sommes avec eux. La nouvelle guérilla, hors de toute attente, a ajouté son propre coup de rasoir au visage de ce monde. Les nouveaux groupes, même s'ils ont été calomniés et méprisés par les vieux « renommés », même s'ils ont connu la défiance et les conseils tardifs des illuminés, ont réussi à prospérer et à écrire leur propre histoire.

Nous envoyons notre amour et notre respect à tous les nouveaux guérilleros et nous les appelons à participer tous ensemble à un combat jusqu'à la fin contre les petites et les grandes, les visibles et les invisibles prisons de notre vie. Quant aux autres, qui nous pèsent avec leurs justifications fatigantes et leur soi-disant expérience, nous ne les écoutons pas. Les hostilités révolutionnaires ne vont pas s'arrêter juste pour rassurer les masses amorphes d'électeurs véreux. Les supporteurs des partis, comme les hooligans du foot, font le tour de toutes les villes pour assister à chaque rassemblement en portant leur cadavre vivant et en criant des slogans partisans. Des visages déformés par des cris du type « c'est toi le premier ministre » défilent à la télé comme exemples de la base de l'électorat, quintessence de la démocratie. Des larmes d'émotion et de paralysie atteignent la foule quand le chef fait son apparition pour jouer sa pièce-en-un-acte de deux heures. Cette masse idiote qui rappelle des films de morts-vivants ne peut qu'être la cible. On n'est pas émus du nombre de la foule ni de la présence des jeunes et des vieux, hommes ou femmes. Il s'agit du moment où l'inertie des gens se transforme en cris et vivats pour la démocratie.

Nous avons donc pris la décision de mettre une bombe à leur face, d'envoyer un message pendant le dernier discours du premier ministre, de causer la panique au sein des autorités afin de faire évacuer les lieux. Des électeurs paniqués qui s'enfuient alors que les pyrotechniciens commencent une course contre la montre pour neutraliser la bombe. En traversant la rue Solomou, nous nous sommes intégrés dans la masse blanche-azure (les couleurs de Nea Demokratia) et en passant à côté des flics en civil et des MAT [flics anti-émeute] – qui nous ont en plus souhaité la victoire, en nous croyant faire partie de la foule – nous nous sommes rapprochés de l'endroit où nous voulions poser l'engin. Nous avons vu les 3 flics en civil et les 2 hommes des MAT dans les rues 3e Septembre et Guilfordou, et aussi le flic en civil au coin de ces rues. Nous sommes entrés dans la ruelle, avons laissé l'engin et sommes repartis sans problème. Une demi-heure après et à 50m du podium du gros con, l'engin a explosé en lui envoyant un message en rapport à ce qu'il raconte sur les arrestations, désarticulations et la tolérance zéro.

Il est temps maintenant pour chacun de se poser des questions et de continuer ou de renoncer définitivement à ses décisions. Individuellement et collectivement il faut leur montrer qu'on ne bat pas la retraite. On y restera jusqu'à la fin. Si eux enragent une fois pour nous trouver, enrageons-nous cent fois pour attaquer en premiers. Dans cette guerre, le perdant est celui qui rentre chez soi. Pas de marche en arrière, aucun ajournement. Désormais, la haine doit donner sa place à la stratégie, aux projets intelligents, à la détermination absolue.

Libérons tous nos instincts destructeurs.
Que commence un nouveau cycle de guérilla plus dur et plus destructeur.
Que chaque maison devienne une planque et toutes les planques un feu qui les brûlera vifs.
Qu'on leur montre que la nouvelle guérilla urbaine n'était pas une bulle, ni un éclat d'ados, ni de préoccupations artistiques.
C'est la réalisation et la ranimation de nos désirs agressifs, nos négations, notre existence qui attaque le statu quo.
Vous nous trouverez toujours en face de vous… et on verra qui se trouvera le dos au mur.

P.S. On salue les anarchistes et compagnons Christos Stratigopoulos et Alfredo Bonanno qui, malgré son âge, continue à conserver ses négations inaltérées et à suivre le chemin qu'il a choisi.

Conspirations des Cellules de Feu – Fraction Nihiliste

[Traduit de http://bellumperpetuum.blogspot.com]

Le texte ci-dessous fut publié il y a quelques mois. Il tente d'amener une discussion et pose la question des 'moyens de communication' du 'mouvement' antiautoritaire/anarchiste/... qui laisseraient une place presque inexistante dans leurs publications aux attaques, actions directes,.... Les questions soulevées nous semblent dépasser évidemment les frontières et les problématiques spécifiques du territoire espagnol.

Quand tes « compagnon.ne.s » se font complices de la répression

Depuis quelques temps, on peut observer comment, dans la péninsule ibérique, ce qu'on appelle les « medias de contre-information » ou « moyens de communication alternatifs », surtout ceux en format informatique, passent scandaleusement sous silence certaines pratiques, actions etc. Cela atteint de tels niveaux que non seulement certaines nouvelles ne sont plus publiées, mais que même des commentaires (sur les sites bien sûr qui disposent d'une telle fonction) -sont enlevés rapidement. Quant à certaines revendications qui dans certains cas parviennent à se glisser sur les pages web, elles sont directement supprimées. La même chose se produit dans de nombreuses publications imprimées : le silence.

Nous ne voulons pas diaboliser ces sites, publications ou autres, ni trancher l'affaire en disant à quel point ils sont mauvais, alors que les messager.e.s offensé.e.s et leurs pratiques seraient bon.ne.s. Nous sommes conscients des problèmes, vicissitudes et souvent des emmerdes qui traversent ce type de medias. En revanche, une critique, un « tirage d'oreilles » à leur encontre ainsi que du « mouvement » dont ils sont les porte-voix (critiquer seulement ces médias reviendrait au fond à tuer le messager, quand les raisons de l'affaire sont clairement collectives et pas uniquement attribuables à telle ou telle page web ou publication, même si c'est parfois aussi le cas).

Depuis déjà plusieurs et de trop nombreux mois, il se passe quelque chose d'assez dommageable. Certains faits sont tus, alors que quelques personnes veulent les rendre publics de manière anonyme par les moyens de diffusion desquels se dote le méli-mélo antagoniste/anarchiste/anti-autoritaire. C'est ainsi que si l'objet à diffuser relève de pratiques comme des bouffes, des fêtes, des manifs-rassemblements, discussions etc., cela ne pose pas de problèmes à la majorité des moyens de communication (même si certains semblent n'admettre que celles de leurs copains). Par contre, si nous nous éloignons de ces pratiques pour d'autres, comme des sabotages, et particulièrement si des engins explosifs sont utilisés, la chose change substantiellement. C'est comme si certains faits n'avaient pas leur place dès lors qu'ils ne viennent pas de pays comme la Grèce. Dans un premier temps, il ne se publiait que quelques pratiques qui avaient lieu dans d'autres pays, mais le moment est venu où même cela ne passe plus. Il semble que l'on ne veuille plus rien savoir de certaines pratiques, quand elles se produisent sur le territoire qui porte le nom officiel d'« Espagne ». Souvent même, on ne veut d'ailleurs même plus savoir quand elles ont lieu ailleurs.

Le processus a été graduel, et a lentement pris possession des « medias antagonistes », au point de donner l'impression qu'ici, dans cet Etat, rien de rien ne se passe. Comme les actions auxquelles nous faisons référence sont diverses, certaines d'entre elles étaient publiées au début, celles qu'on a coutume de cataloguer comme « modestes » ou de « basse intensité » (catégorisation que ne partagent pas les spectres anonymes qui rédigent ces lignes). S'est ainsi instaurée une limite très claire : vitres brisées, collage et bouchage de serrures, voire très occasionnellement (selon les contextes, les villes, etc.) les cocktails molotov, tout cela était parfois publié. Mais lorsque cette ligne était dépassée, c'est-à-dire, si on passait du cocktail à tout type d'engin ... silence. La situation a atteint un tel point que de nombreux medias ne publient même plus les faits plus « modestes », sans parler des autres, moins « modestes », pas même lorsqu'ils sont repris avant par d'autres medias.

A oplusieurs reprises, bien que les mass-media se soient fait écho de l'info... c'est à nouveau le silence. Il semble qu'on ne puisse même pas parler de certaines choses.

Faire silence sur ces pratiques, sutout de manière sytématique et généralisée, revient à les isoler, elles et tous ceux qui les défendent mais aussi, bien sûr, ceux qui les réalisent. Nous avons déjà expliqué auparavant qu'il ne s'agit pas de se focaliser sur des medias en particulier, et que nous sommes conscients qu'il faut souvent donner des informations personnelles pour ouvrir des pages web ou autres, avec tout ce que cela peut impliquer. Et aussi qu'à de nombreuses reprises les publications sont mises sous enquêtes juridiciaires -du côté policier, ils enquêtent en permanence - quand elles ne sont pas directement sanctionnées (ce qui devrait nous amener, avant d'ouvrir un site, à réfléchir à deux fois sur ce que cela implique, mais ceci est une autre question). Le plus terrible n'est pas que tel ou tel media n'ait pas repris tel ou tel acte, mais que cela soit le cas de 95% des medias, ... sans parler de l'attitude des gens : telle chose est mal vue, telle autre non, quand il se passe telle chose, on la commente, quand se produit telle autre, on n'en parle pas (et cela dans le meilleur des cas, car dans le pire ce sont les rumeurs, les spéculations, les questions, les paris ...). C'est particulièrement terrible lorsque cela est lié à une peur collective de la « guerre sociale » dont on parle tant, et qui tombe maintenant en désuétude (ou, si on préfère, le nouveau terme post-moderne de « lutte contre le système » ou même le puant « processus de transformation sociale » social-démocrate).

Faire silence sur quelque chose signifie entre autre couper à la racine la possibilité que cela puisse être connu et que cela puisse se diffuser (nous parlons toujours de possibilité, car la réalité est un peu loin du fait que de telles pratiques s'étendent, du moins ici et maintenant). Ce qui est normal pour les médias du Pouvoir (passer sous silence, cacher quand on ne peut distordre, manipuler et/ou ridiculiser, ou tout à la fois), est en revanche totalement inadmissible chez les « porte-voix de la révolution/ insurrection ». Même le système ne ferait pas mieux !

Maintenant, il se trouve que nous ne sommes pas seulement entourés de flics alternatifs/rebelles/antagonistes/révolutionnaires, mais que ceux qui ne le sont pas se transforment en pompiers. « Pourquoi la Police, si nous avons déjà le Parti Communiste » criait-on à une époque.

Il est pathétique de voir comment face à certaines situations, le prétendu « mouvement » anarchiste/anti-autoritaire de l' « Etat espagnol », au lieu de resserrer les rangs, de sentir chaque action comme la sienne ou chaque coup reçu comme un coup contre tous, détourne les yeux, quand il ne lance pas directement de la merde sur certaines pratiques et celles et ceux qui les réalisent ou tout au moins les défendent. Après vient la propagande et le discours regorge de violence, mais nous savons déjà que le vent emporte les mots.

Il y a d'autres endroits où, même si beaucoup de personnes, pour différentes raisons, ne participent pas à certaines pratiques, elles n'ont au moins pas de problème à les diffuser. Nous ne savons pas si c'est parce qu'ici ils nous en ont mis plein la gueule, ou parce qu'ils ne nous en ont pas mis assez dans la gueule... et au train où vont les choses, nous ne le saurons peut-être jamais.

C'est un problème loin d'être superficiel, car il détermine là où en sont les choses, là où réside l'absence de débat, de culture sur la pratique subversive : parler abstraitement de manières de faire et de leurs conséquences, sans signaler ni montrer du doigt personne.

Répétons une fois encore que le problème est collectif, et que les agissements des moyens de communication sont le simple reflet de l'existant, au-delà des nombreuses critiques qui peuvent être faites aux publications et à internet (mais que nous nous épargnerons pour l'instant par manque d'espace et de temps) et de la manière acritique et stupide dont on les utilise, mais ceci est une autre paire de manche.

Il se produit dans le « guetto » des situations aussi ridicules que d'accepter les actions dont nous parlons seulement si elles ont un contexte « social » (c'est-à-dire si elles sont dans le cadre de certaines campagnes qui, théoriquement, concernent et sont extensibles à l'ensemble ou à un secteur particulier de la population -même si elles ne s'étendent jamais ou ne semblent pas tant les concerner) et si de plus, pour boucler la boucle, elle sont réalisées d'une certaine manière : par exemple avoir quelques cocktails molotov dans le périmètre d'une agence immobilière et dans le cadre d'un plan d'urbanisme, est beaucoup moins mal vu que d'avoir un engin ou quelque dispositif mécanique, chimique ou électrique dans tout autre lieu, apparemment parce que c'est comme ça. Ne parlons même pas du fait qu'au lieu de bouteilles, nous pouvons évoquer des tags, des banderoles ou quelqu'un posé dans son coin avec la presse autour, et que c'est beaucoup mieux. Où cela s'arrêtera-t'il ? Voilà l'horreur dans laquelle vit « notre mouvement ».



Mais enfin, nous ne nous sommes que trop étendus et nous ne voulons pas non plus, du moins pour l'instant, nous montrer trop scarcastiques avec le « petit milieu », nous voulions seulement pour le moment faire rougir les gens et encourager une réflexion collective sur ces faits plutôt graves. Et ils sont graves parce que le silence et surtout le fait de passer sous silence est un acte exécrable qui va de pair avec la répression : le silence, la dissociation et l'isolement ouvrent le chemin à la bête.

Vous voulez être complices ?
En espérant que s'ouvre la discussion, nous continuerons à aller de l'avant. Vive l'Anarchie.

PS : Bien que quelques medias se soient fait l'écho de quelques actions, cela nous parait de loin insuffisant, et plutôt anecdotique. Cela n'invalide en rien l'analyse exposée ici.

[Publié par *des anonymes* sur
http://liberaciontotal.blogspot.com, juin 2009]